

Arméniens et Azerbaïdjanais convoqués à Moscou

## M. Gorbatchev veut régler la crise du Caucase par la négociation

La « perestroïka » en danger

Le nouvel embrassement des populations du Caucase pouvait difficilement tomber plus mal pour M. Gorbatchev. A un moment où le président soviétique général soviétique avait besoin de sérénité pour négocier avec les Républiques baltiques des solutions de compromis sur le projet de réforme de la Constitution de l'URSS, qu'elles contestent toutes à des degrés divers, un autre foyer de tension risque de faire diversion, et de tout faire capoter. C'est en effet au début de la semaine prochaine, les 28 et 29 novembre, que le comité central du PCUS puis le Soviet suprême d'URSS doivent examiner les projets d'amendements constitutionnels. Projets que le bureau politique s'est déclaré prêt, jeudi dernier, à « émettre » face aux protestations des Républiques baltiques et géorgiennes.

Car, en dépit de leur apparence commune de flambée nationaliste, les problèmes auxquels est actuellement confronté l'architecte de la « perestroïka » et de la « glasnost » sont de nature différente. Il y a le syndrome baltique, qui vient de gagner la Géorgie : il oppose directement au pouvoir central des populations nostalgiques d'une indépendance qu'elles ont connue. Il n'y a pas si longtemps. Et il y a le conflit caucasien, avec ses revendications ethniques et territoriales ancestrales, ravivées par l'air de la « perestroïka », mais qui ne conduisent pas à un défi à l'empire en tant que tel.

Les deux situations appellent donc des réponses différentes. Mais la tournure que prend l'une ne pourra rester sans effet sur la manière dont l'autre évolue. Face à la revendication autonomiste, voire séparatiste, baltique, M. Gorbatchev a jusqu'ici très habilement évité l'affrontement. La proposition qu'il a faite vendredi soir sur la crise transcaucasienne de réunir les protagonistes dans une discussion tripartite avec le pouvoir central relève également de la volonté de dialogue et ne peut être que louée, même si les termes en sont on ne peut plus vagues.

Mais est-il encore temps ? Le quotidien de l'armée soviétique, « Krasnaya Zvezda », a publié samedi un compte-rendu alarmant de l'état de la situation en Azerbaïdjan. Sans en tirer des conclusions hâtives sur le moral de l'armée, on ne peut pas ne pas relever que c'est l'organe de la défense qui a choisi de rompre la remarquable discipline observée par l'ensemble des médias soviétiques centrés sur les événements de ces derniers jours.

La manière dont les choses évolueront dans les prochains jours va donc être décisive. Si les autorités ne parviennent pas à ramener très rapidement le calme dans le Caucase, M. Gorbatchev aura du mal à convaincre les adversaires de la « perestroïka » du bien-fondé du dialogue. Il aura aussi du mal à convaincre les critiques des projets d'amendements constitutionnels, dont beaucoup pensent qu'ils ont été rédigés à la hâte, résultant de compromis fragiles et ambiguës, dans une volonté de précipiter les choses. Or c'est bien sur cette réforme politique que compte le chef du Kremlin pour réaliser son programme de « transformations révolutionnaires ».

A tout seigneur - marris et involontaires, en la circonstance - tout honneur : les invalidations de MM. Guy Teissier (UDF-FR)

La situation demeurait très tendue, samedi 26 novembre, dans plusieurs villes d'Azerbaïdjan, ainsi qu'à Erevan, capitale de l'Arménie. Pour tenter de résoudre la crise, le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé que des délégations arménienne et azerbaïdjanaise seraient convoquées à Moscou pour chercher une solution au conflit, sous l'égide du pouvoir central. Les estimations les plus diverses circulent à Moscou sur le bilan des affrontements de ces derniers jours.

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères nie qu'il y ait eu en Azerbaïdjan des « pogroms » dont des Arméniens auraient été victimes, et fait état de six morts.

Mais d'autres sources avancent des chiffres beaucoup plus élevés. Interrogé vendredi soir par Antenne 2 et Europe 1 (lire page 16), M. Gorbatchev a déclaré que la crise devait trouver une solution dans des discussions entre représentants des deux ethnies, arménienne et azerbaïdjanaise.

Cependant, après un dernier entretien avec le chef de l'Etat soviétique, M. Mitterrand devait assister, à Baïkonour, au lancement d'un vol habité avec la participation du cosmonaute français Jean-Loup Chrétien.

## M. Mitterrand et les « progrès » de l'URSS

MOSCOU de notre envoyé spécial

« Climat cordial, direct, efficace, très riche », M. Hubert Vedrine, le porte-parole de la présidence, avait rarement été aussi généreux en adjectifs que vendredi soir, lorsqu'il s'est employé à commenter la première demi-journée du séjour de M. Mitterrand à Moscou. Il n'avait pas pourtant de grandes nouvelles dans sa poche, puisque les informations qu'il aurait pu annoncer étaient déjà connues : signature d'un protocole d'intention pour l'octroi d'un crédit bancaire de 12 milliards de francs (mais ce montant ne sera confirmé officiellement que plus tard, tant on est soucieux à Moscou de ne pas donner l'impression de s'écarter au-delà du raisonnable) et signature par Pechiney d'un accord, d'un montant de 1 milliard de francs, portant sur la modernisation et l'extension d'une entreprise mixte d'aluminium en Arménie. Comme MM. Gorbatchev et Mitterrand allaient le faire un peu plus

tard à destination des téleopérateurs d'Antenne 2 et des auditeurs d'Europe 1, M. Vedrine a été condamné à répéter les fragments d'un discours franco-soviétique, certainement plein de bonnes intentions mais dont les paroles, comme la musique, sont dans toutes les têtes.

C'est ainsi qu'il nous a été confirmé qu'au cours de leur rencontre, qui a duré deux heures et quinze minutes, les deux chefs d'Etat avaient discuté des relations Est-Ouest en général, du désarmement en particulier, de leurs conceptions respectives de l'Europe et des relations bilatérales, laissant sans doute pour samedi les confidences régionales.

J. A.

(Lire la suite page 5.)

Moscou et Paris prêts à accroître leur coopération spatiale

Lire page 16 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

En faisant appel aux groupes nationalisés

## M. Bérégovoy relance l'offensive sur la Société générale

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a demandé au trois grandes sociétés nationalisées d'assurances (l'UAP, les AGF et le GAN), déjà actionnaires de la Société générale, d'augmenter leur participation dans son capital en achetant des titres en Bourse. Deux des trois compagnies (l'UAP et les AGF) ont déjà signifié leur refus au ministre. Le GAN, en revanche, aurait commencé dès vendredi à acheter des actions de la Générale à la Bourse de Paris.

Cette relance de l'offensive sur la Société générale marque une nouvelle étape dans la bataille. Le coup d'envoi avait été donné par M. Georges Pébereau. Il avait acquis 10,36 % du capital de la banque avec ses alliés. Mais cette stratégie marque le pas et les négociations engagées avec M. Marc Viénot, le président de la Société générale s'enlisent.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a donc décidé de prendre plus directement les choses en main. Il a demandé aux sociétés publiques d'assurance d'acheter des actions de la banque en Bourse. Le ministre prend ainsi le risque d'être accusé de procéder à une renationalisation.

(Lire page 13 l'article d'ERIK TZARAEWICZ.)



## Un entretien avec M. Turgut Ozal

« Mon pays se veut une société tournée vers l'Ouest », nous déclare le premier ministre turc

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, est attendu à Paris, lundi 28 novembre, pour une visite officielle de deux jours. Avant de quitter Ankara, M. Ozal a répondu, il y a quelques jours, aux questions que lui ont posées nos envoyés spéciaux en Turquie.

ANKARA de nos envoyés spéciaux

Truculent et prudent à la fois : tel apparaît M. Turgut Ozal, trônant en bout de la table de réunion du bureau de sa résidence officielle. L'homme est jovial : s'il est en tenue aussi décontractée - polo et foulard - c'est, explique-t-il, parce que nous sommes samedi

et qu'il vient de faire un tour en ville. Les cinq conseillers présents, au cas où... mais ils n'auront pratiquement pas à ouvrir la bouche, - n'ont pas dit, eux, profiter de ce début de week-end : le costume trois-pièces est de rigueur ainsi que le sourire aux bonnes formules de celui qui dirige le pays depuis novembre 1983.

Aucune question ne semble surprendre ou irriter M. Ozal. Mais lorsqu'il ne veut pas répondre, il n'a pas son pareil, même si son regard malicieux confirme qu'il a parfaitement entendu ; une pirouette toute en rondour et la difficulté est escamotée.

Mais qui est cet homme dont le visage et la corpulence évoquent irrésistiblement Francis Blan-

che ? Tout simplement celui qui, depuis cinq ans, a rétabli bien plus qu'un semblant de démocratie en Turquie. Oh ! certes, le pays, de ce point de vue, est loin d'être aux normes en vigueur en Europe occidentale. Mais il n'a plus rien à voir avec le régime issu du coup d'Etat de 1980, même si le général Byren occupe la présidence de la République. Des abus ont toujours lieu, en particulier dans un système policier et carcéral bien médiéval et le code pénal - fidèle à une Constitution qui reste à réviser - comprend toujours des articles contraires à toute démocratie.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et MICHEL FARRÈRE. (Lire la suite page 4.)

## Le Conseil constitutionnel et les dernières législatives

### Les lieux communs de la fraude

Le contentieux des élections législatives des 5 et 12 juin dernier est achevé, après l'annulation des élections de MM. Teissier (UDF, Bouches-du-Rhône) et Asensi (PCF, Seine-Saint-Denis) et le rejet de dix des quatre-vingt-seize requêtes dont le Conseil constitutionnel avait été saisi. L'incertitude demeure quant à une nouvelle candidature de M. Bernard Tapie dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

Quelles leçons tirer du contentieux des élections législatives, dont le Conseil constitutionnel a achevé, vendredi 25 novembre, l'examen ?

A tout seigneur - marris et involontaires, en la circonstance - tout honneur : les invalidations de MM. Guy Teissier (UDF-FR)

dans les Bouches-du-Rhône et François Asensi (PCF) en Seine-Saint-Denis, si elles étaient attendues, n'en méritent pas moins attention.

A Marseille, l'enquête ordonnée par le Conseil constitutionnel et menée par l'un des rapporteurs adjoints chargés d'assister les conseillers dans l'examen des requêtes a donné des résultats spectaculaires.

Le commissariat de police du neuvième arrondissement de la cité phocéenne (dont M. Teissier est le maire) n'est révélateur, en outre, une petite usine qui fabrique, chaque fois que les temps en ramènent l'occasion, des procurations. Dans des conditions et des proportions qui laissent perplexes.

Des centaines de procurations (sept cents, huit cents ?) sur les quelques mille deux cents établies dans le neuvième arrondissement de Marseille l'ont été par des per-

sonnes qui n'avaient pas qualité légale pour le faire. Les formalités requises pour l'établissement de ces documents ont, d'autre part, été le plus souvent bafouées et les procurations collectées au domicile des électeurs ou en milieu hospitalier.

Un « champion de France », jusqu'à nouvel ordre, de la procuration en avait même recueilli à lui seul trois cent vingt pour les élections législatives. Relative contre-performance pour ce retraité de police qui en avait ramassé quatre cent dix avant l'élection présidentielle !

C'est la première leçon pour qui veut l'entendre - M. Joxe ? - de l'annulation marseillaise : le syndrome de la procuration manipulée, gentiment extorquée et établie n'importe comment et par n'importe qui n'est pas une spécialité exclusivement corse.

MICHEL KAJMAN. (Lire la suite page 6.)

AU SOMMAIRE DE DECEMBRE

## Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Cherche Marianne désespérément.
- Saison d'automne.
- Spécial Hongrie.
- Cartes postales des cartes révolutionnaires.

### LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

M 0146 - 11280 - 6.00 F

3790146006000 11280



# Dates

Il y a trente ans

## Le nouveau franc



1<sup>er</sup> janvier 1960, ajouter, s'il n'y a pas de centimes à la suite, l'adjectif « nouveau » en simulant l'écriture du tireur. Le gouverneur de la Banque de France, Wilfried Baumgartner, trouva la solution. Le « franc nouveau » s'appellera « nouveau franc ».

Exprimée en nouveaux francs, la configuration des prix français prenait une tout autre allure. On s'avisait à l'époque qu'en gros les nouveaux prix étaient à peu près égaux à ceux de 1917, ou le double de ceux de l'année 1914. Un poulet coûtait 4,80 NF, une bouteille de vin ordinaire 1,30 NF et une bouteille de pouilly 3,35 NF. On payait une douzaine d'œufs 1,20 NF, un timbre-poste 0,25 NF. Les œufs valaient 28 centimes, le kilogramme de pommes de terre 31 centimes. Le bifteck coûtait 10 NF le kilogramme et l'essence 1 NF le litre.

### Symbolique

On pousse très loin la symbolique du franc définitif. L'Hôtel des Monnaies sort ses vieux cartons et remet à l'essai les anciens modèles. Les pièces nouvelles ressemblent à des médailles gravées qui symbolisent la stabilité qu'on croyait ou qu'on voulait restaurer. C'est ainsi qu'on fit revivre la Semeuse, dont le célèbre dessin datait de 1897 et portait la signature du graveur Oscar Roty. Une pièce de 5 F avait été tirée en argent à 835 millièmes, un titre d'alliage resté inutilisé depuis la fin du bimétallisme dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Autre résurrection : la pièce d'un demi-franc (au lieu de 50 centimes) dont l'origine remonte à la grande loi monétaire du 7 germinal an II (28 mars 1803). Cette appellation avait été abandonnée sous le règne de Louis-Philippe, certains pensant qu'elle portait atteinte au système décimal. Elle fut réintroduite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1963 et circule depuis lors.

Un autre hommage à la tradition fut la pièce de prestige de 10 F émise en argent à titre de 900 millièmes. Les caractéristiques correspondantes à l'écu créé sous la Révolution et qui circulait avec une valeur de 5 F pendant une grande partie du dix-neuvième siècle. Ce modèle avait été réintroduit par la II<sup>e</sup> République en 1848, puis par la III<sup>e</sup> en 1870. Sous la V<sup>e</sup> République, il représentait le type d'origine, gravé par Augustin Dupré et représentant Hercule, symbole du peuple souverain amenant la liberté et l'égalité à se donner la main.

Tous ces efforts ne furent guère récompensés. L'acclimatation du public fut longue et laborieuse. Est-elle même totalement acquiescée aujourd'hui ? Vingt ans après l'introduction du franc lourd, un sondage montrait qu'une majorité de Français continuaient à compter mentalement en anciens francs. Cette persistance des vieilles habitudes ne contredit pas d'autres expériences. Presque deux cents ans après l'introduction du système métrique, on parle encore d'une livre de beurre. Sur le marché de l'or, on appelle encore « louis » les « napoléon ». Il n'y a pas longtemps encore dans les campagnes, on mesurait les champs en arpent. Le son (5 centimes) était encore d'usage courant dans les années de l'après-guerre.

Mais le véritable échec est évidemment ailleurs. C'est à tort que la dévaluation de 1958 était tenue pour la dernière : il est du reste peu probable que le public partageât jamais sur ce point l'illusion du pouvoir. Ceux qui avaient suffisamment vécu se rappelaient qu'en 1918 la paix devait sceller la « der des der » ! Il s'en faut de beaucoup que le franc soit aujourd'hui proche de la parité des autres grandes monnaies européennes déjà citées. Le deutschemark vaut 3,40 F, et le franc suisse, 4,10 F ! Il n'y a guère que le dollar dont la valeur ne soit aujourd'hui que peu éloignée de celle de 1958, mais cela montre seulement que vis-à-vis des monnaies fortes, la monnaie américaine et la monnaie française sont descendues en se donnant la main, la seconde se retrouvant tout de même un peu plus bas !

S'il fallait trouver une cause unique à cette dégradation, la tentation serait forte de citer Alfred Sauvy. Celui-ci n'a-t-il pas, dès le début de l'expérience, prononcé le mot de la fin en écrivant, quelques jours avant l'introduction effective du nouveau franc, fin 1959 : « *Vraiment notre franc peut-il rester lourd tant que notre esprit reste aussi léger ?* »

PAUL FABRA.

10 NF » se trouvait surimposée en rouge à côté de la figure de Richelieu.

Le « nouveau franc » marqua une période de transition qui prit fin, après trois ans, au 1<sup>er</sup> janvier 1963. A cette date l'unité monétaire reprenait son nom de franc. Toutes les dispositions prises antérieurement empêchaient que des erreurs puissent être commises, sinon très exceptionnellement, à cause de cette identité de dénomination.

### Effet d'optique

L'idée centrale qui inspira toute l'opération, c'est celle du franc définitif. Jacques Rueff concluait par ces mots la lettre d'abord tenue secrète (parce que s'y trouvait recommandée la dévaluation) qu'il adressa, le 15 décembre 1958 à M. Antoine Pinay, alors ministre des finances et des affaires économiques : « *Il est essentiel que la nouvelle parité soit tenue pour définitive. Le comité considère que l'établissement d'un franc lourd, par suppression de deux zéros dans les prix et dans toutes les stipulations en francs, donnerait à l'opinion le sentiment que*

l'équilibre monétaire est durablement établi sur une nouvelle base.

Dans le premier tome des *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle écrit : « *En outre, pour rendre au vieux franc français, dont les pertes expriment nos épreuves, une substance respectable, le franc nouveau valant 100 anciens francs apparaît dans les comptes ainsi que sur l'avers des pièces et le libellé des billets.*

L'étalon-or venait d'être rétabli. Exprimée en métal, la valeur du franc dévalué à la fin décembre 1958 était exprimée par un poids d'or de 1,8 milligramme à 900 millièmes. Cette parité or était trentesix fois plus faible que celle du franc Poincaré de 1928 dont la valeur était égale à celle de 65,5 milligrammes d'or. La dévaluation était évidemment encore plus énorme par rapport au franc Germinal qui sombrait au cours de la première guerre mondiale après avoir tenu pendant un siècle et onze années. Le franc Germinal équivalait à 322,58 milligrammes d'or fin. Le franc de Gaulle valait cent soixante-dix-neuf fois moins. Mais, en divisant par cent l'unité monétaire, on obtenait un effet d'optique saisissant. La parité or du nouveau franc était de 180 milligrammes d'or fin, ce qui se comparait favorablement avec ses prédécesseurs.

Par la même opération, on rétablissait quasiment la parité avec les autres grandes monnaies de l'Europe naissante : il fallait 1,17 F pour acheter 1 deutschemark et 1,10 F pour acquiescer 1 franc suisse. M. Giscard d'Estaing devait affirmer au début de 1963 : « *Le franc désormais est une monnaie solide, est une monnaie stable : elle a le droit d'être mesurée non pas en centimètres mais en mètres comme les autres grandes monnaies du monde.*

Une autre métaphore avait suggéré à Antoine Pinay l'expression de franc lourd dont il est l'auteur. Il avait emprunté cette expression au vocabulaire de la boxe. De même qu'il y a des poids lourds et des poids légers, il y aurait désormais le franc lourd par opposition au franc léger de l'époque de l'instabilité. Pour marquer la rupture, certains estimaient opportun de renoncer à l'appellation traditionnelle de franc. Il se trouva même, dans la haute administration, un courtisan pour proposer le nom de « gallia ». Quand cette suggestion fut faite au général de Gaulle, celui-ci se mit à rire et on n'en parla plus.

Une autre objection fut soulevée à l'introduction, pendant la période de transition, d'une dénomination provisoire. « *Franc nouveau* », fit remarquer avec justesse un expert, cela invite à la fraude. Une main habile et malhonnête pourra, sur un chèque libellé en francs avant le

### CORRESPONDANCES

#### Belgique championne de la dette

Dans votre numéro du 20 octobre, Jean-Pierre Clerc écrit que la dette publique italienne atteint aujourd'hui 1 million de milliards de lires, soit une année de PNB, « *ce qui est sans équivalent dans le monde industrialisé* ». J'espère que vous ne me taxerez pas de chauvinisme excessif si je me permets de vous rappeler que la Belgique fait, en cette matière, encore beaucoup mieux : selon les chiffres publiés par la Banque nationale, notre dette publique atteignait en effet, au 30 juin 1988, près de 6 260 milliards de francs belges (environ 1 000 milliards de francs), soit à peu près 120 % de notre PNB annuel. C'est donc sans conteste aux « *petits Belges* » que revient le maillot jaune de l'endettement public (à moins, évidemment, que l'on considère que la Belgique ne fait plus partie du monde industrialisé). Il ne conviendrait pas que, après avoir essayé de nous prendre la SGB, les Italiens tentent de nous ravir l'un des titres dont nous sommes le plus fiers.

M. B. VANDICK  
(Bruxelles)

#### Hommage au service public

Le service public existe, j'en ai fait l'expérience... Mercredi 2 novembre, retour des congés de Toussaint, trafic dense sur l'autoroute du Soleil aux abords de Lyon. Travaux, coup de frein brutal, un objet mal arrimé ouvre l'arcade sourcilère de notre alnée de quatre ans. Arrêt sur la bande d'urgence. Un véhicule de police survient. Les agents évaluent promptement la situation et nous proposent d'ouvrir la route jusqu'aux hôpitaux sud. Au service accueil des urgences, l'attente est brève. Pendant que ma femme accompagne notre fillette, une salle équipée d'un coin-cuisine et d'un fauteuil est mise à ma disposition pour que je m'occupe dans les meilleures conditions de nos deux derniers enfants (trois ans, neuf mois). Soins prodigués rapidement, assistance maternelle et morale de qualité. S'agit-il d'une expérience exceptionnelle ? Des dysfonctionnements existent ailleurs, c'est certain. Mais quand le service public accomplit admirablement sa mission, pourquoi ne pas le dire ?

BENOÎT HESS  
(Rennes)

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bourde-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet

Conseiller en chef :

Claude Salin

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 437  
ISSN : 0393-2037  
Microfilm et Index du Monde  
Renseignements au (1) 42-47-98-81.

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BOULV	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	364 F	399 F	504 F	617 F
6 mois	672 F	722 F	912 F	1 137 F
9 mois	954 F	1 009 F	1 404 F	1 927 F
1 an	1 200 F	1 300 F	1 800 F	2 530 F

### ÉTRANGER :

Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENNVOYER CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO.

Changements d'adresse effectués en

permanence : vos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

sur les noms propres en capitales

d'imprimerie.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

ALAIN  
MADELIN

animé par  
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON  
et Daniel CARTON (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Bernard LEHUT (RTL)



## ISRAËL : la formation du futur gouvernement

### M. Shamir s'enlise dans les tractations avec les religieux et l'extrême droite

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Même les observateurs les plus blasés, habitués du traditionnel psychodrame qu'est la formation d'un gouvernement israélien, ne cachent pas leur étonnement devant le spectacle auquel ils assistent aujourd'hui. « C'est la pagaille et chacun se fiche bien des vrais problèmes du pays », s'exclament, ven-

Pour l'heure, c'est d'abord cela qui intéresse les « hommes de la Torah », bien plus que de vouloir soumettre la société israélienne à leur interprétation de la loi juive. Et, chaque jour, la presse se perd à dresser l'impressionnante liste des revendications que les religieux présentent à M. Shamir : ministère de l'habitat et de la construction (les familles orthodoxes sont très nombreuses), ministère de l'éducation (d'avantage de subventions pour leurs écoles), ministère de l'inté-

On dit M. Shamir « excédé et fatigué » par ces laborieux marchandages. D'autant que le premier ministre sortant n'est guère plus aidé par l'extrême droite qui, pour entrer dans la coalition, vient de poser quelques conditions difficilement acceptables : un programme renouvelé d'implantations (100 millions de shekels pour l'an prochain) en Cisjordanie et l'amnistie pour les membres du réseau terroriste juif condamnés pour plusieurs attentats meurtriers au début des années 80.

Dans ces conditions, personne n'a vraiment été étonné lorsqu'un des adjoints du premier ministre, M. Romi Milo, dans un débat mercredi soir, à la télévision, supplia le secrétaire général du Parti travailliste, M. Uri Baran, de bien vouloir reprendre les négociations avec le Likoud (interrompues dans le contrat de la semaine). « Mais nous ne sommes pas l'Armée du salut », lui répondit M. Baran : « puisque l'électorat a donné un léger avantage à la droite et aux religieux, a-t-il expliqué en substance, il ne revient pas au Parti travailliste de voler au secours du Likoud ».

Le débat est loin d'être tranché chez les travaillistes. Si beaucoup sont partisans d'une cure d'opposition, le chef du parti, M. Shimon Pérès, et, surtout, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, pensent que la « ligne nationale » pourrait commander d'entrer au gouvernement dans cette période difficile — pour peu que ce soit à parts égales avec le Likoud. La dernière rumeur voulait que M. Shamir ait demandé à rencontrer M. Pérès ce week-end.

ALAIN FRACHON.

### M. Perez de Cuellar dénonce l'aggravation de la situation dans les territoires occupés

New-York (Nations unies) (AFP). — La « situation d'ensemble dans les territoires palestiniens occupés » est « déplorable », souligne le secrétaire général Javier Perez de Cuellar, dans un rapport publié, vendredi 25 novembre, au siège de l'ONU.

« Il continue à y avoir de nombreux morts et blessés civils, ainsi que d'autres violations graves des droits de l'homme », poursuit le rapport, avant de souligner que le secrétaire général « considère comme essentiel que la puissance occupante applique scrupuleusement les dispositions de la quatrième convention de Genève ».

M. Perez de Cuellar rappelle qu'il a exprimé à maintes reprises « sa grave inquiétude devant cette situation » et que « les mesures israéliennes, telles que les déportations, les détentions sur instructions administratives et les autres sanctions collectives, telles que l'imposition de couvre-feu et le fait de faire sauter des maisons ne peuvent qu'aggraver la tension qui règne dans la région ».

Toutefois, ajoute le rapport du secrétaire général, « les mesures visant à renforcer la sécurité et la protection des Palestiniens des territoires occupés, aussi urgentes qu'elles soient, ne résolvent pas le problème fondamental ». « Celui-ci ne pourra être résolu que par un règlement d'ensemble, juste et durable, fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973), et prenant pleinement en considération les droits légitimes du peuple palestinien, y compris l'autodétermination », ajoute le rapport.

## ALGÉRIE : le sixième congrès du FLN

### Le président Chadli veut faire passer les réformes malgré la résistance de la vieille garde

ALGER  
de notre correspondant

L'Algérie est-elle réellement en train de tourner une nouvelle page de sa jeune histoire, comme peuvent le laisser penser les événements qui se sont succédés tout au long de ces derniers mois ? La question vaut d'être posée : le comité central du parti unique, le Front de libération nationale, s'est réuni, ce samedi 26 novembre, au Club des pins, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger — là même où, il y a quelques jours, Yasser Arafat proclamait la création d'un Etat indépendant en Palestine, — pour peaufiner et adopter l'ordre du jour du VI<sup>e</sup> congrès qui commence dimanche matin.

« Un congrès ordinaire qui se tiendrait dans une conjoncture extraordinaire », M. Abdelhak Boulara, l'un des membres de la commission préparatoire, a parfaitement défini le caractère de ces assises. « Ordinaire » parce que, conformément aux statuts, tous les cinq ans, avant l'expiration du mandat présidentiel, le congrès, la plus haute instance du parti, se réunit pour élire son secrétaire général, qui devient, de droit, le candidat unique à la présidence de la République. « Dans une conjoncture extraordinaire », pour la simple raison qu'il est organisé un mois et demi à peine après les terribles émeutes qui ont endeuillé l'Algérie, et que le FLN, dans sa forme actuelle, est remis en question et menacé dans son monolithisme par le « multipartisme » et le « multipartisme », deux concepts qui ne paralysent plus les langues, depuis que la presse algérienne ose les utiliser.

Jusqu'à présent, le président Chadli n'a pas dit sa décision de briser un troisième mandat. La tradition veut qu'il réserve la primauté de cette information au congrès. Il avait cependant fait allusion à sa situation lors de son « discours-canon » du 19 septembre dernier. Après avoir fustigé les opposants aux réformes, qu'il situait « au sein même de l'appareil du parti et de l'Etat », il avait tenu à préciser que ses critiques ne constituaient pas le début d'une campagne pour un troisième mandat.

Mais M. Chadli Bendjedid, qui fut porté au pouvoir par l'armée après la mort de Boumedienne, en janvier 1979, puis réélu en 1984, est toujours l'homme du compromis qu'il était il y a dix ans. Sans coup de théâtre, il sera à nouveau le candidat unique à l'élection présidentielle, qui devrait avoir lieu au début de l'année prochaine.

Cependant, le congrès aura d'autres tâches. Il devra, comme prévu de longue date, examiner « les questions de développement » et statuer sur « la liberté de candidature aux assemblées populaires élues », mais aussi se déterminer sur les réformes politiques que le président a décidé de lui soumettre à la fin du mois d'octobre dernier. Ce deuxième volet de réformes politiques viendra compléter les modifications de la Constitution adoptées il y a trois semaines par un référendum qui fut aussi un plébiscite pour le président de la République.

Ces réformes entérineront la séparation du parti et de l'Etat,

elles permettront la présentation de candidats indépendants aux élections, affranchiront les organisations de masse existantes et les nouvelles organisations socio-professionnelles de la tutelle pesante du parti unique, qui sera lui-même restructuré pour redevenir le front qu'il était entre 1954 et 1962 quand toutes les sensibilités s'exprimaient en son sein. Elles déboucheront inévitablement sur une refonte des statuts et du règlement intérieur du parti, un toilettage de la Constitution et de la Charte nationale, le texte de référence du socialisme algérien, déjà « enrichi » en 1986 après consultation populaire par référendum.

#### Terrain balisé

Le terrain est bien balisé. En explicitant, le 12 octobre, son discours du 10, qui devait mettre un terme à une semaine d'atrocités, le président Chadli avait annoncé un référendum pour proposer des réformes constitutionnelles qui transfèrent une partie de ses prérogatives au premier ministre devenu chef du gouvernement, un deuxième volet de réformes politiques présentées au congrès et, enfin, un second référendum pour soumettre à l'approbation populaire la refonte des textes fondamentaux de la République algérienne.

Ce dernier point est essentiel, qui relativise définitivement l'importance de ce congrès. Si les élus du FLN refusent d'adopter ces nouvelles réformes fondamentales, le président qui s'est donné, dans un élan « gaullien », la faculté de « tuteler le peuple », pourra demander directement aux Algériens d'adopter son projet. Quelle que soit la décision du VI<sup>e</sup> congrès, M. Chadli Bendjedid restera chef de l'Etat jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Il dispose ainsi de deux bons mois pour mener à bien ce qu'il vient d'entreprendre.

Toutes ces réformes ont été combattues par les militants et les « fonctionnaires » de l'appareil du parti, depuis qu'elles ont été annoncées. Au cours des cinq conférences régionales (Oran, Tizeret, Alger, Constantine et Bama), ultimes réunions préparatoires, les délégués ont exprimé leur désaccord en exigeant que les discussions soient axées sur les rapports préparés de longue date plutôt que sur les réformes récemment proposées. En faisant valoir qu'ils avaient été mandatés par leur base pour discuter des premiers et en aucun cas pour débattre des seconds, les élus des kasamates (cellules du parti) ont joué la procédure pour manifester leur mécontentement.

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) n'ont pas agi différemment en bloquant pendant une semaine l'action de M. Kaddi Merbah, premier chef du gouvernement algérien à répondre de sa politique devant le Parlement. Ils ont commencé par ne pas vouloir entendre le premier ministre, arguant qu'ils auraient dû prendre connaissance du programme d'action gouvernemental avant que celui-ci ne leur fût présenté. Pure procédure. Après une interruption de séance, M. Merbah exposait son plan. Les députés obtenaient quarante-huit heures de réflexion avant d'entamer une longue

semaine de débats au cours de laquelle pas moins de cent cinquante d'entre eux s'exprimèrent de façon négative par rapport au projet, qui fut finalement adopté à une écrasante majorité. Les députés avaient rompu leur combat d'arrière-garde juste avant le vote.

Chaque des organisations de masse du parti a tenu son conseil national il y a quelques jours. Toutes se sont rejointes dans leurs résolutions de politique générale en refusant les réformes telles qu'elles sont proposées, mais surtout en s'exprimant de manière catégorique contre « les courants et tendances qui pourraient conduire au multipartisme » ou l'indépendance des « organisations de masse et des unions scientifiques, culturelles et professionnelles, qui doivent demeurer sous l'égide du parti dont elles ne sont que le prolongement ».

#### L'incommodité militaire

L'opposition systématique aux réformes de l'équipe présidentielle ne se cantonne pas au seul plan politique. Elle a gagné le monde du travail, où les syndicalistes de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), syndicat unique sous tutelle du FLN, et les militants communistes du PADS (Parti d'avant-garde socialiste) gèrent le mécontentement des salariés et organisent des mouvements de grèves qui paralysent des pans entiers de l'économie algérienne.

« Qui sont les manipulateurs ? », s'interrogeait l'éditorialiste du quotidien national *El Moudjahid* dans son édition du 21 novembre, tout en donnant un élément de réponse : « Ce sont ceux pour qui les réformes signifient perte de rentes ou de privilèges. Leur objectif est de montrer que le peuple n'est pas mûr pour le changement. Il y a ceux qui ont besoin de la confusion pour introduire leurs pions dans les appareils (et) noyauter les cadres organiques existants ». Pour les uns comme pour les autres, « les travailleurs ne sont qu'une masse de manœuvre que l'on floute et que l'on opprime, pour créer les conditions d'un régime d'appoint », concluait le quotidien.

Qui donc arbitre entre ceux qui préchent les réformes économiques et leurs indésirables corollaires, l'ouverture démocratique et la libéralisation de la société, et les farouches partisans d'un socialisme vieillot, localisé essentiellement dans l'appareil du parti ? Il n'est pas exclu que le baron d'honneur des militants, à qui l'on demande aujourd'hui d'approuver le contraire de ce que l'on exigeait d'eux hier, se poursuive pendant les travaux du VI<sup>e</sup> congrès.

L'armée peut être cet arbitre qui délègue plusieurs centaines de siens à chaque congrès et participe de façon discrète mais directe à la gestion des affaires de l'indépendance. Le président Chadli s'est, du reste, rendu ostensiblement, le 21 novembre, au ministère de la défense, — dont il détient le portefeuille, — pour s'entretenir avec les principaux responsables de l'armée, une semaine après qu'il est remanié le sommet de la hiérarchie militaire. Aura-t-il obtenu les assurances qu'il escomptait ?

FREDERIC FRITSCHER.



dredi 25 novembre, un vétéran de la vie politique, M. Shlomo Hillel, ancien président de la Knesset. Un commentateur de la radio renchérit : « La position diplomatique d'Israël est chaque jour un peu plus ébranlée à la suite du sommet palestinien d'Alger, l'économie va mal — hausse du chômage, de l'inflation et fermeture d'usines, et la seule question qui semble agiter la classe politique est de savoir si la direction de la loterie nationale reviendra à tel ou tel parti religieux ».

Voilà maintenant deux semaines que le président de l'Etat, M. Haim Herzog, a chargé le chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, de constituer un nouveau gouvernement à l'issue des élections du 1<sup>er</sup> novembre. Or, rien n'a avancé, aucune coalition ne paraît s'ébaucher, et le premier ministre sortant semble enlisé dans d'impossibles tractations avec les religieux et l'extrême droite, dont le soutien lui est nécessaire s'il entend gouverner sans les travaillistes. Les pourparlers ne portent aucunement sur les « grands problèmes » d'Israël : seulement dans les territoires occupés, négociations de paix, conférence internationale ou réponse à donner à l'offensive diplomatique de l'OLP. Les partis religieux ne discutent avec M. Shamir que de la répartition des ministères susceptibles de leur procurer un maximum d'avantages économiques, sociaux et culturels.

Il contrôle les services sociaux des collectivités locales, présidence de la commission des finances de la Knesset, etc. Naturellement, les quatre partis ne sont pas d'accord entre eux et, quand M. Shamir promet l'habitat et la construction au Chas (orthodoxes séfarades), une autre formation, le Parti national religieux (PNR), menace de rompre les pourparlers.

#### « Excédé et fatigué »

Ces derniers jours, c'est la direction de la Loterie nationale (Mifal Hapayis) qui était aux enchères. Le Likoud porte un jugement critique sur les jeux de hasard, rappelle le *Jerusalem Post*. Mais les revenus de la Loterie financent un grand nombre d'institutions, écoles, hôpitaux et autres, ce qui ne laisse pas les orthodoxes indifférents. Au cours d'une étonnante réunion filmée par la télévision, le ministre de tutelle, M. Ariel Sharon (industrie et commerce), a donc attribué la direction de la Loterie au parti Agudat. Les pourparlers n'ont apparemment pas été faciles et certains représentants de l'Agudat, fustige et redingote noirs, ont un moment quitté la table des négociations pour aller prier, le front collé à l'un des murs du bureau du ministre. Seulement voilà, c'est maintenant le PNR qui veut la Loterie...

## LIBAN

### Les affrontements entre Amal et le Hezbollah se sont déplacés à l'intérieur de Beyrouth-Ouest

BEYROUTH  
de notre correspondant

Malgré les sommations syriennes, la guerre inter-chiite entre Amal et le Hezbollah a non seulement repris vendredi 25 novembre, après une courte pause dans la journée, mais elle s'est déplacée vers Beyrouth-Ouest, dont la population est plus sunnite que chiite, se limitant, dans la banlieue sud chiite, à des escarmouches sporadiques.

Dans la nuit de vendredi à samedi, plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest, le secteur musulman de la capitale — Moussaitbeh,

Ainnreisse, Noubey, — ont été le théâtre de violents affrontements entre les deux milices chiites rivales. Six morts et vingt blessés ont été dénombrés au cours de la nuit, sensiblement autant que la veille en banlieue. Samedi matin, les combats continuaient de faire rage.

Amal a expressément accusé l'ambassade d'Iran d'utiliser son centre culturel, sis dans la zone de la bataille à Beyrouth-Ouest, comme lieu de rassemblement et de départ des hezbollahis. Le premier dignitaire religieux chiite, Cheikh Mohamed Mahdi Chamseddine, se rend samedi à Téhéran pour demander une intervention iranienne afin non seulement d'arrêter « la guerre des frères », mais aussi pour régler le fond de leur conflit qui est, avant tout, une querelle pour le pouvoir.

Entre-temps, Saïda, principale ville du sud du Liban, a subi un nouveau raid aérien israélien, qui, cette fois, ne visait pas les Palestiniens, mais la milice locale. On déplorait deux morts et quinze blessés. Enfin, le patriarche maronite, Mgr Sfeir poursuit ses démarches pour relancer l'élection d'un président de la République. Il a reçu vendredi confirmation du blanc-seing que lui ont déjà accordé les députés chrétiens, pour proposer des candidats en leur nom. Le processus convenu par le prélat avec les Etats-Unis et qui a l'aval de l'Arabie saoudite à travers le mufti saoudite, partie prenante de cette démarche conciliante, consiste à fournir à Washington une liste de quatre à six candidats, maronites, bien entendu. La nouvelle administration américaine, après son installation, verra alors s'il est possible d'en faire un élément de négociations avec la Syrie.

LUCIEN GEORGE.

# JEAN-MARIE DOMENACH



Jean-Marie Domenach  
Des idées pour la politique

Seuil

79F

Editions du Seuil

La convergence qui s'affirme entre le raisonnable et le poétique devrait encourager ceux qui viennent ou reviennent à la politique à la soustraire définitivement aux vieilles lunes tout en la préservant de la médiocrité gestionnaire.



## Europe

# Un entretien avec le premier ministre turc

(Suite de la première page.)

Mais c'est vrai que la Turquie connaît, depuis quelques années, un net mouvement de libéralisation et qu'elle le doit en grande partie au pragmatisme de M. Ozal, qui n'a pas hésité à briser un ou deux tabous de naguère.

C'est vrai aussi que M. Ozal aurait pu faire davantage. C'est en tout cas ce qu'affirment, sans trop de conviction, il est vrai, ses opposants du Parti populaire social-démocrate (SHP). Pourquoi, par exemple, le premier ministre ne met-il pas son influence, qui est grande, au service de l'abolition de la peine de mort ? Elle n'est plus appliquée depuis plusieurs années, le Parlement prenant soin de laisser dormir les quelques deux cents cas en attente, mais elle existe toujours dans les textes et pourrait théoriquement être réactivée demain (1).

« Ce n'est pas le bon moment pour l'abolition », explique M. Ozal, feignant d'ignorer qu'il ne risque plus un veto du général Evren puisque, à la surprise générale, le président de la République vient de faire savoir qu'il ne s'opposerait pas à la suppression du châtiment suprême. « J'ai suggéré, en revanche, à la commission judiciaire du Parlement que toute condamnation à mort soit automatiquement commuée en peine de prison à vie si le Parlement ne l'approuvait pas dans un délai d'un an. » Mais pourquoi ne pas en finir une bonne fois ? Il faudrait, dit-il, une approbation par les deux tiers du Parlement. Or, les députés voteraient à bulletin secret et certains des miens pourraient très bien ne pas me suivre ; si le projet n'obtenait pas deux tiers des voix, nous serions alors obligés d'organiser un référendum et nous le perdions. » Force est de constater que l'explication est un peu courte : le Parti de la mère patrie de M. Ozal — où coexistent conservateurs et modernistes — compte tout de même deux cent quatre-vingt-quatorze députés sur un total de quatre cent cinquante, et s'il est vrai qu'il pourrait y avoir des défections sur un sujet aussi brûlant, on peut penser qu'elles seraient amplement com-

pensées par les votes des quatre vingt-dix-sept députés sociaux-démocrates.

Mêmes explications besogneuses en ce qui concerne le maintien de l'interdiction du Parti communiste, qui a pourtant contraint le régime à s'engager dans un procès aventureux et fort dangereux pour son image extérieure, contre les deux dirigeants communistes restés volontairement d'exil, M. Nihat Sargis et Haydar Kulu. Là aussi, « ce n'est pas le moment », explique M. Ozal car « l'opinion publique n'est pas prête à accepter la légalisation de partis communistes ». « Ah ! pour le premier ministre, cette fois-ci sérieux comme un pape, si le communisme ne nous avait pas été donné par la Russie, avec laquelle nous avons eu des siècles de luttes, mais par la France, ce serait une autre affaire... » Et de poursuivre : « La République turque repose sur deux piliers : le rejet du communisme et celui de la théocratie ; il n'est pas possible d'abattre un de ces piliers ».

### Les prisonniers politiques

Peut-être ; il n'empêche que le « pilier » laïque a pris récemment quelques coups et que les confréries religieuses, bannies jadis par Atatürk, sont aujourd'hui parfaitement tolérées, même si quelques intégristes particulièrement actifs sont de temps en temps poursuivis pour l'exemple. Le sort réservé à l'extrême gauche est infiniment plus sévère, même si certaines publications véhiculant ses analyses ne sont pas systématiquement saisies. Sans crainte de se contredire, M. Ozal ajoute d'ailleurs que la société turque, sous sa houlette, a fait de grands progrès vers la tolérance et que ces deux extrêmes ne présentent plus guère de danger. Le constat n'est pas faux, à en juger par les résultats des dernières élections : ce qui peut être assimilé à l'extrême gauche ne dépasse pas 3 % des suffrages et jamais les formations religieuses n'ont dépassé le seuil des 5 %.

Mais alors, pourquoi une telle frilosité qui concerne également le problème des prisonniers politiques ? Car, de nouveau, les prisons turques sont en pleine agitation : après la grève de la faim de 1984 (quatre morts), après celle de février dernier (un mort), plus de deux mille « politiques » ont cessé de s'alimenter et font la « une » de tous les journaux. Tous, loin de là, ne sont pas de deux agneaux, en particulier les terroristes du parti extrémiste kurde PKK, dont on peut comprendre qu'ils fassent l'objet d'une surveillance particulière. M. Ozal a beau jeu, pendant notre entretien, de se faire porter les dernières exigences d'un groupe de ces grévistes de la faim. « Regardez vous-mêmes nous dit-il, en brandissant le document, leurs demandes sont extravagantes. Voyez ici, ils réclament le statut de prisonnier de guerre ; et ici, ils exigent que la clause de bonne conduite dont dépend la réduction de leurs peines soit appliquée systématiquement. Regardez là ; ils veulent le téléphone dans leurs cellules, alors qu'on vient de peine de finir d'équiper certains villages. Et ici ! Ils exigent de recevoir les publications interdites et d'avoir thé et café à toute heure ! »

Encore une fois, tout cela est vrai. Mais M. Ozal serait en bien meilleurs termes pour plaider son dossier s'il contrôlait mieux ce qui se passe dans les commissariats, si la détention préventive n'oscillait pas entre cinq et huit ans, si les prisonniers n'étaient pas l'objet d'innombrables brimades, comme, par exemple, l'enchaînement collectif pour les transferts et l'interdiction pour les Kurdes de s'exprimer dans leur langue. Il reconnaît bien qu'il y a eu, à tort, mais cela remonte, affirme-t-il, au coup d'Etat de 1980. « On a arrêté plus de 20 000 personnes, dit-il, dont les formations les plus sérieuses multiplient ce chiffre par dix, et les interrogatoires n'étaient ni assez nombreux ni assez expérimentés. Mais les cas de torture, dont les auteurs ont été condamnés (c'est vrai pour certains), ont été considérablement amplifiés par les exilés. Il ne faut pas oublier que nous venons de signer deux conventions internationales contre la torture. Il ne faut pas non plus assimiler un interrogatoire quatre ou huit heures, forcément pénible, à la torture. Enfin, il ne faut surtout pas oublier que beaucoup des condamnés sont de véritables terroristes — 80 % venaient de l'extrême gauche, 20 % de l'extrême droite — dont le nombre de victimes, jusqu'au coup d'Etat de 1980, a dépassé cinq mille ».

### Les Kurdes

Et les Kurdes, cette population « de l'Est », qui représente grosso modo 10 % des cinquante-cinq millions de Turcs et dont viendrait d'ailleurs une branche de la famille de M. Ozal ? Là encore, le premier ministre va se montrer prudent. « Il est d'abord très difficile de différencier les Kurdes, dit-il. Dans ma ville natale de Matalya, qui est pourtant située à l'Est du pays, nous ne faisons pas de différence et les Kurdes s'expriment en turc. Jamais, d'ailleurs, les Kurdes n'ont été considérés en Turquie comme une minorité : la Turquie est le résultat d'une

association géographique et volontaire, non d'un concept racial. Souvenez-vous de la fameuse devise d'Atatürk. Elle dit : « Heureux celui qui peut se dire turc » et non pas « celui qui est turc ». Pour qu'il y ait toujours existé, en Turquie, d'autres groupes linguistiques, comme les Tchérkesses, les Géorgiens, les Lazes, mais une seule langue officielle, le turc. Il n'existe pas, d'ailleurs, de véritable demande pour que la langue kurde ait une existence officielle ; toutes ces demandes relèvent de l'agitation politique, non pas d'un besoin culturel. Savez-vous dans quelle langue communiquent les terroristes kurdes ? En turc ».

### La Grèce et l'Europe

Le langage du premier ministre peut paraître simpliste, mais il est tout à fait accepté par la population turque. L'opposition social-



démocrate n'est pas très éloignée de cette ligne : elle insiste certes pour un meilleur respect des droits de l'homme dans l'Est et le sud-est de la Turquie, mais elle se refuse à réclamer un statut officiel pour la langue kurde ou même l'usage du kurde à la télévision, alors que cette langue est librement utilisée en territoire kurde turc, y compris dans les administrations. Et M. Ozal a été le premier officiel turc à briser un tabou, lorsqu'il s'est adressé il y a peu à 44 000 réfugiés kurdes d'Irak en les définissant comme des « frères de race », la même expression qui est appliquée au million de Bulgares d'origine turque qui font l'objet d'une campagne d'assimilation forcée. Soucieux sans doute de ne pas envenimer les rapports avec Sofia, M. Ozal ne va pas s'étendre sur le sujet. C'est à peine s'il évoque le cas de l'altérophile Süleymanoglu, ex-Souleimanov, passé à l'Ouest au moment des Jeux olympiques et qui a pu être depuis rejoint par sa famille. « Si vous avez vu comment ils étaient mal habillés », commente simplement le premier ministre. Même discrétion à propos des troubles qui agitent Arménie et Azerbaïdjan voisins : « Quand je regarde la télévision et que je vois toutes ces Républiques soviétiques réclamer leur indépendance, je me dis que M. Gorbatchev a décidément de gros problèmes... »

Sujet encore plus « top secret » : les relations avec la Grèce. Est-ce dû

on non à l'esprit de Davos, du nom de cette station suisse où M. Ozal a rencontré M. Papandréou pour y préparer le voyage qu'il a fait à Athènes en juin dernier ? Toujours est-il que M. Ozal va éviter systématiquement toute allusion au contentieux avec la Grèce. Il est intéressant, en revanche, à propos de la demande d'adhésion à la Communauté présentée officiellement en avril 1987, « Cette demande était inévitable, explique-t-il ; elle était prévue dans l'accord d'association signé avec le Marché commun en 1963 et qui ne fonctionne plus de façon satisfaisante depuis 1980. » 1980 : c'est non seulement l'année du coup d'Etat militaire qui a amené la CEE à geler le protocole financier conclu avec Ankara, mais aussi celle de l'entrée de la Grèce dans la Communauté. Une adhésion que la Turquie vit comme une obsession.

« Savez-vous combien la Grèce a obtenu de la CEE depuis qu'elle en fait partie ? demande M. Ozal. Dix milliards de dollars. Et nous, notre statut d'association ne nous a permis d'obtenir que 600 millions de dollars. »

Le processus d'adhésion sera long et difficile, reconnaît le premier ministre, mais la Turquie n'a pas de solution de rechange. « Certes, nous avons des contacts étroits avec les pays arabes mais la Turquie se veut une société tournée vers l'Ouest, et ces contacts devraient être considérés comme un plus par la Communauté. L'Alliance atlantique et l'appartenance à la CEE constituent, continue-t-il, les deux faces d'une même pièce, la plupart des pays de la Communauté faisant partie de l'OTAN. Or nous faisons partie de l'OTAN, nous sommes en charge du flanc sud avec une longue frontière avec l'Union soviétique. Nous avons besoin d'être économiquement forts pour remplir nos obligations. »

La clé du verrou ne se trouve-t-elle pas en possession de M. Papandréou, puisque la Grèce s'opposera résolument à tout déblocage de la situation, au moins tant que l'affaire de Chypre ne sera pas réglée ? M. Ozal ne le pense pas. « S'ils le veulent, les autres membres de la Communauté peuvent venir à bout du refus grec », dit-il. Mais le veulent-ils, non seulement tant que le dossier chypriote ne sera pas refermé mais aussi tant que la Turquie n'en sera pas venue aux normes de la démocratie européenne ? Et cette société turque, qui se veut laïque à tout prix, est-elle bien de la même essence que celle des Douze ? M. Ozal, là, n'esquive plus : « Je connais les sentiments profondément enfoncés auxquels vous faites allusion : les pays de la CEE sont de tradition chrétienne et nous sommes de tradition musulmane. Il n'empêche que nous sommes une société occidentale, nous sommes très différents des autres pays musulmans. Nous sommes ce qui reste de l'empire ottoman, un ensemble qui fut très tolérant avec les minorités ethniques et religieuses qui le composaient, et dont il a assuré la cohabitation. Le nationalisme turc n'est apparu qu'après la dissolution de cet ensemble, et voilà dix ans que je m'efforce de faire revivre cette tolérance, d'expliquer que nous pouvons vivre ensemble en dépassant nos affrontements. »

Nous avons déjà beaucoup progressé ».

Sans doute. Mais le chemin à parcourir reste encore long. En témoignent une anecdote parmi d'autres : la veille de notre rencontre avec M. Ozal, la Fédération européenne de football venait d'annuler le match qui avait opposé quelques jours plus tôt le fameux club local de Galatasaray à l'équipe de Newcastle au motif que des supporters turcs, par trop enthousiastes, avaient lancé quelques projectiles sur l'arbitre. L'affaire prit tout de suite une allure de catastrophe nationale, car les joueurs turcs avaient pulvérisés les Suisses par cinq à zéro. Et les vieux sentiments « enfoncés » refirent surface : énormes titres à la « une » de tous les journaux, éditoriaux pourfendant ce nouveau coup bas des « croisés », caricatures sanglantes montrant un footballeur turc crucifié.

« Vous avez raison, ces réactions sont bien excessives. Mais il sera long et difficile de modifier cet état d'esprit. Je m'y suis essayé, mais tous les journaux ou presque sont hostiles à mon gouvernement et, si j'interviens à la télévision, on crie au scandale. La seule chose à faire, c'est de rejouer le match et de le gagner, cette fois-ci par six à zéro. » Tout M. Ozal est dans cette réponse : un homme moderne sans se forcer qui a interiorisé sa religion et qui appartient à la génération des ingénieurs arrivés tard en politique et non à celle des politiciens professionnels ou de la bureaucratie d'Etat, populaire par une classe moyenne dont il symbolise et exalte les aspirations, non sans démagogie parfois. Grand apôtre de la libéralisation dans un pays où 50 % de l'économie est étatisée, très influencé par les Etats-Unis où il a peaufiné ses études d'ingénieur, quelque peu méprisé par l'intelligentsia occidentale qui lui reproche d'être un parvenu aux goûts douteux, M. Ozal est bien décidé à poursuivre son bonhomme de chemin. La tâche qu'il s'est fixée n'en reste pas moins énorme et on peut se demander si elle est à la taille d'un seul homme puisqu'il s'agit tout simplement de calmer les passions turques, de reconstruire une société avec ses valeurs officielles.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et MICHEL FARRÈRE.

(1) : Chaque peine doit être approuvée par le Parlement avant d'être exécutée.

● Quatre Grecs expulsés d'Ankara vers leur pays. — Les quatre ressortissants grecs qui devaient être jugés par un tribunal de police d'Ankara pour avoir perturbé l'ordre public ont finalement été expulsés, vendredi 25 novembre en fin d'après-midi, vers leur pays, a annoncé l'agence turque Anatolia. MM. Nicos Giannopoulos, syndicaliste, Nicos Belavias, membre d'un mouvement sociopolitique, Kostas Nikiforakis, membre d'un mouvement étudiant, et le docteur Giorgos Kouvidis avaient été arrêtés, le 4 novembre, pour avoir brandi une pancarte réclamant « la démocratie et une amnistie » pour les détenus politiques en Turquie, au cours d'un procès de militants turcs de l'organisation d'extrême gauche Dev Yol (Voie révolutionnaire). — (AFP.)

## LA BOURSE

**Le 1**  
**AUX STAGES**

### Etudiants\* 100 stages en Europe

à gagner dans le Monde du 21 au 30 novembre. Retrouvez laquelle des entreprises participantes se cache derrière les affirmations suivantes. (Voir logo en pages emploi dans le Monde du lundi 28 et 29 novembre.)

Conservation vos réponses. Vous les reporterez dans le bulletin-réponse qui paraîtra le 30 novembre (le Monde daté 1<sup>er</sup> décembre). Pour vous aider sur Europe 1, un indice est diffusé chaque jour au Journal de 20 heures pendant toute la durée de la Bourse. Retrouvez ces indices sur minitel : 36.15 LEMONDE ou 36.15 EUROPE 1.

\* Rec + 3 minimum obtenu courant 1988.

- 26 Cette société regroupera ses trois filiales américaines fin 1988. Elle est elle-même filiale du géant ouest-allemand Bayer.
- 27 Filiale de Thomson CSF, elle commercialise des logiciels pour la gestion et l'information des années 90.
- 28 On savait l'électricité en mouvement, et même intelligente. Et voici qu'en 1988 ce groupe l'amena au devant de la scène.
- 29 En rachetant l'ensemble des activités silicones de ICI en août 1988, ce groupe est devenu le premier fabricant européen de silicones.
- 30 Une des toutes premières SSII créées en France qui vient d'entrer dans le groupe Dataid.

Le Monde  
CAMPUS  
avec  
EUROPE 1

## Asie

### CORÉE DU SUD

#### Le président Roh demande le pardon pour son prédécesseur

Séoul (AFP). — Le président Roh Tae-woo a demandé, samedi 26 novembre, le pardon pour son prédécesseur Chun Doo-hwan, tout en promettant des réformes démocratiques et une amnistie pour les étudiants et les dissidents. Pratiquement, au même moment, la police anti-émeutes a délogé un fort groupe d'étudiants qui occupait un bureau du Parti démocratique de la justice (le mouvement du président Roh), réclamant l'arrestation de l'ancien président et la révocation de l'actuel chef de l'Etat pour « collusion » avec son prédécesseur. Selon des témoins oculaires, une quarantaine d'arrestations ont été opérées. Quant à l'opposition, elle a aussitôt fait savoir qu'elle rejetait l'appel du président Roh et a insisté pour que l'Assemblée nationale poursuive son enquête sur son prédécesseur.

Mécontent dernier, l'ancien président sud-coréen s'était publiquement excusé en direct à la télévision pour les malversations qu'il a commises pendant ses huit années de pouvoir (le Monde du

24 novembre). Dans un discours télévisé, M. Roh a indiqué qu'il allait procéder à un important remaniement de son cabinet et du parti au pouvoir en vue d'un nouveau départ, promettant des indemnités pour les victimes des violations des droits de l'homme dans le pays. « Je pense qu'on ne devrait plus chercher à punir l'ex-président », a estimé M. Roh, relevant que poursuivire M. Chun pour sa mauvaise administration « équivalait à une revanche politique ».

● Ouverture d'une mission commerciale polonaise à Séoul. — La Pologne et la Corée du Sud sont convenues d'échanger des missions commerciales au premier semestre de l'année prochaine, a indiqué, samedi 26 novembre, un porte-parole de l'office de promotion commerciale de Séoul. La Pologne sera le troisième pays d'Europe de l'Est à ouvrir une mission commerciale à Séoul, après la Hongrie et la Yougoslavie. — (Reuters.)

### BELGIQUE

#### Le Père irlandais Patrick Ryan a été expulsé vers Dublin

BRUXELLES  
de notre correspondant

Patrick Ryan, l'ecclésiastique irlandais accusé par le gouvernement britannique d'être un des « gros bonnets » de l'IRA et arrêté en Belgique le 30 juin dernier, n'a finalement pas été extradé vers la Grande-Bretagne, mais expulsé vers l'Irlande. Le Père Ryan, qui menait une grève de la faim depuis le 3 novembre et qui n'avait, selon ses avocats, plus que quelques jours à vivre (le Monde du 26 novembre), a donc obtenu satisfaction puisqu'il refusait — au risque même de sa vie — d'être jugé par un tribunal de Grande-Bretagne.

Le gouvernement belge, qui a pris sa décision après de très longues discussions, a justifié ainsi sa position : « Les faits visés, précise un communiqué du cabinet du premier ministre rendu public vendredi soir 25 novembre, ne réunissent pas les éléments constitutifs du délit d'association de malfaiteurs, seule prévention sur la base de laquelle l'extradition aurait pu être accordée. » Patrick Ryan a donc quitté libre la prison de Bruxelles vers

l'aéroport militaire de Melsbroek, d'où il s'est envolé pour Dublin.

Que va maintenant faire le gouvernement de Dublin ? Celui-ci — qui avait déclaré vendredi : « M. Ryan a le droit de rentrer en Irlande en tant que citoyen de ce pays » — a signé avec la Grande-Bretagne des accords d'extradition qui ont déjà été concrétisés. Si le Père Ryan, un des amis de Patrick Wilson, un des amis de Patrick Ryan, a estimé que le gouvernement belge n'a fait que déplacer le problème puisqu'il a de fortes craintes de voir Patrick Ryan extradé de Dublin vers Londres, d'autres sources croient savoir que le gouvernement irlandais se serait engagé à ne pas livrer l'ecclésiastique à Londres.

En tout état de cause, l'affaire devrait provoquer une sérieuse colère de M<sup>me</sup> Thatcher, qui fera sûrement valoir au gouvernement belge que Londres a finalement accepté, certes après de longues hésitations, d'extrader ses hooligans vers la Belgique pour que ceux-ci y purgent une peine de prison et se présentent au procès du Heysel.

J.-A. FRALON.



## Europe

### URSS : la crise du Caucase et la visite du chef de l'Etat français

Le président de la République souhaitait donner à sa visite de travail à Moscou un caractère particulier, pour montrer que la France reprend sa place dans le dialogue Est-Ouest. L'effet est acquis, grâce à la prestation médiatique tout à fait exceptionnelle qu'il a réalisée, vendredi 20 heures, Antenne 2 et Europe 1. On assiste rarement à de tels danses entre chefs d'Etat. Il est remarquable aussi que le secrétaire général ait choisi les médias français (l'interview n'était pas diffusée à la télévision soviétique) pour livrer ses premières réactions aux événements qui secouent actuellement

l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Antenne 2 et Europe 1 auront ainsi eu la primeur de la décision de M. Gorbatchev d'organiser une rencontre entre les dirigeants du Kremlin et des délégations azérie et arménienne.

M. Mitterrand s'est, pour sa part, exprimé devant le secrétaire général sur la question des droits de l'homme et, en particulier, sur la demande soviétique d'accueillir, en 1991, dans le cadre du processus d'Helsinki, une conférence consacrée à ce sujet. Après avoir souligné les « progrès évidents » réalisés à ses yeux en

URSS dans ce domaine, et la nécessité d'en parler avec les Soviétiques, il a obliqué vers des considérations plus générales. Le président de la République a pu difficilement aller plus loin : la question d'une éventuelle conférence internationale sur les droits de l'homme à Moscou n'est, en effet, pas du seul ressort de la France ; elle fait actuellement l'objet, comme il l'a rappelé, d'une concertation entre alliés occidentaux, qui n'est pas achevée. Il faut noter à ce propos les déclarations faites vendredi soir à la Chambre des communes par Sir Geoffrey Howe, secrétaire du Foreign Office, selon lesquelles « il

est désormais possible de prendre au sérieux » la proposition soviétique. Sir Geoffrey a certes souligné que son pays ne voulait pas participer en 1991 à « un spectacle de propagande » et que l'URSS devrait se plier à des conditions très strictes, notamment « démontrer clairement sa volonté de s'engager de manière permanente dans la voie du respect des droits de l'homme ». Le ton de ces déclarations laisse néanmoins penser qu'on est sur la voie d'un compromis avec la Grande-Bretagne, pays qui était au départ le plus hostile à l'idée qu'une telle conférence puisse se tenir à Moscou.

### Les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan convoqués à Moscou pour « trouver une solution »

MOSCOU  
de notre correspondant

Le déploiement massif de blindés et de troupes paraît avoir provoqué l'escalade, vendredi 25 novembre, de nouvelles violences dans le Caucase. Aussi bien en Azerbaïdjan, où les manifestations s'étendent, qu'en Arménie, dont la capitale est en grève générale, la situation demeure cependant extrêmement tendue, et aucun bilan officiel des troubles n'a encore été publié.

Officiellement, on indiquait en revanche, vendredi soir à Moscou, qu'on en serait à quarante et un morts, dont dix soldats. Une autre source officielle parlait de « plusieurs dizaines » de victimes, mais même ces chiffres sont à prendre avec prudence, tant les « a priori » politiques ou nationaux pèsent jusque dans la capitale fédérale sur toutes les informations et rumeurs.

Comme tout pouvoir, les autorités soviétiques sont en effet elles-mêmes obligées de s'appuyer sur les rapports que leur fournissent leurs représentants locaux ; mais, suivant leur nationalité, leurs opinions ou le corps auquel ils appartiennent, ces hommes réagissent différemment. Tel accordera ou n'accordera pas foi à tel fait. Tel autre épousera ou écartera telle interprétation. Et tel autre, enfin, aura pour souci premier de gêner ou de ménager M. Gorbatchev.

C'est, à quelques jours de la session du Soviet suprême qui doit se prononcer, mardi 29 novembre, sur les projets d'amendements à la Constitution, et à la veille du plénum du comité central qui devrait précéder cette session, le secrétaire général ne se trouve évidemment pas en position confortable. Ce n'est pas qu'il soit directement menacé, mais le développement des troubles érode par définition l'autorité d'un dirigeant — et cela est encore plus vrai quand ce dirigeant peut être accusé par de puissants adversaires d'avoir ouvert la boîte de Pandore en laissant s'ouvrir les bouches.

C'est sans doute la raison pour laquelle M. Gorbatchev veut maintenant faire revivre la crise sur le terrain politique en organisant à Moscou une rencontre entre représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Cette rencontre, a-t-il indiqué vendredi soir, au cours de l'interview qu'il a accordée à Antenne 2 et Europe 1, à l'occasion de la visite de M. Mitterrand, aura lieu « prochainement » et aura pour objet de débattre de « la meilleure façon de trouver une solution ».

Insistant sur la nécessité de résoudre le problème par la discussion, le secrétaire général n'a pas donné d'autres précisions, mais la seule organisation d'une telle rencontre, sous l'égide du pouvoir central, marque une profonde évolution à Moscou. Jusqu'à présent, les autorités fédérales ont en effet par trois fois refusé d'envisager une modification du statut administratif du Haut-Karabakh. Dès lors qu'on rediscute à Moscou, et à trois, on ouvre par là

même le dossier et on admet que le dernier mot n'avait pas été dit.

Or c'est précisément cette crainte que la position du Kremlin puisse être en train d'évoluer qui avait poussé, depuis une semaine, les Azéris à descendre en masse dans

quelques images du Caucase en crise et, en particulier, des manifestations de Bakou. A en croire la télévision, dont les commentaires étaient extrêmement vagues et la langue de bois, des « éléments antisoviétiques » se seraient mêlés à la foule afin d'« attiser les tensions ».

### Un conflit ancestral

L'explosion de violence dans le Caucase est une nouvelle illustration d'un conflit ancestral entre une population arménienne chrétienne, descendante de la première nation chrétienne fondée au troisième siècle, et une population azérie musulmane chiite.

En Arménie, on ne dit pas « les Azéris », on dit « les Turcs ». Expression lourde de sens quand on sait que les Arméniens furent victimes d'un génocide, perpétré en 1915 dans l'empire ottoman agonisant, et qui fit plus d'un million de morts.

De 1906 à 1907, une série de programmes mutuels enserrant le Caucase. On les appela les « guerres arméno-turques ». En 1918, les armées intereth-

niques reprurent entre réfugiés arméniens, rescapés du génocide, et Azéris, le tout enserré par les effets conjugués de la guerre, de la révolution bolchevique et de l'écroulement de l'empire. Le traité d'amitié soviéto-turc de Moscou, en 1921, fixa les frontières entre la future République turque et l'Etat soviétique. Les Arméniens, qui s'étaient installés par ce traité, vont perdre ensuite, dans la délimitation des frontières internes entre les Républiques soviétiques d'Azerbaïdjan, de Géorgie et d'Arménie, trois régions qu'ils revendiquent : la Nakhitchevan et le Haut-Karabakh, au profit des Azéris et l'Akhalkalaki au profit de la Géorgie.

Les rues de Bakou, où les rassemblements ne faisaient, vendredi soir, que grossir encore. Même si les événements de ces derniers jours ne peuvent que donner du poids aux arguments arméniens en montrant que le statu quo n'est pas tenable, une solution de compromis ne sera donc aisée ni à définir ni moins encore à faire admettre.

### La faim d'informations

Et pour l'heure, survols d'hélicoptères militaires, quadrilles et cavalcades par près de deux mille réfugiés fuyant l'Azerbaïdjan, la ville d'Erevan a réagi à l'imposition du couvre-feu par la grève générale. A Bakou, on ne fait pas grève, mais, avec près d'un million de personnes dans les rues, il serait étonnant que le rendement des usines et bureaux ne soit flétri. Jeudi soir, en tout cas, les ouvriers de l'imprimerie locale des journaux ont refusé de mettre sous presse l'organe du gouvernement soviétique, auquel ils reprochaient de ne pas rendre compte des événements et, en particulier, de la position politique.

Depuis neuf mois que dure l'affaire du Haut-Karabakh, les protestations n'ont pratiquement jamais cessé à Bakou, comme à Erevan et à Moscou, contre le silence et les mensonges de la presse centrale. Mais c'est la première fois qu'on passe des protestations à l'action. Il s'agit là non seulement d'un défi, mais aussi d'un précédent dont les responsables de la propagande auront forcément à tenir compte dans la définition de leur politique.

Vendredi soir, le journal télévisé s'est d'ailleurs décidé à montrer

De source officielle, on développait également cette thèse en affirmant que la « mafia » des anciens dirigeants azérbaidjanais destinés sous M. Gorbatchev à jouer un rôle important.

L'absence d'informations est, en tout cas, devenue si criante que, dans une interview publiée samedi sur le Haut-Karabakh, le général Chataline, commandant en chef des troupes du ministère de l'Intérieur, estime que le « vide idéologique-informatif » créé par le silence de la presse « pose sans aucun doute problème ». « En tant que militaire, dit-il, je préférerais une chronique précise, rapide, faite par des organes officiels. Malheureusement, cela n'existe pas ».

« Nos soldats ont faim d'informations, et je pense qu'ils ne sont pas les seuls », ajoute-t-il en expliquant qu'il est difficile à un jeune lieutenant de « tout de suite trouver la réponse quand on lui demande : pourquoi les Azéris — tous ceux qui se trouvent à côté — n'ont-ils pas empêché les provocateurs d'agir ? Pourquoi les organisations du parti et les unités de la milice locale ont-elles choisi la position d'observateur ? ».

Etrangement, les questions posées par la Pravda posent le général Chataline à adopter cette position, comme si l'organe du comité central voulait se servir de son autorité pour arroser l'autorisation de pouvoir en dire plus. Là aussi, c'est sans précédent que le général Chataline indique un passage que trois de ses hommes ont, jusqu'à présent, trouvé la mort au cours de ces heurts — ce qui diffère des chiffres donnés vendredi soir au Monde de source officielle.

BERNARD GUETTA.

### Le témoignage de militaires

#### « Les organes locaux des soviets et du parti ne contrôlent pas la situation »

MOSCOU  
de notre correspondant

Sous le titre : « La situation demeure tendue », l'organe central du ministère de la Défense soviétique, l'Etoile rouge, publie samedi matin 26 novembre le premier rapportage sur les violences de ces derniers jours en Caucase.

Après avoir constaté que tout avait commencé par « des meetings et des débats houleux dans les rues et sur les places de nombreuses villes » d'Arménie et d'Azerbaïdjan, l'auteur de l'article, un colonel, indique que « des éléments extrémistes » auraient ensuite utilisé la situation « pour servir leurs propres objectifs ».

Des heurts « entre personnes de nationalité arménienne et de nationalité azérbaidjanaise » se sont ensuivis, et en particulier à

Nakhitchevan, capitale d'une république autonome azérbaidjanaise enclavée en territoire arménien. L'insurrection du comité de ville du parti « a été endommagée à la suite de désordres de masse ». Un autobus a été incendié et « un bon nombre d'équipements collectifs » ont été saqueés.

A Kirovabad, la ville du nord de l'Azerbaïdjan où les soviets sont armés, les incidents auraient commencé là aussi en fin d'après-midi après que « des hooligans eurent cerné l'immeuble du comité de ville du parti ». Le premier secrétaire a alors demandé de l'aide. L'armée est intervenue. Mais les soldats ont été « insultés, menacés, des pierres ont commencé à voler et quelqu'un dans la foule a lancé une grenade ».

C'est cette grenade qui a causé la mort de deux militaires, le lieu-

tenant Goussev et le soldat Kossenko et, dans la nuit suivante, « des petits groupes de jeunes ont essayé d'incendier des maisons et des voitures dans différents coins de la ville ».

Selon le général Ometchankin, un officier supérieur cité dans cet article, « Les organes locaux des soviets et du parti, ne contrôlent pas la situation. Comme cela a déjà été le cas auparavant, la milice locale ne fait rien. (Tout repose sur les épaules des militaires ». « Plusieurs dizaines » d'armes à feu auraient été saisies, et cinquante personnes arrêtées, et l'organe du ministère de la Défense estime que « la situation reste tout à fait préoccupante à Erevan et à Bakou, ainsi qu'à Stepanakert (la capitale du Haut-Karabakh) et dans la région d'Agdam, en Azerbaïdjan, où les usines ne tournent plus ».

B. G.

### M. Mitterrand et les « progrès » de l'URSS

(Suite de la première page.)

Les explications fournies permettent de deviner les points d'accord et les divergences. C'est ainsi qu'il a été confirmé, par le porte-parole soviétique, M. Guerassimov, que M. Gorbatchev a insisté, une fois de plus, sur la nécessité pour les pays occidentaux de réviser à la baisse des listes du COCOM, ces organismes qui veillent à interdire les exportations de technologies avancées en direction des pays socialistes. Selon M. Guerassimov, M. Mitterrand aurait reconnu que ces listes « doivent être attentivement étudiées ». M. Vedrine n'a pas démenti.

#### La conférence sur les droits de l'homme

Autre sujet sensible : cette fameuse conférence sur les droits de l'homme, que les Soviétiques veulent organiser à Moscou en 1991, après que des réunions semblables aient eu lieu à Paris en 1989 et à Copenhague un an plus tard.

On croyait avoir compris que la France s'était finalement ralliée à son voisin soviétique, lors de la venue dans la capitale française, il y a quelques semaines, de M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères. Il semble qu'aujourd'hui ce ne soit pas si simple : la France, a expliqué M. Vedrine, ne fait plus d'objections « de principe » à la tenue d'une telle réunion à Mos-

cou — « un accord doit pouvoir être atteint » — mais il faut auparavant que les Occidentaux arrivent à un point de vue commun : c'est-à-dire que Français, Allemands de l'Ouest et Italiens — entre autres — persuadent M<sup>rs</sup> Thatcher — et les Etats-Unis dans une moindre mesure — de ne point faire scandale. Pour la Dame de fer, en effet, il n'est pas question de dire oui à Moscou tant que les promesses de démocratisation n'auront pas été tenues ; elle a en tête, non seulement la libération de tous les prisonniers politiques, mais aussi la réforme du code soviétique, c'est-à-dire le début de la construction de cet Etat socialiste de droit, promis par M. Gorbatchev.

La marche arrière effectuée par la partie française n'a pas dû étonner les Soviétiques, toujours à l'affût de l'exploitation de quelque divergence entre Occidentaux. Mais M. Guerassimov n'en a rien montré, réaffirmant simplement que le problème « va disparaître de lui-même » puis que la législation pénale soviétique va être bel et bien réformée. Selon lui, enfin, la question de la libération de tous les prisonniers politiques n'a pas été soulevée par M. Mitterrand. Selon M. Vedrine, elle l'a bien été, mais « en des termes différents ». La question « est toujours présente, d'une façon ou d'une autre », a-t-il affirmé, quand on parle de la sécurité et de la coopération en Europe (CSCE).

#### Petit déjeuner avec les opposants

Au cours de l'interview accordée à Antenne 2 et à Europe 1, M. Mitterrand a, lui aussi, évoqué la question, soulignant les « progrès évidents » accomplis ces dernières années par l'URSS, qui « vont dans la bonne direction », mais qui ne correspondent pas encore « à l'idée que je me fais d'une démocratie, telle que nous la pratiquons (...) », même s'il ne faut pas toujours se référer à ses propres règles. Le président, qui a confirmé que des discussions étaient en cours entre Occidentaux à propos de la réunion de Moscou, a cependant ajouté, ce qui a dû faire grand plaisir à M. Gorbatchev : « Il n'empêche que l'URSS est un de nos partenaires (parmi les trente-cinq participants à la CSCE) pour discuter des droits de l'homme en Europe ».

Après quoi, il a rendu hommage à M. Gorbatchev, dont

l'entreprise représente, selon lui, « beaucoup de courage politique, beaucoup d'efforts et une grande vision de l'avenir ». Autre motif de satisfaction pour la partie soviétique : la discrétion observée par la délégation française à propos du petit déjeuner, samedi matin, de M. Mitterrand avec cinq opposants, dont MM. Timofeïev, Grigoriants et le prêtre orthodoxe Yacouline. L'affaire a été traitée dans le plus grand secret, ce qui est pour le moins paradoxal, alors qu'on parle tant de cette conférence sur les droits de l'homme à Moscou.

Pour le reste, et pour autant qu'on le sache, MM. Gorbatchev et Mitterrand ont passé en revue les différentes négociations en cours ou à venir sur la réduction des armements. Le chef de l'Etat soviétique a réaffirmé sa volonté de parvenir, avec la nouvelle administration américaine, à la conclusion d'un accord sur une réduction de 50 % des armes stratégiques ; il a profité de l'occasion pour rappeler à M. Mitterrand son engagement d'entrer dans ces négociations lorsque les deux super-puissances auront procédé à des réductions significatives de leurs arsenaux. Faisant allusion à la coopération spatiale franco-soviétique, le secrétaire général a aussi rappelé son opposition à toute modification de l'espace, et M. Mitterrand aurait abondé dans son sens, à en croire un compte rendu des entretiens publiés par l'agence Tass.

Les deux chefs d'Etat sont aussi tombés d'accord pour se féliciter, une nouvelle fois, des progrès que devrait permettre la conférence convoquée à Paris, au début de 1989, pour relancer les négociations sur l'interdiction de l'usage et de la fabrication des armes chimiques. Ils ont également convenus que la priorité aujourd'hui, pour l'Europe, est de démarrer la négociation sur la réduction des armements conventionnels (1). Il faut, a dit ce sujet M. Vedrine, passer « d'un déséquilibre de haut niveau, à un équilibre de bas niveau ».

M. Gorbatchev, enfin, a repris, au cours des entretiens, son idée de « maison commune euro-

péenne », une « très belle expression », selon M. Mitterrand, mais une vue à distance ». Le président de la République, qui a fait remarquer à son interlocuteur qu'une maison commune de l'Europe occidentale existait déjà, n'en a pas moins concédé que certains sujets pouvaient intéresser l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Il a mentionné, notamment, les problèmes d'environnement et les questions de haute technologie, des Eureka audiovisuels qu'il veut promouvoir durant la présidence de la CEE que la France doit assumer à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Prochaines rendez-vous les 16 et 17 février prochains à Paris pour la réunion de la grande commission franco-soviétique (beaucoup de progrès restent à faire, chacun ayant rappelé que sur cent trente entreprises mixtes créées depuis quelques années en URSS, six seulement engageaient la France) ; puis le printemps 1989, qui doit être marqué par la venue en France, en visite officielle, de M. Gorbatchev. Sans oublier plusieurs déplacements de ministres chargés d'encourager les échanges dans tel ou tel secteur.

JACQUES AMALRIC.

(1) Dans son interview à Antenne 2 et Europe 1, le président de la République, évoquant les armées classiques qui doivent faire l'objet d'une future négociation dans le cadre de la CSCE, a cité les avions. Il semble qu'il s'agisse d'un usage de l'Occident qui se sont en effet saisis depuis longtemps pour enclencher dans un premier temps l'aviation des futures négociations, celles-ci ne devant porter dans leur première phase que sur l'aviation, les véhicules blindés, les chars et les effectifs.

M. Gorbatchev inquiet pour les Arméniens. — « L'effusion arménienne est un nouveau défi à la menace du génocide », a commenté, vendredi 25 novembre, l'académicien André Sakharov aux Etats-Unis, où il se trouve en visite. « Les autorités soviétiques doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la population arménienne, y compris l'intervention d'effectifs militaires suffisants en Azerbaïdjan », M. Sakharov a également demandé que la presse étrangère et soviétique soit autorisée à couvrir les événements localement. — (Reuters.)

### POLOGNE

#### La table ronde a été démontée...

La table ronde n'est plus. Spécialément montée pour permettre de réunir cinquante-six représentants du pouvoir de l'Eglise et de Solidarité dans un dialogue historique au palais de Jablonna, à 20 kilomètres de Varsovie, la table ronde a, selon l'agence Reuters, été démontée et emportée le 7 novembre sans jamais avoir servi.

Alors que les pourparlers battaient leur plein en octobre en

vue de ces négociations formelles, la télévision polonaise avait montré des images de cette table géante comme un gage de la bonne foi du pouvoir. Aucune image, en revanche, n'a été diffusée sur l'opération de démontage. Il est vrai qu'il n'y a sans doute plus personne en Pologne à convaincre de l'échec des pourparlers, même si, en haut lieu, on effrime toujours souhaiter le dialogue.

● ESPAGNE : l'accord de défense avec les Etats-Unis. — Le gouvernement espagnol, réuni vendredi 25 novembre en conseil des ministres, a autorisé la signature du nouvel accord bilatéral de défense entre les Etats-Unis et l'Espagne, conclu le 29 septembre dernier à New-York.

Aux termes de ce nouvel accord, conclu pour une durée de huit ans — contre cinq pour les précédents — depuis la conclusion du premier accord bilatéral de défense datant de 1953, — une « présence militaire américaine substantielle pour la défense de l'Occident » sera maintenue en Espagne. — (AFP.)

● YUGOSLAVIE : amendements à la Constitution. — Le Parlement fédéral yougoslave a adopté, vendredi 25 novembre, des amendements à la Constitution de 1974, qui doivent essentiellement permettre à la Yougoslavie de réformer son système économique. Cette révision ouvre aussi la voie à une réforme de la Constitution de Serbie, qui doit permettre à cette République de retrouver certaines prérogatives sur sa province autonome du Kosovo, après ces derniers jours par des manifestations hostiles à toute diminution de l'autonomie accordée jusqu'à présent à la communauté albanaise, majoritaire dans cette province. — (AFP.)

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
ODOUL AGENT DE  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30 demeco



# Politique

## Le Conseil constitutionnel a achevé l'examen du contentieux des législatives

Le Conseil constitutionnel a achevé, vendredi 25 novembre, l'examen du contentieux des élections législatives des 5 et 12 juin : quatre-vingt-seize requêtes au total, qui concernaient les élections de soixante-dix députés. Le Conseil a prononcé sept annulations, rendu deux décisions donnant acte de désistements et quatre-vingt-sept décisions de rejet.

Les annulations ont frappé : MM. Guy Desessart (URC-divers droite) et Jean-François Manuël (RPR) dans les premières et deuxième circonscriptions de l'Oise; M. Job Durupt (PS) dans la deuxième circonscription de la Meurthe-et-Moselle; M. Véronique Neiertz (PS) dans la

neuvième circonscription de la Seine-Saint-Denis; M. Benjamin Brial (RPR), unique député de Wallis-et-Futuna; M. Guy Teissier (UDF-PR) dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône et M. François Asensi (PCF) dans la onzième circonscription de Seine-Saint-Denis.

Des élections ont eu lieu les 11 et 18 septembre dans la première et la deuxième circonscriptions de l'Oise, où ont été élus MM. Olivier Desautel et Jean-François Manuël (RPR). Des élections partielles sont organisées les 4 et 11 décembre dans la deuxième circonscription de Meurthe-et-Moselle et les 11 et 18 décembre

dans la neuvième circonscription de la Seine-Saint-Denis. M. Bernard Tapie, qui a obtenu, à Marseille, l'annulation de l'élection de M. Teissier, a déclaré se donner « une dizaine de jours » pour décider s'il sera de nouveau candidat dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

Quant à M. Michel Pezet, autre député socialiste des Bouches-du-Rhône, d'autre part désigné par sa formation comme « premier des socialistes » pour les prochaines élections municipales, il s'est déclaré « satisfait » de la décision du Conseil constitutionnel, ajoutant qu'il souhaitait que, « conformément à la tradition républicaine, Bernard Tapie et son suppléant reçoivent

l'investiture » du PS pour se représenter lors de l'élection législative partielle à venir. Enfin, M. Guy Hermier, député communiste des Bouches-du-Rhône, a fait savoir que le PCF persiste dans son refus de soutenir « l'affairiste » Bernard Tapie.

M. François Asensi, tout en « prenant acte » d'une décision qu'il trouve « incompréhensible et critique », nous a affirmé qu'il se présentera de nouveau lors de l'élection partielle organisée dans la onzième circonscription de Seine-Saint-Denis.

### M. Teissier (PR, Bouches-du-Rhône) : des centaines de procurations douteuses

Pour contester l'élection de M. Guy Teissier (UDF-PR) dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille, neuvième arrondissement et parties des dixième et onzième arrondissements), M. Bernard Tapie, candidat malheureux soutenu par la majorité présidentielle, avait, pour l'essentiel, fondé ses griefs sur des irrégularités relatives aux votes par procuration.

Le Conseil constitutionnel a établi « que, à l'occasion des élections des 5 et 12 juin 1988 dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, plusieurs centaines de procurations ont été dressées, au commissariat de police du neuvième arrondissement de Marseille, par des délégués figurant sur la liste agréée par le président du tribunal d'instance de Marseille du 25 janvier 1988; que cependant cette désignation ne leur donnait pas compétence pour les signer; qu'en outre trois cent trente-trois procurations ont été établies au domicile d'élec-

teurs ou dans des établissements d'hospitalisation ou de soins où séjourneraient des électeurs, sans qu'au préalable les intéressés aient sollicité le déplacement d'un officier de police judiciaire ou d'un délégué dans les conditions requises par les articles R72 et R73 du code électoral; qu'un grand nombre de ces procurations n'ont pas été accompagnées de l'une des justifications énumérées par le décret n° 76-158 du 12 février 1976; qu'enfin certaines d'entre elles ne sont pas signées par le mandant ».

Le Conseil a jugé que « ces irrégularités, par leur multiplicité et par leur importance, sont de nature à affecter la validité de plusieurs centaines de votes émis par les bénéficiaires de ces procurations; (...) compte tenu du fait que l'élection de M. Teissier n'a été acquiescée par une avance de quatre-vingt-quatre voix, il y a lieu en conséquence de l'annuler. »

### M. Asensi (PCF, Seine-Saint-Denis) : résultats incertains au premier tour

L'élection de M. François Asensi (PCF) comme député de la onzième circonscription de la Seine-Saint-Denis (Sevran) était contestée par ses adversaires socialistes (M. Robert Dray) et Front national (M. Roger Hôlandre) du premier tour. Seul candidat au second tour, M. Asensi avait été réélu le 12 juin dernier avec 100 % des suffrages.

Le Conseil constitutionnel observe d'abord dans sa décision : « Au premier tour de scrutin, le 5 juin 1988, seuls deux des candidats en présence dans la onzième circonscription de la Seine-Saint-Denis ont obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 12,5 % du nombre des électeurs inscrits; M. Dray n'ayant pas fait acte de candidature pour le second tour, seul M. Asensi a été admis à se pré-

senter à celui-ci et a été proclamé élu. « A l'issue du premier tour, indique ensuite le Conseil, le nombre de suffrages recueillis par M. Asensi était supérieur de dix-sept à celui des voix obtenues par M. Dray; toutefois, dans l'ensemble de la circonscription, l'écart entre le nombre de bulletins et enveloppes trouvés dans les urnes et celui des émargements sur les listes électorales s'élevait à vingt suffrages; (...) dans ces conditions, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens, les résultats au premier tour de scrutin, qui ont eu des conséquences déterminantes sur le second tour, se trouvent affectés d'une incertitude qui doit entraîner l'annulation de l'élection contestée. »

### En dépit de très faibles écarts de voix

### MM. Wiltzer (UDF, Essonne) et Rossi (UDF, Aisne) sortent indemnes de minutieux décomptes

Outre les annulations des élections de MM. Asensi et Teissier, le Conseil constitutionnel a, dans sa séance du vendredi 25 novembre, rejeté dix requêtes.

Elu le 12 juin avec trente-neuf voix d'avance (après rectification par la commission de recensement

des votes) sur son adversaire socialiste, M. Pierre-André Wiltzer (UDF), député de la quatrième circonscription de l'Essonne (Longjumeau), était l'objet d'un recours déposé par la candidate battue du PS, M. Nicole Morichaud.

Le Conseil constitutionnel, après examen détaillé de divers composites litigieux portant parfois sur quelques voix, a finalement rejeté l'avis de M. Wiltzer à dix-huit suffrages. Même en créditant M. Morichaud de cinq autres suffrages correspondant à cinq bulletins pour lesquels demeure une incertitude, indique encore le Conseil, l'avance de M. Wiltzer demeurait, et ce dernier conserverait la majorité (treize voix, dans cette hypothèse).

Dans l'Aisne (5<sup>e</sup> circonscription, Châteauneuf-Thierry), M. Dominique Jourdain (PS), devancé le 12 juin par M. André Rossi (UDF-Rad.) de quarante-deux voix, tentait lui aussi d'obtenir l'invalidation de ce dernier. Mais le Conseil constitutionnel, qui n'a décelé dans les décomptes et autres opérations que d'infimes irrégularités, ne retient, au terme de son examen, qu'un seul suffrage aux voix obtenues par M. Rossi, et rejette la requête de M. Jourdain.

Le Conseil constitutionnel a, d'autre part, rejeté les requêtes dirigées contre les élections de MM. Robert Cazalot (UDF, 8<sup>e</sup> circ. de la Gironde); René Couvinières (RPR, 3<sup>e</sup> circ. de l'Hérault); Alexandre Léontieff et Emile Vermandon (députés non inscrits de la Polynésie française); Patrick Balkany (RPR, 5<sup>e</sup> circ. des Hauts-de-Seine); Emile Zuccarelli (app. PS, 1<sup>re</sup> circ. de la Haute-Corse); Jeanmy Longueux (PS, 2<sup>e</sup> circ. du Lot-et-Garonne); Ernest Moutoussamy (app. PCF, 2<sup>e</sup> circ. de la Guadeloupe) et Jean-Pierre Worms (PS, 1<sup>re</sup> circ. de la Saône-et-Loire).

(Suite de la première page.)

Il en est une autre, moins visible. Comme M. Tapie l'avait lui-même fait valoir au moment du dépôt de sa requête, des irrégularités éventuelles concernant les bulletins déclarés nuls auraient sans doute mérité examen : nombreuses enveloppes vides pour témoigner de bulletins réputés nuls, voire absence de toute trace (ni enveloppe ni bulletin).

Le Conseil constitutionnel, fort d'un moyen beaucoup plus massif, ne s'est dès lors pas attardé sur cet aspect de la question. De manière plus générale, on peut observer que les juges constitutionnels ont, jusqu'à présent, témoigné de moins de fermeté que leurs voisins du Conseil d'Etat pour apprécier le poids et les conséquences de telles irrégularités, qui constituent un lieu commun de la fraude.

En la personne de M. Asensi s'est trouvé désigné un autre lieu commun de la fraude électorale en France, dont le Conseil d'Etat avait massivement établi la réalité et l'ampleur après les élections municipales de mars 1983 : la fraude communiste.

L'évocation de cette réalité est détestée par le PCF. Sa mise en œuvre est parfois étrangement tolérée par ses détracteurs. On l'a bien vu après les élections législa-

tives des 5 et 12 juin : tétanisé par la crainte de voir compromis ses objectifs politiques supérieurs, le PS n'a pas fait assaut de rigueur débordeante, ni même de doute méthodique.

L'exception, M. Robert Dray, met en lumière le problème, après la validation extrêmement critique d'un autre député communiste, M. Jean-Claude Lefort, dans le Val-de-Marne. Dans ce dernier cas, le Conseil constitutionnel avait insisté sur l'existence d'un « comportement frauduleux » à grande échelle (2 850 voix annulées au détriment de M. Lefort).

### De curieux paradoxes

Au contraire, l'annulation de M. Asensi se fait sans aucun moyen spectaculaire et, si l'on ose dire, à minima : les 17 voix d'avance sur M. Dray au premier tour s'évanouissent dans une incertitude fatale à M. Asensi face aux 20 suffrages d'écart entre bulletins trouvés et émargements constatés.

Le cas de M. Asensi (et de beaucoup d'autres députés de tous bords contestés ou pas) soulève, d'autre part, un important problème, difficile à jauger et à

faire entrer en compte dans l'appréciation des recours : l'abus de propagande. Le « matraquage » par voie d'affiches commerciales hors des délais prévus, sans parler des affiches sauvages, est en effet devenu une règle... en violation de toutes les règles.

Combien de députés conserveraient leur siège si leur élection était remise en cause sur ce seul critère ? Difficile, sinon impossible à résoudre, ce problème, qui dépasse les cadres techniques du contentieux, devient partout lancinant au fur et à mesure que se développent ce type de pratiques, inégalitaires s'il en est.

Sur un autre plan, il faut bien observer que la stricte « amoralité » et le « réalisme », au total très sain du contentieux des législatives, conduisent parfois à de curieux paradoxes. M. Jean-Pierre Santa-Cruz (socialiste) demeure député du Jura. Pour tant une expertise menée dans le cadre d'une affaire pénale par le laboratoire de police scientifique de la préfecture de police et connue du Conseil a établi que des tracts injurieux à l'égard de son adversaire UDF, M. Gilbert Barbier, avaient été fabriqués grâce aux photocopies du PS à Dôle. De même, pas d'autre sanction que le blâme pour la boue

déversée par voie de tracts par M. Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine) sur son adversaire socialiste, M. Gilles Catoire.

Dans l'Isère, c'est M. Michel Hannoun (RPR) qui se trouve éliminé, du fait de la vindicte de l'extrême droite, au profit d'un socialiste. Là encore, la seule attitude (compréhensible dans ce cas) du Conseil est le blâme. Il reste que la réalité injurieuse l'élémentaire morale.

Ainsi, au-delà des riches lieux communs d'une fraude électorale parfois solidement enracinée se dessinent les contours de zones d'ombre plus difficiles à soupeser qu'il « font » aussi quelques députés : abus de propagande ou recours aux basses œuvres de la propagande injurieuse ou insinuatrice.

Peut-être, sur un point au moins, y verra-t-on plus clair lorsque les recours futurs utiliseront les ressources des lois sur la transparence financière de la vie politique. Ce ne fut jamais le cas pour ce contentieux qui aurait pu être inaugural. Divine surprise. On prouve que les débauches financières de l'élection présidentielle précédente obligeaient partis et candidats à une abstinence forcée.

MICHEL KAJMAN.

### La préparation des élections municipales

## Les socialistes s'affirment décidés à aller au bout de leur différend avec le gouvernement

Marseille a joué un mauvais tour à M. Michel Rocard en lui lançant dans les pieds le péché d'un ultime manœuvre pour tenter de sauver, aux élections municipales de mars prochain, la plus importante mairie détenue par le PS. M. Pierre Joxe a rendu service au premier ministre en refusant avec hauteur de laisser « polluer » un texte de consensus visant à lutter contre la fraude électorale par un amendement sans rapport avec ce sujet si controversé. Les socialistes, cependant, n'en démontrent pas. Ils estiment que, le mal étant fait, il serait absurde qu'ils n'aillent pas au terme de leur entreprise.

Les deux entreprises des socialistes marseillais, approuvées par le bureau exécutif du PS et par son groupe parlementaire, peuvent se justifier. N'est-il pas temps, après le décapage Defferre (qui avait permis à l'ancien maire de conserver la mairie, en 1983, avec moins de voix que son adversaire, M. Jean-Claude Gaudin) et le contre-décapage Gaudin, d'aligner Marseille sur Paris et sur Lyon, en faisant de l'arrondissement la circonscription d'élection des conseillers municipaux ? Ne convient-il pas, aussi, que dans ces trois grandes villes, comme dans les autres communes importantes, il faille, pour participer aux élections, présenter autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir au conseil municipal ?

L'argumentation est limpide ; les motivations le sont moins. Le vote par arrondissement, vu les résultats des élections du printemps dernier, favoriserait la gauche. L'obligation de présenter des listes dans tous les secteurs serait un obstacle majeur pour le maire sortant, M. Robert Vigouroux, qui n'a que peu d'alliés face à M. Michel Pezet, candidat désigné par le PS.

M. Pezet, qui dirige l'une des plus grosses fédérations du PS, n'a, officiellement, que des amis dans son

parti, puisque la convention nationale avait ratifié à l'unanimité, le 13 novembre, sa désignation par les militants marseillais. En fait, c'est un peu plus compliqué, comme on a pu le voir ces derniers jours.

Les alliés de la direction du PS, MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, sont résolument pezetistes. Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, l'est aussi depuis que son chef de file local, M. Philippe Sammarco, s'est entendu avec M. Pezet. M. Michel Rocard, enfin, a toujours soutenu le chef de file marseillais, qui fut même, autrefois, soupçonné de rocardisme. En revanche, M. Laurent Fabius et ses amis se souviennent que M. Pezet s'était rangé dans le camp Mauroy-Jospin lors de l'élection du premier secrétaire, en mai dernier, et M. Jean Popereau n'éprouve pour lui qu'une sympathie modérée.

Le 22 novembre, au cours du petit déjeuner qui réunit, chaque semaine, autour de M. Rocard, les principaux ministres et dirigeants socialistes (mais MM. Mauroy, Joxe et Popereau n'y participaient pas), un accord de principe est donné aux propositions Pezet. En revanche, la question de la procédure n'est pas réglée. Le groupe socialiste approuve les deux propositions mardi après-midi, puis, mercredi soir, le bureau exécutif du PS fait de même.

### Concertation incertaine

Dans le même temps, la procédure fait l'objet d'une concertation entre le gouvernement et le groupe parlementaire. M. Joxe est hostile à ce que les deux dispositions soient proposées sous forme d'amendement à son projet de loi contre la fraude. M. Rocard appuie, semble-t-il, la position du ministre de l'Intérieur. Mercredi, MM. Mermaz et Pezet demandent à voir M. Joxe, qui, selon l'un des participants à cette rencontre, aurait accepté, alors, d'accueillir l'un des deux amendements. Cependant, le gouvernement fait savoir dans la soirée qu'aucun des deux amendements ne sera accepté sur le texte de M. Joxe, que l'Assemblée nationale doit examiner jeudi.

Est-ce le premier ministre qui a pris cette décision ? On bien le président de la République en-t-il inter-

venu ? Les avis divergent sur l'attitude de M. François Mitterrand face à la situation marseillaise. Le chef de l'Etat souhaitait indiscutablement, à l'origine, qu'un accord soit trouvé entre M. Pezet et M. Vigouroux. C'est ce qui avait été tenté en juin dernier. M. Mauroy plaide encore pour cette solution auprès des intéressés à la mi-octobre. L'échec de cette tentative avait convaincu le premier secrétaire que la convention du PS ne pourrait que ratifier la désignation de M. Pezet par les militants, ce qu'elle a fait.

### La position de M. Mitterrand

M. Mitterrand s'est entretenu, le 15 novembre, après la convention, avec M. Mauroy et d'autres dirigeants socialistes. Sa position semblait être, alors, qu'il fallait laisser les socialistes marseillais résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Le président de la République a indiqué à M. Vigouroux à l'Elysée qu'il était méfiant de longue date et qu'on ne manquerait pas de l'interpréter comme un appui au maire de Marseille, mais que, à l'inverse, s'il l'annulait ce serait pris pour un désaveu. On ignore ce que M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, est venu dire au maire de Marseille, le 17 novembre, avant que ce dernier ne se rende à l'Elysée le 21. Il est permis de penser, au total, que M. Mitterrand ne souhaitait pas voir M. Vigouroux privé de toute marge de manœuvre.

Ceux qui, au Parti socialiste, se réclament de la fidélité envers M. Mitterrand ont marqué leurs réserves vis-à-vis de M. Pezet. M. Fabius, qui s'était essayé, en d'autres temps, à une médiation entre les protagonistes marseillais, s'abstient de se prononcer sur la situation actuelle et sur ses développements. La sympathie de M. Joxe va, clairement, à M. Vigouroux. Est mis en cause, à travers cette affaire, le comportement de la direction du parti, choisie, en mai dernier, contre le vœu de M. Mitterrand, qui souhaitait voir M. Fabius accéder au poste de premier secrétaire.

Ce n'est pas la première fois, ni sans doute la dernière, que l'autonomie du parti et l'autorité du président de la République paraissent s'opposer. Le fâché ouvert par la vic-

toire de M. Mauroy et de M. Jospin s'était creusé lors des élections législatives de juin, lorsque M. Mitterrand avait joué l'ouverture aux dépens du PS, allant jusqu'à souhaiter à celui-ci ne dispose pas d'une trop forte majorité dans la future Assemblée.

Toutefois, l'affaire de Marseille relève davantage de la lutte interne au PS que des rapports de celui-ci avec le chef de l'Etat. Si M. Pezet conserve Marseille au PS en mars prochain, le camp de ceux qui l'auront soutenu en sera renforcé. S'il échoue...

PATRICK JARREAU.

### La visite de M. Jospin en Nouvelle-Calédonie

### Le FLNKS réclame des « hommes nouveaux » pour l'administration du territoire

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, a eu, samedi 26 novembre, au cours de la deuxième journée de sa visite en Nouvelle-Calédonie une série d'entretiens politiques.

Le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, député RPR, qu'il a reçu le premier, lui a surtout parlé de la situation politique locale : « J'ai rappelé au ministre les engagements des signataires des accords de Matignon : l'impartialité de l'Etat, le respect des engagements pris par le RPCR et le FLNKS », a-t-il indiqué en précisant qu'il n'avait formulé « aucune demande spécifique ».

M. Jospin s'est ensuite entretenu avec le numéro trois du FLNKS, M. Léopold Jorédié, qui a déclaré, au terme de cette rencontre : « Il faut mettre en place des hommes nouveaux pour des programmes nouveaux afin d'essayer de pallier ce qui se fait actuellement et mettre un terme aux blocages constatés encore aujourd'hui dans l'administration ». Se défendant de réclamer « une chasse aux sorcières », M. Jorédié a ajouté : « Notre engagement pour les dix ans à venir vise à obtenir notre souveraineté. Il faut former les petits Kanaks d'aujourd'hui qui seront nos cadres de demain. Nous voulons un enseignement de qualité. S'il avait existé nous aurions déjà des cadres kanaks ».

### Déjeuner de « têtes » à Matignon

Il n'y a pas seulement persiflage dépoli, mais aussi injustice et mensonge à prétendre que les grands gestionnaires de la politique française n'ont ni le goût ni le loisir de se pencher sur la culture. Lorsqu'il était l'hôte de Matignon, M. Jacques Chirac avait fait piquer à ces insinuations en recevant, en janvier 1987, dans un discret édicule, quelques intellectuels de renom.

A son tour, M. Michel Rocard a invité à déjeuner, vendredi 25 novembre, des écrivains et artistes venus de tous les horizons de la culture française ou d'expression française. Deux Prix Nobel : l'écrivain Claude Simon et le biologiste François Jacob, le philosophe Jacques Derrida, le peintre Zao Wou Ki, l'historien et académicien Georges Duby, le cinéaste Jean-Luc Godard et l'écrivain, poète et éditeur Denis Roche ont répondu à l'invitation.

L'ambiance, dit-on, fut « agréable », « cordiale », « chaleureuse » même. On parla beaucoup, « sans a priori ni réserve » et hors de la « langue de bois », des perspectives européennes en matière de culture. A plusieurs des convives présents, M. Rocard est apparu ouvert et désireux de faire face aux problèmes qui se posent, cherchant avis et opinions.

P. Ka.



## L'opposition modifie le système d'aide à l'emploi du gouvernement

**ont décidé d'aller au bout  
de leur projet avec le gouvernement**

Pour consulter la liste des magasins LE TEMPS DE VIVRE sur minitel :  
tapez 36.15 LEMONDE

# Politique



# Société

« Justice et libertés » sujet du 21<sup>e</sup> congrès du Syndicat de la magistrature

## Les délicates retrouvailles avec Pierre Arpaillange

Invité au XXI<sup>e</sup> congrès du Syndicat de la magistrature dédié à Casamayor, le magistrat écrivain décédé récemment, et consacré au sujet « justice et libertés », M. Pierre Arpaillange devait intervenir, le 26 novembre. Au moment où le garde des sceaux vient de subir de vives critiques de l'opposition après l'inculpation pour violation du secret de l'instruction du juge Gilles Boulogne, le ministre de la justice n'évitait pas les griefs de ce syndicat « de gauche » peu conquis par la politique menée place Vendôme depuis six mois.

Pierre Arpaillange et le Syndicat de la magistrature entretenaient depuis vingt ans un flirt discret fondé sur une estime réciproque et une approche assez comparable des questions de justice. Ces retrouvailles intervenaient après la période Chandon, deux années au cours desquelles le Syndicat de la magistrature estime que la justice n'a cessé d'être bafouée, le pouvoir politique la manipulant lorsque le besoin fréquent s'en faisait sentir. Au cours

de cette période, M. Pierre Arpaillange a pris, à plusieurs reprises, des positions tranchées à contre-courant de la mode. Procureur général près la Cour de cassation, l'actuel ministre de la justice — le Syndicat de la magistrature ne l'a pas oublié —, n'a cessé, lorsque ce n'était pas de tout repos pour lui de défendre et à voix haute l'indépendance des magistrats du siège — ce fut l'affaire Grellier — Michel Droit —, et du parquet — ce fut le cas Georges Apap. Il a regretté que la police prenne régulièrement le pas sur la justice. Il n'a pas caché son sentiment sur la pratique univoque de la procédure pénale en Nouvelle-Calédonie. Connus pour son intégrité et ses idées modernes, Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ne pouvait donc, de la part du Syndicat de la magistrature, que bénéficier d'un a priori d'autant plus favorable que la plupart des conseillers de son cabinet en sont membres.

Six mois plus tard, le Syndicat ne cache pourtant pas sa déception, voire son amertume, alors qu'un gouvernement de gauche ne revient toujours pas sur les lois « scélérates » touchant notamment au ter-

rorisme, aux contrôles d'identité et aux étrangers. Les départs de Pierre Arpaillange n'ont pas été jugés prometteurs. Il y eut — à des conséquences détaillées plus tard — la reconduction du programme de construction de prisons lancé par M. Chandon puis un budget équilibré rattrapé *in extremis*, enfin une réforme de la détention provisoire que le Syndicat estime bien timorée et, surtout, l'absence d'une réforme, toujours repoussée, du statut des magistrats. Une lettre adressée le 28 septembre dernier par le Syndicat de la magistrature au garde des sceaux à ce sujet n'a toujours pas reçu de réponse. Quant à la récente circulaire adressée par le ministre à tout le personnel judiciaire (*Le Monde* du 7 novembre), elle paraît bien au Syndicat de la magistrature « une intéressante méthode de travail », mais, le Syndicat s'interroge : au-delà des déclarations d'intention, quels moyens viendront les accompagner ?

S'il lui arrive d'être plus rude en privé, les magistrats du Syndicat de la magistrature n'entendent pas par trop tourner une garde des sceaux dont ils sont assez proches, même s'il les déçoit. L'actualité

récente les incite aussi à modérer leurs propos : ils n'ont pas envie de hurler avec les loups, à l'heure des prises à partie lancées à leur ministre. Les membres du Syndicat de la magistrature sont aussi à la recherche d'une stratégie syndicale. Les positions fluctuantes prises récemment sur l'affaire Boulogne, où l'on a senti le syndicat partagé entre un réflexe de soutien corporatiste à un collègue et la volonté de ne pas participer à un coup fourré politique habilement conduit, sont bien le signe d'un flottement. En perte de vitesse et d'indépendance, le Syndicat de la magistrature est à la recherche d'un ton, autant avec le ministre de la justice qu'avec lui-même.

AGATHE LOGEART.

Justice, le journal du Syndicat de la magistrature publie un numéro spécial consacré aux vingt ans du syndicat. « 68-87, vingt ans de syndicalisme judiciaire », Drôle, tendre, ce numéro particulier rappelle les grandes dates de l'histoire d'un syndicat qui, pendant vingt ans, a évoqué et parfois suscité de grands débats sur la justice. Justice, juin-septembre 1988, n° 120, 121, 122 pages, 60 F BP 155 75523 Paris Cédex 11. Tél. 46-05-47-88.

Au tribunal de Paris

### « Le Figaro » condamné pour avoir diffamé deux journalistes du « Monde »

Présidé par M<sup>me</sup> Huguette Le Foyer de Costil, la première chambre du tribunal de Paris a rendu, mercredi 23 novembre, un jugement qui condamne Pierre Pélissier, journaliste au *Figaro*, Christian Grimaldi, directeur de la publication ainsi que la société éditrice du journal, pour avoir écrit et publié dans ce quotidien « un article diffamatoire » à l'égard de Georges Marion et Edwy Plenel, journalistes au *Monde*.

Le *Figaro* avait publié, le 7 février dernier, un article de Pierre Pélissier commentant la publication par le *Monde* de la veille, sous les signatures de Georges Marion et Edwy Plenel, du contenu du rapport final d'enquête de la police judiciaire dans l'affaire du Carrefour du développement. Sous le titre : « Le rapport de la PJ sur la place publique. Quel est l'auteur de cette nouvelle fuite qui tend à disculper l'ancien ministre socialiste Christian Nucci ? », Pierre Pélissier écrivait : « Qui a sorti ce rapport destiné au magistrat signataire des commissions rogatoires ? Ce sont pour la plupart des fuites qui jalonnent cette instruction : deux hommes de plume de Pierre Joxe, avec qui ils ont toujours entretenu des rapports privilégiés, que ce soit pour ce scandale ou lors de l'affaire du Rainbow Warrior. »

Dans son jugement, la première chambre estime que « qualifiant Georges Marion et Edwy Plenel d'hommes de plume de Pierre Joxe, accordant l'idée que ceux-ci, obéissant à une indépendance, auraient laissé cet homme politique dicter leur article, constitue l'imputation de faits précis portant atteinte à l'honneur et à la considération professionnelle des demandeurs ». Le *Figaro* ayant invoqué, pour sa défense, le commentaire fait par M. Pierre Joxe, la tribune de l'Assemblée nationale, du rapport de la police judiciaire, les magistrats ajoutent : « Les défendeurs ne sauraient dénier d'une simple convergence des conceptions tirées dudit rapport de police par Pierre Joxe d'une part, et par Georges Marion et Edwy Plenel d'autre part, que ces deux journalistes auraient été infodés ou, au mieux, alors députés socialistes. »

« La véracité de ces accusations diffamatoires, qui outrepassent par leur gravité les limites de la polémique politique, n'est dans ces conditions nullement démontrée », conclut la première chambre, qui ajoute que « ni le principe de la liberté de l'information ni la croyance en l'exactitude des faits allégués ne peuvent permettre de reconnaître à l'auteur des écrits incriminés et au journal qui les a publiés le bénéfice de la bonne foi ».

Le tribunal condamne donc Pierre Pélissier, Christian Grimaldi et la société éditrice du *Figaro* à payer tant à Georges Marion qu'à Edwy Plenel 15 000 F de dommages-intérêts. Il ordonne également la publication dans le *Figaro*, dès que ce jugement sera devenu définitif, d'un texte faisant état de cette condamnation.

## Les mères d'enfants franco-algériens s'inquiètent de l'application de la récente convention

La commission paritaire franco-algérienne qui est chargée d'étudier les cas d'enlèvements d'enfants de couples franco-algériens antérieurs à la signature de la convention était réunie à Paris jusqu'au 26 novembre. Elle a été saisie jusqu'à présent d'environ cent vingt dossiers français et d'une quarantaine de dossiers algériens qui, de leur côté, portent pour la plupart sur des droits de visite non respectés.

Des mères françaises d'enfants retenus par leur père en Algérie dénoncent les dysfonctionnements dans l'application de la récente convention franco-algérienne de non-existence légale d'un enfant de fait qui a été faite le 15 décembre.

La convention, après quatre mois, montre déjà ses faiblesses. Depuis le mois d'avril, M<sup>me</sup> Marie-Claire Tardy n'a pas revu sa petite fille âgée de six ans, que son père cache en Algérie. La procédure de non-conciliation qui fixe la garde de l'enfant datant de juillet 1988, M<sup>me</sup> Tardy espérait voir rapidement son cas réglé et accueillir dès cet été la fillette. Espoir déçu. La France et l'Algérie ont une lecture différente du texte de cette convention, pourtant rédigée en commun. Pour la France, la procédure de divorce ouverte en France, domicile de la famille, devrait suffire et amener le procureur de la République algérienne à ordonner le retour immédiat de l'enfant. L'esprit de la convention était en effet de réagir rapidement à des enlèvements ou des non-retours à l'issue d'un droit de visite, afin d'éviter toute situation de fait qui rend, au fur et à mesure que le temps passe, les règlements douloureux.

L'Algérie veut qu'une procédure soit également ouverte sur son territoire avant que la décision de retour soit décidée. Reviendra-t-on à la case départ et à l'imbroglio juridique qui a justifié la signature de la convention ? On peut se demander aujourd'hui à quel point l'article 5 de la convention qui déclare compétente la juridiction du lieu du domicile conjugal « entendu comme lieu de vie familiale commun ». Un arti-

cle devant lequel l'Algérie avait d'ailleurs très longuement hésité. Bien que l'application de la convention ne concerne pas la commission paritaire franco-algérienne mise en place pour régler les conflits antérieurs à l'accord, cette dernière, réunie à Paris jusqu'au 26 novembre, devait aborder la question. Les Français y tiennent. Il y a, en effet, urgence car c'est toute la crédibilité de la convention qui est en jeu.

D'autre part, le collectif déplore la lenteur du règlement des dossiers algériens. Une lenteur due en partie à la formule retenue : chaque dossier présenté par un des parents à la commission est examiné par celle-ci, qui émet un avis. Muni de cet avis, le parent doit se présenter devant la justice d'un ou des deux pays, qui devra confirmer — ou infirmer — l'avis.

Premier goulot d'étranglement : le rythme de travail de la commission. Celle-ci en est à sa quatrième réunion depuis le mois d'août et examine chaque fois une douzaine de dossiers. Ce n'est que ces jours derniers qu'un premier cas étudié par la commission en août devrait aboutir.

Les mères françaises reconnaissent toutefois que cet accord entre les deux pays a eu des aspects positifs, notamment les retours d'enfants naturels, non prévus par la convention. Ceux-ci ont été facilités par la non-existence légale en Algérie des enfants nés hors mariage. Il faut cependant souligner au passage que cette non-existence légale a eu comme effet pervers, entre autres, des décisions de justice trop radicales sur le retour d'un ou deux enfants pourtant intégrés depuis longtemps en Algérie et pour lesquels il aurait peut-être mieux valu un droit de visite en faveur du parent légal.

Il faut également reconnaître que cette convention a entraîné plusieurs couples à trouver eux-mêmes un accord. Les cas de dix-huit enfants ont été réglés jusqu'à présent et une trentaine d'autres devraient l'être incessamment. Il y aurait environ deux cents dossiers de litiges, mais jusqu'à présent seules une dizaine de mères se seraient signalées expressément à la commission.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Un arrêté du ministère de la santé

## L'admission dans les écoles d'infirmières répondra à des règles plus strictes

Les non-bacheliers pourront toujours présenter, sous certaines conditions, au concours d'entrée des écoles d'infirmières, mais leur niveau de formation sera contrôlé par un jury spécial de professionnels, et aucun candidat, bachelier ou non, ne pourra être admis avec une note inférieure à 10 sur 20. Telle est la substance d'un arrêté que le ministère de la santé vient de rédiger, après consultation des syndicats, des associations et de la coordination des infirmières pour remplacer l'arrêté Barzach sur l'admission aux écoles qui était contesté. Approuvé par le Conseil supérieur des professions paramédicales, le texte devait être publié au *Journal officiel* dès lundi 28 novembre.

L'ouverture du concours d'entrée aux non-bacheliers faisait l'objet d'une intervention au sein de la coordination. Même si elle se montrait unanime pour demander l'abrogation de l'arrêté, elle n'était jamais parvenue à présenter un texte de remplacement.

Les infirmières de la coordination se partagent en effet de façon presque égale entre celles qui ne veulent pas ouvrir le concours aux non-bacheliers (sauf équivalences reconnues) et celles qui considèrent que, grâce à la formation professionnelle, des personnes d'horizons différents doivent avoir la possibilité d'entrer dans la profession. Encore fallait-il s'assurer du niveau de ces non-bacheliers.

Le gouvernement a tranché en faveur de l'ouverture et en imaginant un système de contrôle dont seule la pratique pourra montrer l'efficacité. Les non-bacheliers ayant une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le secteur hospitalier, de cinq ans pour les

autres, devront demander l'autorisation de se présenter au concours à un jury régional de validation des acquis qui sera créé par les préfets de région, sur proposition du directeur régional des affaires sanitaires et sociales et qui comprendra des médecins, directeurs d'établissements (hospitaliers, écoles) et des infirmières (art. 5). Le jury discutera les dossiers (art. 6). Les candidats qui auront obtenu l'aval pourront se présenter aux épreuves d'admission.

Les concours comporteront dorénavant trois épreuves (au lieu de deux) : culture générale, test psychotechnique et résumé de texte avec commentaire, de façon à élargir le champ des candidatures. Autre innovation : une note inférieure à 5 dans une matière sera éliminatoire et on ne pourra pas prendre un candidat ayant obtenu une moyenne inférieure à 10/20, pratique courante ces dernières années à cause du petit nombre de candidats et de la faiblesse de leur niveau. A présent, si les écoles ne parviennent pas à obtenir suffisamment d'élèves, il leur appartient d'organiser un nouvel examen. Quelque soit le mode de sélection retenu, le niveau des élèves dépendra de l'attraction de cette profession. Plus les candidats seront nombreux, plus la sélection pourra être satisfaisante.

Dernière mesure faisant cette fois l'objet d'un décret : le gouvernement a décidé, conformément au souhait des responsables d'établissements, que les épreuves ne seront plus régionales mais que les écoles retrouveront leur liberté de sélection comme cela se faisait il y a quelques années (avec, bien entendu, la tutelle de l'administration).

Ch. Ch.

## POLICE

• Tension entre la FASP et le ministère de l'intérieur. — La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), principale organisation syndicale policière, a refusé de participer aux travaux du comité technique paritaire central de la police nationale, jeudi 24 novembre. Dénonçant « une période de concertation », elle s'interroge sur « l'interprétation par l'administration des règles et de l'esprit du partenariat ». Retard de la circulaire ministérielle appliquant la loi d'amnistie aux sanc-

tions administratives, laborieuses discussions avec la chancellerie sur les modalités de l'extension de la qualification d'agent de police judiciaire aux policiers en tenue, désapprobation du recours — passif — aux unités de CRS lors de l'évacuation de certains centres de tri : autant de motifs de mécontentement pour la FASP, dont les critiques se focalisent sur le fonctionnement actuel de la direction générale de la police nationale.

## La « pizza connection » au tribunal de Marseille

L'art du silence d'« amateurs de poker » ou « de pétanque »

MARSEILLE  
de notre envoyée spéciale

Parce que les principaux prévenus, tous Marseillais, « font » dans la pizza et dans la biscuiterie façon sicilienne et la limonade américaine, l'affaire a été baptisée « pizza connection ». En d'autres termes, la justice les soupçonne de trafic d'héroïne.

Ces prévenus, qui se disent amateurs de poker ou de pétanque, inspireraient plutôt confiance. Ils savent aussi si bien se taire devant ce tribunal dont le président, M<sup>me</sup> Annette Durand, n'en finit pas de leur poser des questions qui restent sans réponses. Le dossier n'est pas vite pourtant, qui parle de rencontres dans des bars, il est nourri de longs extraits d'écoutes dont les juges voudraient bien saisir le sens. Là est le jeu, subtil, classique aussi : ces prévenus « ne comprennent pas », « ne se souviennent pas », ou « ne s'y reconnaissent pas ». Cette façon de nier, ils y croient si peu que l'un d'eux finira par en rire, quitte à s'entendre inviter à « cesser ses cloneries ». Car l'accusation est là : « association en vue de la dévotion, l'importation et l'exportation de substances stupéfiantes ». L'enquête a reconstitué les mécanismes d'une filière d'approvisionnement en morphine base et en « brown sugar » (héroïne mal raffinée). La « marchandise » venait de Turquie. Le laboratoire de raffinage serait marseillais. Le destinataire, les États-Unis. Chacun a son emploi, dont une équipe de passeurs israéliens, comme dans la plupart des transports de drogue dure.

L'originalité de la « pizza connection », ce qui fait sa force depuis des années selon l'accusation, c'est cela : des pratiques d'import-export.

Voyages  
sous fausse

Il fallait une fin. Le commencement de cette fin n'aurait-il pas été de précédentes arrestations, comme celle d'un chimiste marseillais dans un laboratoire de la Mafia à Palerme, et encore d'un trafiquant livrant les noms des commanditaires de l'assassinat du juge Michel ?

Au début de décembre 1984, le SRPJ de Marseille fut en effet que Rodolfo Di Pisa, Sicilien quinquagénaire possédant à Marseille la Biscuiterie de Provence, devait gagner New York. Les policiers américains en furent — c'est banal — avertis. Ils attendirent l'homme et le suivirent. Rodolfo Di Pisa les conduisit avec constance à la cathédrale Saint-Patrick, haut lieu du catholicisme américain. Là, des compatriotes l'attendaient : Giuseppe Scarpulla, venu de Palerme, Frédéric De Vito, Américain d'origine sicilienne. Ces dévotionnaires s'entretenaient. Le 26 décembre, Rodolfo rentrait en France sans sa valise : il pensait l'avoir perdue. Lui le croit. Des douaniers lui lui avaient soustraits. Selon le dossier, il y avait là 75 000 dollars et des traces d'héroïne. Rodolfo, inquiet, téléphona beaucoup. Les policiers l'écoutaient.

• Le policier meurtrier de Patrick condamné à sept ans de réclusion. — Patrick Savary, policier de son état, qu'il, hors service, mais en état d'ivresse certain, avait tué, le 5 décembre 1988 à Pantin, un jeune homme de vingt ans, Abdel Berrahia (*Le Monde* du 25 novembre), a été condamné, vendredi 26 novembre, à sept ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis. Cette juridiction a admis des circonstances atténuantes mais a retenu l'homicide volontaire, que contestait Patrick Savary et son défenseur M<sup>re</sup> Daniel Soulez-Larivière.

Les correspondants, tous mobilisés dans la recherche de la valise perdue, ne sont pas pour eux des inconnus. On parle à mots couverts. L'enquête décrypte. Le premier voyage de Rodolfo est un demi-échec.

Au printemps 1985, les difficultés ne les empêchent pourtant pas de poursuivre, si l'on en croit les éléments recueillis par les enquêteurs. Rodolfo retourne aux États-Unis en compagnie d'un Marseillais d'origine américaine, Michel Kasparian. Il s'agit de préparer une livraison de 14 kilos d'héroïne. Nouvel échec : un des marins-passeurs israéliens se fait arrêter en possession de 6 kilos d'héroïne. Il déclare l'avoir reçu lors d'une escale à For-sur-Mer des mains de deux hommes, dont Michel Kasparian. Voilà comment viennent les ennuis. Les policiers américains, de filatures et de filatures, découvrent l'origine des 75 000 dollars de la valise de Rodolfo. Une filiale new-yorkaise de la Barclays Bank aurait ainsi « blanchi » 1 800 000 dollars en trois ans pour le compte de la « Pizza connection ».

Finalement, Mario et Rodolfo sont arrêtés et écroués le 17 janvier 1986.

D'autres interpellations suivent, à Marseille, à Amsterdam, en Israël, en Italie et aux États-Unis. Elles sonnent le glas de la « Pizza connection ».

C'est maintenant l'heure des procès. Aux États-Unis et en Italie, plusieurs personnes sont condamnées, dont Giuseppe Scarpulla (seize ans et demi de prison). Leurs avocats contredisent parfois les déclarations faites en France lors de l'instruction.

De l'imposant dossier établi contre les quinze prévenus aujourd'hui jugés à Marseille, les magistrats tentent de conforter les données. Un seul des inculpés, un mari israélien, confirme qu'il a passé de l'héroïne, en y mêlant des formes et des sucettes. Il ne veut pas être une « balance ». Mario, lui, se tait, traite à l'occasion un commissaire de « menteur ». Ainsi vont les choses. Les voyages, lorsqu'ils les invoque contre des prévenus de trafic de drogue, sont toujours pour ceux-ci « touristiques », et les rencontres compromettantes que l'on peut faire en ces moments, un effet méchant des hasards de la vie.

DANIELLE ROUARD.

Epilogue au procès du « groupe M 5 »

### Peine perpétuelle pour Maitret et vingt ans de réclusion pour Vallot

La cour d'assises de Haute-Savoie, présidée par M. Dominique Dulin, a condamné le vendredi 26 novembre, Thierry Maitret à la réclusion criminelle à perpétuité et Claude Vallot à vingt ans de réclusion criminelle. Les deux hommes étaient accusés d'avoir organisé quatre attentats à la bombe au mois d'août 1984 dans la région Rhône-Alpes dans le but d'obtenir une rançon de 30 millions de francs de la part du gouvernement français (*Le Monde* des 25 et 26 novembre).

L'avocat général M. Claude Chiffet avait demandé aux jurés d'infliger la même peine de réclusion criminelle aux deux accusés, se refusant à faire une différence entre Maitret, le poseur de bombes qui reconnaissait les faits, et Vallot, considéré malgré ses protestations d'innocence, comme l'organisateur du « groupe M 5 ».

La défense des deux hommes s'était organisée de telle manière que chaque avocat — M<sup>re</sup> Sylvie Smaniotte pour

Maitret et François La Phong pour Vallot — plaide pour son client en se livrant à un réquisitoire contre le complice. La méthode est rarement payante.

M. P.

• Deux ans de prison avec sursis pour le père meurtrier d'un fils mongolien. — A soixante-trois ans, Georges Moreau, parvenu à l'âge de l'adultère, a tué le 8 juin 1985, de trois coups de carabine son fils Alain, âgé de treize-sept ans. Depuis sa naissance, il souffrait d'une trisomie qui en avait fait un mongolien profond. C'est dans la désespérance qu'il prit le parti de retirer la vie à « l'enfant que l'on cachait » et c'est un homme en sanglots que la cour d'assises de Paris, elle-même fort émue, a condamné, vendredi 26 novembre, « pour le principe », à deux ans de prison avec sursis.

## DÉFENSE

Après son échec face aux Italiens

### L'Aérospatiale n'entend pas renoncer au marché belge d'hélicoptères

Le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a confirmé, vendredi 25 novembre, que son gouvernement ferait connaître dans quinze jours le nom du constructeur des quarante-six hélicoptères de combat dont les forces armées belges estiment avoir besoin pour une dépense de 13 milliards de francs belges (l'équivalent de 2 200 millions de francs français).

Mais on sait déjà (nos dernières éditions datées 26 novembre) que, selon le ministre belge de la défense, M. Guy Coenen, le choix s'est porté sur un hélicoptère italien, l'A-109 Agusta, de préférence à l'Ecureuil AS-350 L du groupe français L'Aérospatiale. La commande concerne l'acquisition de vingt-huit versions anti-chars (armées du missile américain Tow) et de dix-huit versions destinées à la reconnaissance.

L'Ecureuil monotorbine proposé par l'Aérospatiale est un hélicoptère

de conception récente, déjà vendu à plus de 1 600 exemplaires à une soixantaine de pays, quand, de son côté, le bi-turbine A-109 italien a derrière lui un long passé et une carrière commerciale beaucoup moins internationale.

Durant les quinze jours qui restent, l'Aérospatiale va tenter de rivaliser sur le plan des compensations économiques et industrielles consenties à la Belgique. Selon le ministre belge de la défense, le constructeur italien offre des contreparties à hauteur de 75 % du montant de la commande. De son côté, l'Aérospatiale affirme qu'elle est en mesure de proposer, sur sa propre part du marché, jusqu'à 117 % de compensations (soit l'équivalent de 1 322 millions de francs de commandes qui seraient passées à la Belgique) sur huit ans. Après quoi, vers 1997-1998, l'industrie belge reprendrait des sous-ensembles, à faire, de l'hélicoptère franco-allemand de combat.



## DE L'ARGENT POUR LE TUNNEL PYRÉNÉEN

### Le Puymorens

L'ARIEGE a le sourire. L'Europe, c'est-à-dire le comité de gestion du FEDER (1), vient d'attribuer une subvention de 180 millions de francs au projet de tunnel sous le Puymorens, aide qui ne sera pas prélevée sur le contingent PIM (plans intégrés méditerranéens) de la région Midi-Pyrénées.

Ce succès à Bruxelles couronne quatre ans d'efforts des responsables politiques et économiques du département, mais aussi de ceux des départements voisins regroupés en association — la Haute-Garonne et les Pyrénées Orientales sont en effet parties prenantes de cette opération. Ils ont déjà fait savoir qu'ils participeront, probablement à hauteur de 10 millions de francs chacun, au financement par les collectivités territoriales d'un ouvrage évalué aujourd'hui à 550 millions de francs et pour lequel la région Midi-Pyrénées avait promis son concours. Cette dernière devrait prochainement déterminer le montant de sa contribution ; des entreprises privées et des emprunts assureront le complément de financement.

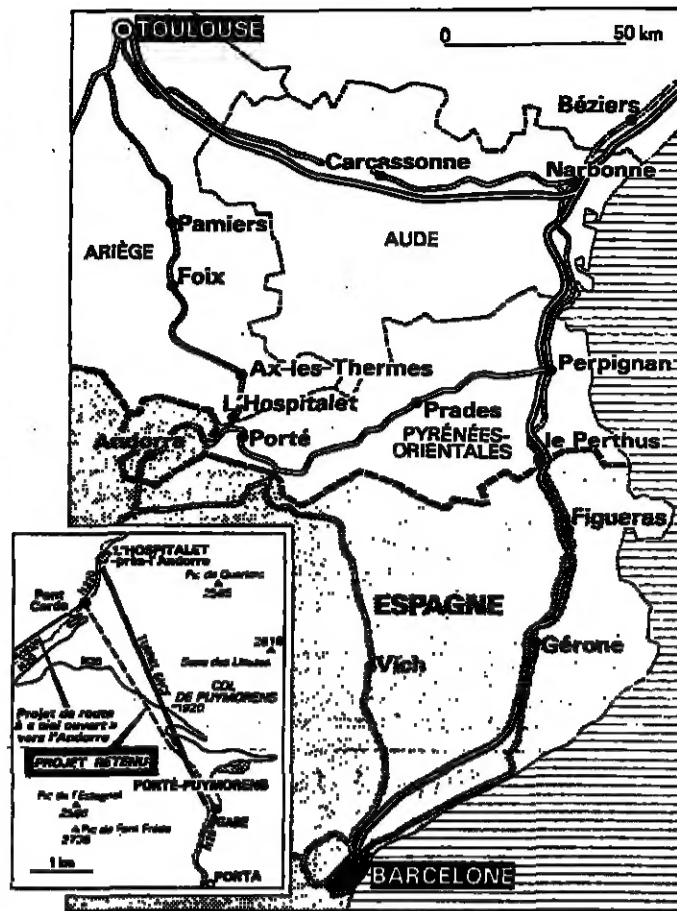
En décembre 1985, Jean Auroux, alors ministre de l'équipement, reconnaissait l'intérêt de l'axe Toulouse-Barcelone par le tunnel du Puymorens et attribua les premières subventions pour l'étude du projet. Le 13 avril 1988, François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, faisait part de son soutien au conseil général de l'Ariège. Fin août, le premier ministre, Michel Rocard, transmettait à Bruxelles, avec avis favorable du gouvernement français, le dossier Puymorens. L'affaire semblait dès lors bien

engagée. Jacques Delors, président de la Commission de la CEE, n'avait-il pas souhaité, le 26 février 1988 à Foix, capitale de l'Ariège, que l'Etat français se prononce avant tout engagement de la Communauté ?

L'Ariège se prend à rêver. Malgré les retards pris dans l'instruction d'un dossier sur lequel le ministre de l'équipement, Maurice Faure, a soufflé le chaud et le froid, elle espère avoir terminé la trousse de la montagne pour 1992. Un symbole, bien sûr, pour ce département qui se sentait jusqu'à présent acculé à « la frontière sauvage » et se considérait comme un oublié du développement. Mais ce passage à travers la barrière pyrénéenne ne produira ses effets, économiques notamment, que lorsque la nationale 20, qui assure la liaison avec Toulouse, aura le gabarit d'un grand axe de communication international.

#### Un ouvrage tous temps

Le tunnel mesurera 4 800 mètres et permettra en toute saison le franchissement, moyennant péage, d'une montagne d'accès parfois impossible en hiver. Son exploitation devrait revenir à 5 millions de francs par an (2). La Satec — Société d'études techniques et économiques — qui a fourni le document d'évaluation, estime que le trafic sera, dès 1995, de mille huit cents véhicules en été et de trois mille quatre cents en hiver, au lieu, respectivement, de mille quatre cent quatre-vingt-dix et de trois mille cent actuellement par



la col. Les recettes sont ainsi estimées à 19 millions de francs à l'horizon 1995 et à plus de 28 millions de francs en 2010, mais le retour d'investissement semble exclu avant une quinzaine d'années d'exploitation.

Le conseil général de l'Ariège a décidé de créer une société d'économie mixte, chargée de la

### en 1992 ?

règlements communautaires, ce tunnel fera l'objet d'un concours européen. Les premiers coups de pelle pourraient intervenir à l'automne 1989.

Reste la nationale 20. De l'autre côté des Pyrénées, les Catalans mettent les bouchées doubles. Pour ne pas accumuler les retards, la mise à niveau de la route conduisant de Toulouse au Puymorens devra être conduite parallèlement. Maurice Faure, qui entend bien rajouter 700 kilomètres d'autoroutes au plan de son prédécesseur, est favorable à une concession autoroutière entre Toulouse et Pamiers, en Ariège, soit 56 kilomètres à péage. Le reste de la nationale 20 sera porté progressivement à deux fois deux voies jusqu'à Foix, aménagé au-delà. Il en coûtera 340 millions de francs environ. Cette mise à niveau ne sera pas achevée avant une dizaine d'années, mais l'Ariège compte bien la faire inscrire dès cette année dans le contrat de plan Etat-région.

Les obstacles ne sont pourtant pas tous d'ordre financier. Certains verrous routiers, comme celui de Foix, posent d'autres problèmes. Municipalité et commerçants de la ville refusent le passage en souterrain de la route nationale 20. Ils s'accrochent, par peur de perdre la clientèle des touristes, à l'idée d'une route en corniche, ou, pis, à celle d'un viaduc. Cette hypothèse n'a pas la faveur du ministère de la culture, qui veut préserver la ville et son site autour de son château comtal.

GERARD VALLES.

(1) Fonds européen de développement et d'équipement régional.  
(2) Chiffres 1987.

### ALSACE

#### Avec les dominicains de Guebwiller

Le couvent des dominicains de Guebwiller, dans le Haut-Rhin, pourrait bientôt retrouver une seconde jeunesse : cet ensemble de 4 000 mètres carrés, avec un beau cloître gothique et une église du quatorzième siècle classée monument historique, est au centre d'un important projet de la commune, appuyée par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC). Autour du pianiste virtuose Mikhail Rudy, un festival de musique original pourrait s'installer dès l'été 1989, en tout cas en 1990 ; pendant une dizaine de jours, les artistes vivraient sur place pour que, au-delà des concerts, le festival soit une occasion de rencontres et de sensibilisation du public.

Cette initiative accompagnerait la restauration des fresques de l'église et l'installation d'un chauffage. A terme, l'ensemble conventuel, réuni depuis que l'hôpital civil a quitté les locaux en 1976, pourrait devenir un haut lieu du mariage entre le patrimoine et la musique, ouvert également l'hiver à des classes de patrimoine et à un ensemble d'activités culturelles. La commune de Guebwiller (11 000 habitants) y voit un atout pour la revitalisation de sa vallée — le Florival — et l'attrait touristique et culturel de l'Alsace du Sud.

### AQUITAINE

#### Les villes à Bordeaux

Le conseil national des économies régionales (CNERP) organise, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre à Bordeaux, en liaison avec le comité d'expansion aquitaine, un colloque sur le thème : « Villes en devenir : des espaces nationaux à l'espace européen ».

★ CNERP : 219, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

### ILE-DE-FRANCE

#### Une gare-musée à Charenton

La ville de Charenton-le-Pont vient de récupérer un étonnant bâtiment inscrit à l'inventaire des monuments historiques, la petite gare du Champ-de-Mars, spécialement construite pour l'Exposition universelle de 1878.

Commandée en 1876 à Juste Lisch, architecte de la Compagnie de l'Ouest, la gare, faite de tuiles colorées, surmontée de baies vitrées séparées par des colonnes de fonte, chapéauté de vitraux, continua de fonctionner et desservit l'Exposition de 1889. Elle fut transférée à Amiens lors de la construction de la gare des Invalides pour l'Exposition de 1900. Depuis, la SNCF a voué le bâtiment à de multiples usages, et

malgré son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en août 1985, sa conservation semblait compromise. Le député et maire de Charenton, Alain Grotteray, a décidé de la remettre sur l'île Martinet, en bordure de l'autoroute A4, où confluent la Marne et la Seine. Détournée de sa vocation d'origine — comme le pavillon Behard — elle servira à accueillir manifestations et expositions. Elle constituera l'équipement majeur de cette île que la ville de Charenton rachète peu à peu au Port autonome de Paris, qui en avait fait un dépôt. L'architecte Michel Cantal Dupart veut en faire un lieu d'activités ludiques liées au fleuve. Les équipements de loisirs et de sports seraient complétés par un petit hôtel « 1 étoile » destiné en premier lieu aux sportifs qui viennent disputer des compétitions à Charenton et dans sa région.

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

#### Moules en mer

Dans le quartier des affaires maritimes de Sète, des concessions en mer ont été implantées pour les conchyliculteurs. L'idée a germé dès les années 70, l'étag de Thau arrivant à saturation. La procédure d'octroi des concessions est intervenue fin 1986, à la suite du bilan dressé par le Centre d'étude et de promotion des activités lagunaires et maritimes (CEPALMAR) à Sète.

L'opération est entrée aujourd'hui dans sa phase active : cent trente-cinq dossiers ont reçu l'aval de la commission des cultures marines, présidée par M. Yves-Jean Bentegeat, préfet de l'Hérault, préfet de région, et composée de représentants des administrations concernées et de professionnels.

Le projet vise à instaurer l'élevage de moules sur filières entre Sète et Agde, en deux des 3 milles, sur des fonds de 20 mètres en moyenne. La zone à concéder est longue de 10,2 kilomètres et large de 2,7 kilomètres. Les concessions, disposées en damier, ménageant entre elles un espace suffisant pour favoriser une meilleure pousse des moules et faciliter la circulation des barges. Elles sont traversées par deux grandes avenues de 1 000 et 500 mètres de large. La technique est au point mais l'exploitation exige un important travail foncierement différent des pratiques traditionnelles des professionnels de l'étag de Thau.

### LOMOUSIN

#### Pour aider les PME

Le Lomousin vient de se doter d'une société de capital-risques

(ENL Développement S.A.). Objectif : le renforcement de la structure financière des PME qui constituent l'essentiel du tissu industriel régional. L'initiative vient justement d'une société de PME (ENL, Entreprise nouvelle du Lomousin) qui fonctionne depuis une décennie.

BNE Développement SA débute avec un capital de 1 million de francs, amené par cent vingt-deux actionnaires. 50 % par trois banques régionales (Tarnaud, Banque populaire du Centre, Crédit industriel de l'Ouest), 41 % par des entreprises (venues pour l'essentiel de l'association préexistante, mais aussi de grandes firmes : la Cogema ou Aussedat-Rey), 9 % d'organismes socio-économiques (parcs publics, Comité régional d'expansion, Chambres de commerce et d'industrie de Brive et de Tulle-Ussel). Elle espère doubler son capital en un an et le multiplier par cinq d'ici à 1992.

### NORD-PAS-DE-CALAIS

#### Bilan de santé

L'Institut Pasteur de Lille, qui a mis en place un centre de bilan de santé faisant appel aux techniques les plus modernes (permettant la réalisation complète du bilan en une demi-journée), et dont la formule est en passe d'être copiée dans plusieurs villes françaises et aux Etats-Unis, vient de mener une expérience en milieu scolaire, en accord avec la caisse primaire d'assurance-maladie de Lille et les services de l'éducation nationale. Après une première expérience auprès de cinq cents élèves du lycée Pasteur de Lille, il a étendu la pratique des bilans de santé aux classes de première de vingt-trois établissements de la métropole lilloise.

Sur une population de 6 440 élèves concernés, 3 626 ont répondu favorablement à la proposition d'examen de santé. Avec la première expérience datant de 1987, c'est sur un total de quelque 4 000 élèves de première que l'étude a porté. Des chiffres qui permettent déjà de tirer un certain nombre d'enseignements.

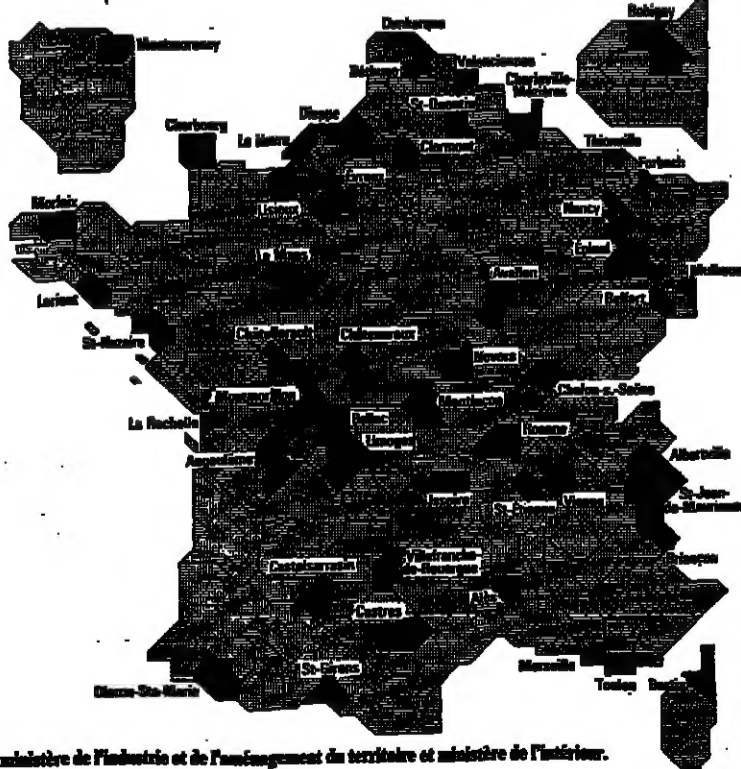
D'abord, les bilans de santé ont révélé, dans 8 % des cas, une pathologie nécessitant des mesures immédiates. En dehors du dépistage de pathologies non révélées, l'intérêt de cette extension des bilans de santé réside dans les indications qu'elle peut fournir pour la mise en place d'une politique de prévention. Ainsi, les responsables de l'expérience soulignent l'intérêt d'une information plus la contraception et les maladies sexuellement transmissibles, sur l'alimentation, sur le tabac... Déjà, il a semblé important de répondre rapidement aux souhaits exprimés par de nombreux fumeurs d'arrêter la consommation de tabac : l'Institut Pasteur, avec le soutien du conseil général du Nord, a mis en place des sessions de formation d'animateurs susceptibles d'intervenir en milieu scolaire sur ce problème.

L'expérience ainsi menée en 1987 et 1988 va être poursuivie et même étendue. Mais ses résultats feront l'objet d'une évaluation car de tels examens ne sont pas gratuits : les 4 000 examens de santé représentent une dépense de 2,5 millions de francs pour la Sécurité sociale.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : ROGER BECHIAUX, GEORGES CHATAIN, JACQUES FORTIER, JEAN-HELE LORE, FRANÇOIS GOUJE. Coordination : J.-F. SIMON.

## LE JEU DE LA SOLIDARITÉ

### La carte des cinquante sous-préfets managers



Source : ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire et ministère de l'Intérieur.

C'est en définitive une liste de cinquante sous-préfets (et non quarante-cinq, comme prévu à l'origine, tant à l'origine la demande) qui a été retenue par MM. Pierre Joux et Roger Fauroux, respectivement ministre de l'Intérieur et ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire. Le gouvernement leur a demandé d'être des « managers du développement » auprès des PME de leurs arrondissements. Chacun disposera d'une enveloppe de 400 000 F pour susciter toute initiative pragmatique tendant à la création d'emplois.

Dans ces cinquante arrondissements vont être créés des « comités de développement local » qui choisiront les dossiers susceptibles de bénéficier de financements privilégiés. Le gouvernement va envoyer une circulaire aux préfets afin que la mise en place des enveloppes de 400 000 F aux sous-préfets s'effectue dans les plus brefs délais et sans contrainte hiérarchique excessive, a précisé M. Joux. On notera que les DOM-TOM ne sont pas retenus dans l'expérience de MM. Joux et Fauroux.

### La bande des quatre de Poitou-Charentes

Pour être parce qu'ils sont d'une couleur politique différente de la majorité centriste du conseil régional, en tout cas sûrement parce qu'ils estiment que l'aménagement du territoire doit se construire autour d'un réseau de villes, les maires des quatre principales cités de Poitou-Charentes — Jacques Santrot (Poitiers), Bernard Bellec (Niort), Jean-Michel Boucheron (Angoulême) et Michel Crépeau (La Rochelle) — tous « anar à gauche », ont établi un « projet commun » dont ils veulent voir retenues les idées-forces dans le prochain contrat de plan actuellement négocié entre l'Etat et la région.

« C'est une sorte de traité de coopération entre nos quatre villes pour leur développement », ont-ils déclaré, le 4 novembre, dans le cadre du Salon Entreprise 88, à Paris. « Plus que dans d'autres régions, nous sommes en Poitou-Charentes sensibilisés à la notion de réseaux de villes. Aucune des quatre préfectures ne peut véritablement prétendre au titre de métropole. En revanche, nous comptons dans chacune environ 100 000 habitants. Etablisons des solidarités, dans l'équilibre, pour être plus efficaces, dans nos négociations avec l'Etat et pour faire le poids dans la construction européenne. »

La démarche est originale, voire inédite. On avait un peu trop eu tendance à penser que l'aménagement du territoire était devenu l'apanage quasi exclusif de l'Etat, d'une part, via le DATAR, des régions, de l'autre. Il est bon que des maires de villes « grandes-moyennes » prennent place sur le devant de la scène, même si leur opération — habile — apparaît comme le germe d'un « contre-pouvoir régional », bien qu'ils s'en défendent.

Habile, aussi, politiquement pour deux raisons. A l'aube de la campagne municipale, les maires en place prennent les devants, en montrant à leurs électeurs que le développement, l'emploi, les équipements, la formation font partie de leurs préoccupations essentielles. Ensuite, il est permis de penser que quatre maires de gauche peuvent obtenir d'un gouvernement de gauche, dans le contrat de plan, ce que n'aurait pu décrocher le président CDS du conseil régional Louis Fruchard.

Le traité de coopération des quatre maires porte essentiellement sur le renforcement du réseau routier, l'électrification de la ligne SNCF Poitiers-La Rochelle pour que le TGV y circule, la mise en place d'un outil d'évaluation et de suivi des politiques urbaines régionales et la négociation d'un schéma régional de formation supérieure. Sur ce dernier point, le maire de Poitiers ne voit aucun inconvénient à ce que son université se « déconcentre » elle-même sur les autres villes de la région avec la création d'IUT à La Rochelle (informatique industrielle, francophonie, méditerranée de la mer) à Niort (domotique et métiers de l'assurance), à Angoulême (sciences de l'image). Poitiers, pour sa part, développerait les services qualifiés, la recherche et le tertiaire administratif.

Alors que dans beaucoup de régions (Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, Midi-Pyrénées) on attend les élus des départements et des villes périphériques stigmatiser la boulimie de leur « métropole », la démarche de la « bande des quatre », y compris le maire de la préfecture de région, mérite intérêt. Le schéma d'une métropole quadripolaire est en portabilité...

FRANÇOIS GROSCHARD.



## THÉÂTRE

Un entretien avec Jean-Loup Dabadie

## Le « D'Artagnan » nouveau est arrivé

Pour son premier spectacle à la tête du Théâtre national de Chaillot, Jérôme Savary a choisi de monter D'Artagnan ou les Choses de la vie du quatrième mousquetaire, une pièce de cape et d'épée signée Jean-Loup Dabadie.

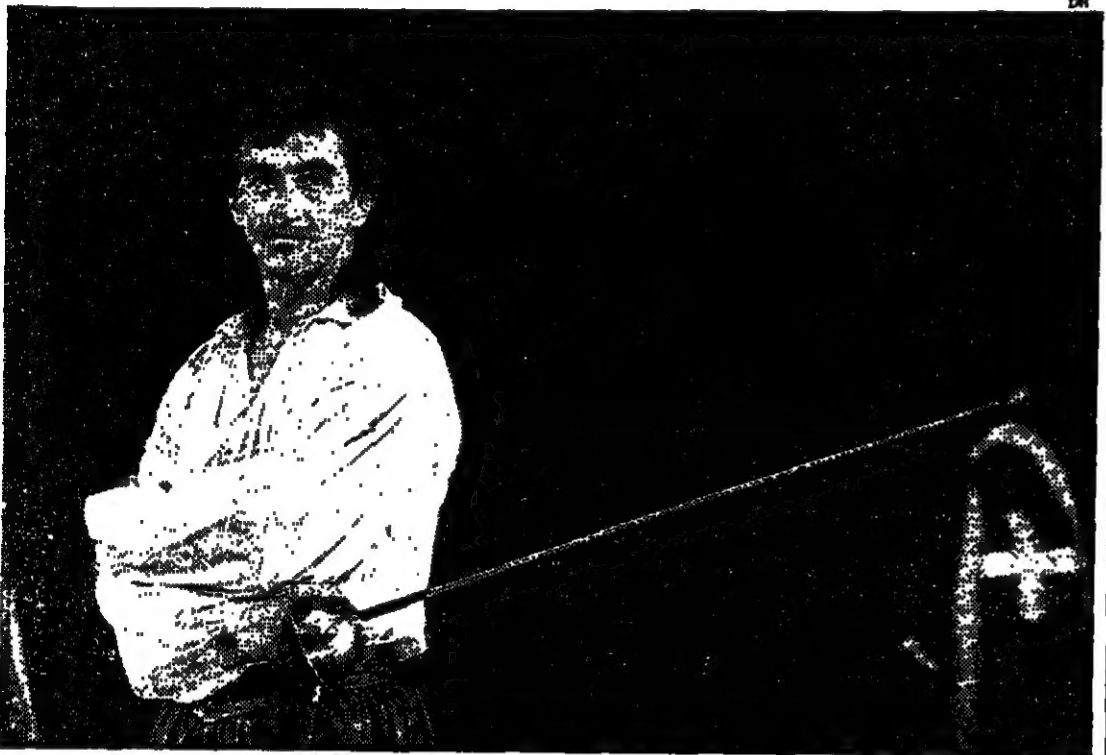
Jérôme Savary, l'homme qui sait rêver en trois dimensions, est chez lui à Chaillot, et pour son premier

un bleu plus soutenu. Ça commence à se fixer. Là-dessus interviennent les corrections que je fais en rouge, comme à l'école. Après, si je suis un peu rassuré par la scène, le sketch, la chanson, je l'écris au feutre violet, mon couleur préférée. A ce moment-là seulement, je prends mon beau papier blanc, bien lourd, avec en filigrane un soldat romain casqué, et je recopie, très doucement, à l'encre noire...

Pour ce D'Artagnan — n'est-il pas juste que le héros récupère le titre, on le lui a toujours confié? — je me suis surtout inspiré des Mémoires de Monsieur d'Artagnan, biographie assez obscure du quatrième mousquetaire rédigée par un certain Gatiens Courtiz de Sandras, presque contemporain de son sujet.

mer les mousquetaires en loulous de banlieue, les faire parler normalement. Avec ça et là, mais vraiment à peine, une réminiscence, un parfum de temps anciens. Mais aussi beaucoup de vigilance. L'autre jour, j'ai repris affectueusement un acteur qui sortait de scène en disant « d'accord ». C'était comme si j'avais fait dire « OK » à Buckingham!

Mais quand je fais donner à D'Artagnan des leçons de parisien par son confesseur — « C'est comme ça qu'on parle à Paris, en guéridou! » — j'ai ajouté, en guise d'indication, dans la marge : « Comme Depardieu dans un film de Pialat... ». L'idée — les milliers d'idées — de Savary qui adore casser la baraque, a été d'être insolent, de



Christophe Malavoy dans le rôle de D'Artagnan

spectacle (qui poursuivra en janvier sa carrière à Mogador), il a choisi le panache, la cape, l'épée. Il s'est lancé dans le mélodrame flamboyant du clivage des armes et de l'éclat des diamants. Il a choisi de mettre en scène D'Artagnan. Texte de Jean-Loup Dabadie, commentateur musical d'Oswald d'André, avec, dans le rôle-titre, Christophe Malavoy.

Se glissant dans la grande salle lors d'une dernière répétition, on pouvait respirer l'air léger d'un succès en train de naître, on voyait « choses rares et choses belles » (comme il est gravé au fronton du palais), un envol de vrais papillons blancs, un vrai cheval galopant à perdre haleine sur un tapis roulant, une fausse Manche de carton-pâte roulant des vagues déchaînées, la robe de la reine Anne d'Autriche grandissant, grandissant jusqu'à la faire ressembler à une ménagerie de Vénus projetée chez les Lilliputiens, des miroirs qui tournent, des panneaux qui coulisent et Richelieu qui ricane et D'Artagnan qui feraille...

Je suis très fier d'avoir ici, à Chaillot, un petit bureau, avec sur la porte une plaque de cuivre à mon nom, dit Jean-Loup Dabadie. Jérôme Savary me l'a offert pour mon anniversaire. D'autant plus fier, que c'est Chaillot, le TNP de Jean Vilas qui a décidé de ma vocation.

Ce D'Artagnan est mon plus gros livre : 268 pages, un an de travail. Je ne demande pas qu'on me plaigne ! De toutes façons, on ne me plaignait jamais, je n'ai pas le physique à ça. J'ai un aspect débonnaire, joueur de tennis, une allure détendue, amène... C'est ma forme de timidité. Comme une jeune fille dans une soirée allume cigarette sur cigarette. Moi, je ne fume pas, alors j'allume un sourire...

Ce sourire dissimule une angoisse et une inquiétude permanentes. Beaucoup de travail aussi. Je suis un besogneux. Je me lance en écrivant mes brouillons avec des feutres de couleurs pâles, rose, bleu ciel, des couleurs pas trop graves. Quand je réécris une page, je choisis

Dans sa courte préface aux Trois Mousquetaires, Dumas signale avec discrétion avoir eu connaissance de l'ouvrage... Il est évident qu'à la chronique de Courtiz Dumas a ajouté le talent, et d'une main-courante a fait un éblouissant roman.

Mais Savary et moi ne portons pas à la scène l'œuvre de l'un ou de l'autre; nous prenons des personnages qui appartiennent à la légende, à la mémoire collective, et nous en faisons une pièce de théâtre.

On nous demande déjà : « Avez-vous été fidèle à l'histoire ? Quelle histoire ? Majuscule ? Minuscule ? Quand on lit Courtiz ou Dumas, on le voit : les seuls personnages qui aient réellement existé sont le roi Louis XIII, Anne d'Autriche, sa femme, Richelieu, Buckingham et d'Artagnan dans un rôle très modeste. Tout le reste est pure imagination. Ce qui nous a pas empêchés de respecter tous les points de passage forcés de la légende : l'ignoble Milady est là, les ferrets sont là, les valets, dont Planchet, aussi, tout comme la douce Constance et son infect colloquio de mari, Bonnacieux.

## Ecrire apprend à lire

Tout commence par la fin. D'Artagnan a soixante ans. Nous sommes au siège de Maastricht, en Flandre, en 1673. Le vieux soldat en train de mourir va revoir certains épisodes de sa vie et les raconter à un jeune tambour qui se trouve à ses côtés. C'est ça, oui, un grand flash-back... Avec beaucoup de rires, de larmes et jusqu'à dix cadavres qui se superposent.

Notre D'Artagnan n'est ni un pastiche ni un « à la manière de... ». J'espère de tout mon cœur avoir réussi à tracer mon chemin d'écrivain entre la préciosité parodique et la trivialité anachronique. Ce chemin, d'ailleurs, était une avenue, très large. On pouvait, sans transfor-

housculer toutes les conventions et les idées reçues mais de ne pas trahir le rêve.

Et moi, pour ne pas trahir Savary, j'ai commencé par m'immerger dans les bibliothèques. C'est fou ce qu'on apprend à lire. Via de Louis XIII, via de Richelieu, via de Louis XIV enfant, bien que je ne m'en sois pas servi. Un moment, le cardinal parle à son valet sourd-muet : « Ah ! les Français ! Avoir 12 millions de muets » comme toi ! Rien que pour être sûr de ce chiffre de 12 millions, je suis retourné à la Bibliothèque nationale.

La reine... Rien de ce que je vais dire n'apparaît dans la pièce, ni dans ses répliques ni dans son comportement. Mais j'ai donné à Julio Arnold qui joue le rôle des rouscissements pour l'aider à camper le personnage, à lui trouver sa force, sa solidité : « N'oublions pas, nous sommes en 1630-1640, il n'y a pas la pénicilline. La reine est restée vingt-deux ans sans donner d'héritier au trône. Et dis-donc, à trente-huit ans, elle nous fait Louis XIV, et à quarante, son petit frère ! »

Voilà, j'ai trouvé dans les bouquins d'histoire tout ce qui pouvait être passionnant du point de vue de la dramaturgie, qui pouvait intensifier l'émotion ou l'esprit drôles des situations. Ainsi, « enquêtant » sur Louis XIII, j'ai appris qu'il était bégaye. Ce défaut d'élocution — historique — est, bien sûr, un formidable élément dramatique. Mais il ne devra pas apparaître comme un gag inventé par Savary et Dabadie, plutôt comme un éclat de vérité retrouvée.

Ecrivain mon premier scénario, celui des Choses de la vie, j'avais de même fait une longue enquête dans les services du SAMU pour ne montrer finalement que l'ambulance qui amenait Piccoli à l'hôpital et un médecin joué par Jean Bouise faisant un signe de tête à Romy pour qu'elle comprenne que c'était fini... En fait, on n'arrive à toucher les autres par le truchement de personnages — ce qu'ils font, ce qu'ils disent, ce qu'ils ont, comment ils le montrent ou comment ils le cachent — parce que, au fond du cœur, ces gestes, ces propos, ces regards, ces silences, représentent une vérité qu'on a cherchée, assimilée, chérie.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

## URBANISME

Un nouveau pont pour Paris en 1992

## Les obscurités d'un symbole

Les architectes français Louis Arretche et Roman Karasinski construiront le nouveau pont

qui, à partir de 1992, devrait relier les gares de Lyon et d'Austerlitz. C'est ce qu'a récemment annoncé le maire de Paris. M. Jacques Chirac devait, dans la foulée, révéler le traitement que ses services ont finalement adopté pour les « frontières » de Paris.

La construction du nouveau pont qui, à partir de 1992, reliera la gare de Lyon à celle d'Austerlitz, a donc finalement été confiée à Louis Arretche et Roman Karasinski, préférés à neuf autres finalistes, parmi lesquels l'équipe des Anglais Richard Rogers et Ove Arup (dotés d'un mention de consolation), et celles de Norman Foster (avec Jourda et Perraudin), de Paul Charvet, de l'Espagnol Calatrava, de Dominique Perrault, etc. Pour qui connaît, d'une part, l'esprit de l'équipe Louis Arretche, de l'autre, les noms et l'œuvre des perdants, parmi les plus prestigieux maîtres d'œuvre de l'architecture contemporaine, le commentaire de M. Jacques Chirac n'a rien d'étonnant : « Le choix s'est porté vers une architecture classique, et non vers « un ouvrage moderne à haubans, de très belle facture, mais qui nous a paru moins bien adapté à l'environnement. »

En évoquant l'environnement, le maire de Paris fait allusion aux deux extrémités du pont, d'un côté les ouvrages souterrains de la gare de Lyon et les bâtiments ensemble qui encadrent la rue Vincent Van-Gogh, de l'autre l'enchevêtrement de routes, de voies ferrées et de magasins qui viennent mourir sur le noble bâtiment de la gare d'Austerlitz.

Les travaux du nouvel ouvrage, présenté aussi comme un « doublement » de l'actuel pont d'Austerlitz, commenceront au premier trimestre 1991, leur coût est évalué à 340 millions de francs. Ils doivent permettre

d'améliorer aussi la circulation piétonne, la ville de Paris n'excluant pas un système de transport léger, par wagons automatiques, qui doit réduire le temps de parcours entre les deux gares.

Pour la partie « strictement parisienne » de la couronne de Paris (qui, entre les boulevards des Maréchaux et les limites de la commune, représente quelque 10 % de la surface de la ville), plusieurs objectifs ont été définis. Ils prévoient notamment de « transformer en véritables places urbaines, en les recomposant, les portes principales de Paris, comme les portes Maillot, d'Orléans, d'Italie, de Vincennes, de La Villette, de Pantin et d'Aubervilliers », de « créer de nouvelles liaisons entre Paris et les communes limitrophes, mieux mettre en valeur les perspectives et les points de vue. Enfin, réduire autant que faire se peut la saignée que représente le boulevard périphérique ». Tandis que la vocation de ceinture verte et d'équipements publics se trouve confortée, d'importantes zones actuellement occupées par les voies de la SNCF doivent être libérées et aménagées. La politique conduite dans le secteur Seine sud-est (ZAC Bercy), secteur qui sera prolongé par la ZAC Austerlitz-Tolbiac, devrait se développer dans le secteur nord-est, autour du canal Saint-Denis, ainsi que dans le sud-ouest (prolongement du quartier Citroën-Cévennes au-delà du boulevard Victor). Enfin, les transports devraient être notablement améliorés dans cette partie de la couronne.

Tout en se limitant explicitement à Paris intra muros, M. Jacques Chirac a souligné la nécessité d'un dialogue et d'une « concertation » sereine avec les maires des vingt-neuf communes limitrophes, ainsi qu'avec les différentes instances de la région Ile-de-France. Le maire de Paris « ne souhaite pas reproduire le processus annexionniste qui a, au long de l'histoire, porté le développement de la ville ». Mais il faut, à ses yeux, « cesser de considérer cet espace délaissé comme celui des confins de la ville. Il est un espace de liaison entre Paris et l'agglomération et, à ce titre, justifie que les opérations d'aménagement conduites de part et d'autre des limites administratives soient mieux coordonnées, mieux harmonisées. »

## COMMUNICATION

Disney Channel sur le satellite Astra

## Mickey pointe ses antennes en Europe avec M. Murdoch

Il a soixante ans, et ses oreilles bien connues vont bientôt ressembler à des antennes paraboliques. Bref, Mickey, les pieds sur terre dans ses parcs de loisirs, n'entend pas rester à l'écart du ciel européen et de ses télévisions. Plus précisément, la société Walt Disney vient de s'associer au groupe News Corporation de M. Rupert Murdoch pour lancer une version européenne de sa chaîne Disney Channel sur le satellite luxembourgeois Astra. Les deux partenaires ont créé une société commune pour promouvoir en Grande-Bretagne et en Irlande la distribution, via Astra, de deux chaînes, payantes à terme, Disney Channel et Sky Movies (chaîne de cinéma). Ces deux chaînes seront associées aux trois chaînes gratuites de M. Murdoch (Sky Channel, Sky News et Eurosport) également véhiculées sur Astra, qui enregistre ainsi son neuvième client (sur seize canaux possibles).

Disney Channel émettra dix-huit heures de programme par jour, pour les enfants d'abord, mais en s'élargissant, après 21 heures, à un contenu plus familial. Le tout adapté du modèle américain lancé en 1983, et qui est une des principales chaînes payantes des Etats-Unis avec plus de quatre millions d'abonnés.

Ce sera surtout un maillon de plus dans une stratégie bien rodée, celle d'un Mickey qui fête cette année en fanfare ses soixante ans. Une stratégie qui a autant besoin de ses parcs de loisirs, comme l'Eurodisneyland qui doit ouvrir ses portes en 1992 à Marne-la-Vallée, que d'un accès aux médias pour diffuser sa production d'images. C'est dans ce contexte que Disney vient de signer un accord de collaboration avec TF1 (le Monde du 22 novembre), qui remplace pour elle avantageusement FR 3. La

coopération de Disney avec les chaînes françaises n'est pas nouvelle.

Entamée avec « L'ami public numéro un » dans les années 60, elle s'est poursuivie avec « Disney dimanche », puis « Salut les Mickey » sur TF1, avant « Disney Channel » sur FR 3 depuis huit ans. Un seul but : ne pas quitter les heures de grande écoute. Car, avec la sortie annuelle de deux films, la télévision est le vecteur essentiel de la « culture Disney », que le Journal de Mickey, lancé avec Hachette dès les années 50, ne suffit plus à propager.

La télévision est surtout le déclencheur des « droits dérivés », ces royalties que paient une série de fabricants pour utiliser l'image Mickey soigneusement codifiée. En France, deux cents licenciés (sur deux mille quatre cents dans le monde) versaient en 1987 près de 56 millions de francs pour estampiller avec la petite souris ou d'autres vedettes maison qui des disques, qui des peluches, qui des vêtements ou des gadgets.

Jusqu'à présent, Disney en Europe s'était positionné comme fournisseur de programmes. L'association avec Rupert Murdoch fait entrer Disney parmi les diffuseurs. Pour l'instant, dans les Isles Britanniques seulement. Mais la multiplication probable des chaînes privées — un des créneaux privilégiés pour les chaînes thématiques qu'autorise le câble et le satellite — devrait offrir à Mickey d'autres occasions sur le continent. Petit Mickey, fort d'une très bonne santé financière, a de l'appétit. La rumeur ne le présente-t-elle pas aux Etats-Unis comme le repreneur éventuel de CBS, si ce réseau était vendu ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

On ne fera pas ici de commentaires sur le choix de Louis Arretche et de son coéquipier. Il était en effet si évident que serait retenu le projet de ce conseiller traditionnel de la Ville de Paris (reconstructeur habile de la passerelle des Arts, moins brillant enseignant du Jardin des Halles, etc.), par un jury qui a pour lui la plus naïve et la plus honnête des admirations ! Si évident qu'on se demande d'ailleurs quel diable a bien pu pousser la Ville de Paris, pour faire ainsi concourir des noms aussi prestigieux de l'architecture internationale.

## Superbe isolement

En revanche, il serait sans doute permis de se louer de la saine évolution de la mairie de Paris qui, avant de lancer un nom et un projet tout cuit à un emplacement (presque) arbitraire, comme la porte Maillot (on se souvient du projet Cacoub), semble opter d'abord pour une étude d'ensemble, une réflexion cohérente, à long terme. Semble, car il n'est pas certain que toutes ces belles phrases ne servent pas à masquer une idée qui tient de la plus malheureuse fixation (toujours les serre-livres de la porte Maillot). Et d'autant moins certain que plusieurs indices indiquent un repli furtif des ambitions de la capitale à quelques encablures de l'échelle municipale.

Ainsi, la volonté affichée de penser la ville de l'intérieur, dans les limites rigides que lui ont imposées l'éclatement de la Seine-et-Oise puis la décentralisation (voir notamment le Monde du 28 juillet), volonté qu'il n'est pas nécessaire d'afficher aussi fortement pour engager, comme il est souhaitable, le dialogue avec les partenaires proches de Paris, revient à imaginer la métropole dans un superbe isolement. Seules les vingt-neuf communes limitrophes sont d'ailleurs évoquées, quand chacun sait, à Londres comme à Lyon, à Barcelone comme à Berlin, que les limites communales n'ont aujourd'hui d'intérêt qu'étriquément politique et financier, et que seule l'ambition à l'échelle nationale permettra aux métropoles de rester dans la compétition internationale. En cela, la prise de position de M. Jacques Chirac est aussi un acte de défiance envers la délégation interministérielle à la Ville et au développement social urbain, qui n'en est pas moins une structure incontournable, confiée il est vrai à un proche du PS, M. Yves Dauge, un des esprits français les plus fins et les plus compétents en matière d'urbanisme.

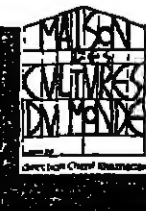
Tout aussi déplorable est la dissociation du projet de pont et du projet pour la couronne (ou sa partie « strictement parisienne »). Ce ne doit plus être un secret pour personne : l'immense emprise occupée par la gare d'Austerlitz (et non la seule zone de Tolbiac) aurait pu — le projet existe en plusieurs variantes — être rendue à Paris, créant un immense quartier neuf, à l'instar des docklands de Londres. Y aurait très aisément trouvé place le projet de Grande Bibliothèque. La gare (au rôle considérablement restreint puisque les TGV n'y arrivent pas) aurait parfaitement trouvé sa place à la limite d'Ivry. Mais cela aurait demandé de se pencher sur ce qu'est réellement le centre de Paris et plus généralement l'agglomération parisienne. Et cela n'aurait sans doute pas fait aussi bien le jeu des innombrables requins de la finance qui rôdent dans la mer parisienne comme ils rôdent dans toutes les municipalités, quelles qu'en soient les couleurs.

Peut-être un tel projet n'était-il pas souhaitable pour de plus avouables raisons. Mais il serait alors temps de donner des explications claires aux Parisiens, aux habitants de la région et à tous ceux que l'avenir de la capitale concerne.

FREDERIC EDELMANN.

## ARTS

Un don du fils de Tzara au Musée d'art moderne. — Trois des œuvres « préemptées » par l'Etat au cours de la vente Tzara (le Monde du 22 novembre) ont été, en réalité, données par le fils du poète dadaïste, M. Christophe Tzara. Cette donation, d'un montant de 6,6 millions de francs, s'est faite après la vente, aucun représentant de l'Etat ne s'étant manifesté avant, indique celui-ci, qui regrette que ce don n'ait pas été signalé par le bénéficiaire : le Musée d'art moderne de la Ville de Paris.



du 25 novembre au 18 décembre  
**GOSPEL SINGERS**  
5 Blacks of Brooklyn  
la plus pure tradition du Spiritual

101, boulevard Raspail 6<sup>e</sup> Tél. 45.44.72.30 45.44.51.42

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.



# Spectacles

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

**LA RIVE D'EN FACE** Théâtre Essai de Paris (42-78-46-42), sam. 21 h, dim. 15 h.  
**LE TOUR DU MONDE EN QUATRE-VINGTS JOURS** Théâtre Déjazet TLP (42-74-20-50), sam. 20 h 30, dim. 15 h.  
**CLAUDEL INSOLITE** Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70), sam. 18 h 30.  
**DEMAIN, J'ARRÊTE** Théâtre de Tournefort (48-87-82-48), sam. 22 h.  
**MOI, CAGLIOSTRO, ANTI-CHRIST ET MESSIE** Les Collèges pour une révolution, Théâtre de la Plaine (40-43-01-82), sam. 20 h 30 et 21 h, dim. 15 h.  
**PARADISANT** Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15), Grand Théâtre, sam. 14 h 30 et 20 h 30; dim. 15 h.

**AMANDIERS DE PARIS** (43-66-42-17), Wonderful Caring, 20 h 30.  
**ANTOINE - SIMONE-BERNAU** (42-08-77-71), Avanti, 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**ARCANES** (43-38-19-70), Bandes, 20 h 30, dim. 17 h.  
**ARTISTE-ATHLÈTES** (48-06-36-02), Débats, 20 h 30, dim. 16 h.

**AKIS-HÉBERTOT** (43-47-23-23), Les Enfants du Soleil, 20 h 30.  
**ATELIER** (46-06-49-24), Baby Room, 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.  
**ATHÈNES-JOUES** Jouvert (47-42-67-27), Salle C. Miroir, La Drame de la vie, 19 h.

**BERRY** (43-57-51-55), La maison acceptée l'échec, 20 h 30.  
**BOUFFES DU NORD** (43-39-34-50), Le roi de la nuit, 15 h 30 et 20 h 30, dim. 16 h.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), Une absence, 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (43-51-28-34), Théodore, 20 h 30, dim. 16 h.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.  
**CARTOUCHE ATELIER DU CHAUMON** (43-28-97-04), Les Brulans, 20 h 30.

**FONTAINE** (48-74-44-00), Quelle Femme L.: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

**GATÉ-MONTARNASSE** (43-22-16-18), Nocturnes: 15 h et 20 h 45, dim. 15 h.

**GARRE SS-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS** (43-26-63-51), Sigurd Man's Apprentices (Les Aiguillons): 20 h 30.

**GUICHET MONTARNASSE** (43-27-88-11), Box seats le samedi: 18 h 45. Le Festival de Caen: 20 h 30. Etroites: 22 h 15.

**GYMNASSE MARIE-BELL** (42-46-79-79), L'Ange gardien: 20 h 30, dim. 16 h.

**HUCHEITE** (43-26-38-99), La Camaraderie: 19 h 30. La Légion: 20 h 30.

**L'ESPACE EUROPEEN** (42-93-69-68), La Fausse Odette: 20 h 30.

**LA BASTILLE** (43-57-42-14), Petite salle. Rencontres avec Jean Van Valde. Festival d'automne à Paris 1988: 19 h 30, dim. 14 h 30.

**LA BRUYÈRE** (42-74-76-99), Les Amoureux: 21 h, dim. 15 h.

**LE BOUVIER** (43-73-47-94), Le Grand East: 20 h.

**LE GRAND ÉGARÉ** (43-90-90-99), Valéry: 20 h 15.

**LE PROLOGUE** (45-75-33-15), Et si on faisait le noir juste une minute?: 18 h 30 et 21 h.

**LES DÉCHARGEURS** (42-36-00-02), Le commissaire est bon enfant, l'épave: 21 h, dim. 17 h.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34), Théâtre noir. Le Petit Prince: 20 h. Mort à crédit: 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Pour un oui, pour un non: 21 h 30.

**MAXIMINE** (42-65-07-09), La Foire d'empoigne: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

**MARAT** (42-84-53), Une vie bouillonnante: 14 h 30. Le Grand Inconnu: 20 h 30.

**MARIE STUART** (45-08-17-80), Le Mont-Pèlerin: 18 h 30. La Trépassée: 20 h 30. Tonton Arthur: 22 h.

**MARGNY** (42-56-04-41), Les deux fides: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

**MAITHURINS** (42-65-00-00), La Femme à contre-jour: 18 h et 21 h, dim. 15 h.

**MAITHURINS (PELITS)** (42-65-00-00), La Minotaur: 16 h, mar., jeu., ven., sam., dim. 19 h.

**MICHEL** (42-65-35-02), Pylone pour six: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

**MICHOËRE** (47-42-95-23), Ma conscience de Vézère: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**MOCADOR** (48-75-00-00), Le Rêve de la servante Zélie: Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30, dim. 16 h.

**MONTARNASSE** (43-22-77-74), La Vraie Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

**MONTARNASSE (PELITS)** (43-22-77-74), Voyage au bout de la nuit: 20 h, dim. 15 h 30. Fables: 21 h 15, dim. 17 h.

**MUSEE DE CERE (HISTORIAL DE MONTARNASSE)** (46-06-78-92), Après-midi au Ciel: 15 h 45, dim. 15 h 30 et 17 h 30, dim. 16 h et 18 h 30.

**NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD** (43-31-11-99), La Prison de Hambourg: 20 h 30, dim. 15 h 30.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76), Le Grand Soudan: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

**ODÉON (PELITS)** (43-25-70-32), Les Mots amoureux: 18 h.

**OUVERTE** (48-74-42-51), Je ne suis pas Ruy Blas: 20 h et 21 h, dim. 15 h.

**PALAI DES CONGRÈS** (46-28-40-90), La Liberté et la Mort d'après Danton et Robespierre: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.

**PALAI DES GLACES (PELITS PAIS)** (48-43-11-30), Kérouac: 20 h 15. Les Vampires: 21 h 30.

**PALAI DES GLACES (GRANDE SALLE)** (46-07-49-93), L'Épave: 21 h.

**PALAI ROYAL** (42-97-54-41), Et le spectacle continue! Raymond Dorey: 20 h 30, dim. 15 h 30.

**PARIS-VILLETTE** (42-02-62-68), Premières Françaises de France L.: 21 h, dim. 16 h 30.

**POCHE-MONTARNASSE** (45-48-92-97), Salle L. La plus belle des trois: 21 h, dim. 15 h.

**PORT SAINT-MARTIN** (46-07-57-53), Teatr: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**SAINT-GEORGES** (48-78-43-47), Drole de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (43-08-21-93), L'Enferme de ma vie: 20 h 30.

**STUDIO DES ARTS-HÉBERTOT** (42-74-00-37), Marie, un matin: 19 h.

**STUDIOS CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-35-10), Albanie en cinq temps: 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

**TAC STUDIO** (43-73-74-47), Le Bonnet de la fou: 21 h. Dim. La Vénus sur l'autoroute: 16 h.

**THEATRE 13** (45-58-16-30), Jock: 20 h 30, dim. 15 h.

**THEATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU** (45-45-49-77), Le Camp: 20 h 45, dim. 17 h.

**THEATRE DE DIX HEURES** (42-64-35-90), Grand Soudan: 20 h 30. Brasseur, Rod: 22 h.

**THEATRE DE LA MAIN D'OEUVRE** (40-65-67-89), Maria: 15 h 30, dim. 14 h. Poney: 18 h, dim. 16 h 30. César: 18 h, dim. 16 h 30. L'Europe en cinq temps: 21 h 30. Dim. L'Europe: 16 h 30.

**THEATRE DE LA PLAINES** (40-43-01-82), Moi, Cagliostro, antichrist et le monde en cinq temps: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), Le Faiseur de théâtre Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30.

**THEATRE DU BEL AIR** (43-46-91-93), Marie: 20 h 30, dim. 16 h.

**THEATRE DU TAMBOR ROYAL** (48-06-73-34), Le Procès Louis XVI: 20 h 30, dim. 15 h.

**THEATRE GREVIN** (42-46-84-47), Teatr: 20 h 30, dim. 15 h.

**THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15), Grand Théâtre, D'Artagnan: 18 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

**THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-66-43-60), Petite salle. Une visite inopportune: 15 h 30 et 21 h.

**THEATRE RENAUD-BARRAULT** (42-56-60-70), Grande salle. Le Retour au départ Festival d'automne à Paris 1988: 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. M.L.T. Claude: 18 h 30. Petite salle. Lettres d'une religieuse portugaise: 20 h 30, dim. (débats) 15 h.

**TINTAMARRE** (48-87-33-82), Le Timbal: 15 h 30. Barthélemy: 19 h. Régal, sans miroir: 20 h 30. Les sujets se cachent pour mourir: 21 h 30 et 22 h 45.

**TOURTOUR** (48-87-42-48), Amistice au point de Greville: 19 h. God Marlon: 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40), Réflexions dans les labours: 16 h et 21 h. Dim. Toi et moi, et Paris: 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

**VARIETES** (42-33-09-92), Le Président: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.



## Le Carnet du Monde

**Naissances**  
- Eric et Marie ARDOUIN-FUMAT ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Samedi,  
à Albi, le 20 novembre 1988.

- Stéphane KHÉMIS et Catherine FOUCARD ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Samedi,  
le 17 novembre 1988.

**Décès**  
- M<sup>me</sup> Jean Chidiac, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> David Chaldecot et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Rial Obegi. Les familles Chidiac, Issa, Daoud, Chahade, Haraoui, Hajjchahine, Braid, Massad, Chaldecot, Obegi, Gemayel, Duverger, Khayat et Abou-Hatem. Et toutes les familles parentes et alliées.

ont la douleur de faire part du décès de

**M. ELI CHIDIAC,**

survenu à Paris, le 23 novembre 1988, dans sa trentième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5.

Les condoléances seront reçues à l'issue de la cérémonie.

49-51, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

- Ses parents, Ses frères et sœurs, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Henry de ROUVILLE,**

comte-téor,

le 24 novembre 1988, à l'âge de trente-trois ans.

Un culte d'action de grâce aura lieu le mercredi 30 novembre, à 18 h 30, en l'église protestante Saint-Jean, 147, rue de Grenelle, Paris (7<sup>e</sup>).

Un service d'inhumation se fera au temple de Vabre (Tarn), le vendredi 2 décembre 1988, à 15 heures.

« La lumière brille dans les ténèbres ».

Jean, J. S.

123, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Bouquet, 81330 Vabre.

- M. Jean Fernan, M. Eric Zannettacci, José et Fina Hernandez, ses dévoués amis.

Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Annie ZANNETTACCI-FERNAN,**

survenu le 24 novembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 28 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris (16<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation au cimetière de Passy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**

- En ce premier anniversaire du décès de

**Roland HAMON,**

peintre,

nous prions tous ceux qui l'ont connu et estimé d'avoir un moment de recueillement.

**Rectificatif**

- Dans la notice suivant l'avis de décès de

**M. Michel HULIN,**

publié dans le Carnet du Monde daté du 26 novembre, s'est par erreur que nous avons indiqué que le défunt était l'auteur du livre intitulé *La Face cachée du temps*.

**CARNET DU MONDE**

Tarifs : la ligne H.T.

Toutefois rubriques ..... 79 F

Abonnés ..... 69 F

Communications diverses ..... 82 F

Renseignements : 42-47-95-43

**VENDEUR 2 DÉCEMBRE**

(de 12 h à 19 h)

**SAMEDI 3 et DIMANCHE 4**

(de 10 h à 19 h)

Exposition internationale

**MINÉRAUX**

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

VENTE - ÉCHANGE

**HOTEL PULLMAN St-JACQUES**

17, bd Saint-Jacques

Paris-14<sup>e</sup> - M<sup>me</sup> Saint-Jacques

## Communications diverses

- En raison des perturbations des services postaux,

**L'ASSOCIATION AMICALE**

des anciens élèves

de l'ÉCOLE NATIONALE

SUPÉRIEURE DES MINES

DE PARIS

a le regret de faire part de l'annulation de la soirée de la

**SAINT-BARBE**

prévue le 2 décembre 1988, et qui est reportée à une date ultérieure.

Renseignements au 47-20-37-82.

« Paris-Rico à l'engrenage »

Séminaires - gravures - xylographes

Vernissage le 26 novembre 1988,

à partir de 19 heures.

3, rue des Tournelles, 75020 Paris.

Tél. : 43-64-32-75.

**CARNET DU MONDE**

Tarifs : la ligne H.T.

Toutefois rubriques ..... 79 F

Abonnés ..... 69 F

Communications diverses ..... 82 F

Renseignements : 42-47-95-43

**EXPOSITIONS**

**Marqueterie**

contemporaine

Le premier Salon international de la marqueterie internationale (SIM 88), qui se tient jusqu'au 18 décembre à Paris, propose une nouvelle vision de cet art ornemental dont la période de gloire fut le dix-huitième siècle, pendant lequel ébénistes et ornementalistes travaillaient en étroite collaboration.

Géométrie, relief, couleur, graphisme avant-gardiste, goût du découpage et humour caractérisent la production contemporaine en rupture avec l'image traditionnelle, voire somnolente, de cet art.

★ SIM 88 : Centre international de séjour de Paris, 6, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris.

Jusqu'au 18 décembre de 10 heures à 22 heures.

123, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Bouquet, 81330 Vabre.

- M. Jean Fernan, M. Eric Zannettacci, José et Fina Hernandez, ses dévoués amis.

Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Annie ZANNETTACCI-FERNAN,**

survenu le 24 novembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 28 novembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris (16<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation au cimetière de Passy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**

- En ce premier anniversaire du décès de

**Roland HAMON,**

peintre,

nous prions tous ceux qui l'ont connu et estimé d'avoir un moment de recueillement.

**Rectificatif**

- Dans la notice suivant l'avis de décès de

**M. Michel HULIN,**

publié dans le Carnet du Monde daté du 26 novembre, s'est par erreur que nous avons indiqué que le défunt était l'auteur du livre intitulé *La Face cachée du temps*.

**CARNET DU MONDE**

Tarifs : la ligne H.T.

Toutefois rubriques ..... 79 F

Abonnés ..... 69 F

Communications diverses ..... 82 F

Renseignements : 42-47-95-43

**VENDEUR 2 DÉCEMBRE**

(de 12 h à 19 h)

**SAMEDI 3 et DIMANCHE 4**

(de 10 h à 19 h)

Exposition internationale

**MINÉRAUX**

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

VENTE - ÉCHANGE

**HOTEL PULLMAN St-JACQUES**

17, bd Saint-Jacques

Paris-14<sup>e</sup> - M<sup>me</sup> Saint-Jacques

Assurés d'obtenir pour la troisième

fois la Cavache d'or des courses

plates, il avait battu au début de l'automne le record de victoires d'Yves Saint-Martin (183).

★ **TENNIS :** tournoi de Bruxelles. - Henri Lacoste s'est qualifié, vendredi 25 novembre, pour les demi-finales du tournoi de Bruxelles en battant l'Autrichien Wally Masur (6-4, 1-8, 6-3). En revanche, Eric Winogradski a été éliminé par l'Allemand de l'Ouest Patrick Kuhnen (6-4, 6-2).

★ **HIPPISME :** deux cents victoires pour Cash Asmusen. - Le jockey américain Cash Asmusen a remporté, vendredi 25 novembre à Maisons-Laffitte, sa deux centième victoire de la saison en France. Assurés d'obtenir pour la troisième

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4883**

**HORIZONTALEMENT**

I. Peut-être venir en aide à ceux qui craignent pour leur peau. - II. Un qui a l'habitude d'être dans le champ. Témoin d'une certaine joie de vivre. Facilement sorti. - III. Ne rougit pas en perdant contenance.

Membres d'une famille dans laquelle on grogne beaucoup. A les bras raides. - IV. Fut pour le refus.

Tels qu'il y en a pour tous les goûts. - V. Travailleur sur quelque chose qui pourra porter ses fruits. Accueillit d'antiques émigrants. - VI. Est appelé à suivre. Moitié du monde dans de beaux draps. - VII. Qui est peut-être trop gros pour passer. Tel que des questions restent souvent sans réponse. - VIII. Fait et refait. Interjection. Fit des ronds dans l'eau. Placé sous une feuille. - IX. Veille au grain. N'hésite pas à se faire à l'agitation. - X. Se rencontre sur les routes. Note. Doit sa présence à certaines sources. - XI. Qui sont faciles à diriger vers la sortie. Pas plus loin. - XII. On ne lui laisse pas l'occasion de reprendre son souffle. Ne grandit pas, bien au contraire, malgré une bonne alimentation. - XIII. Change souvent de mains. Béats à comble. - XIV. On peut à l'occasion, après l'avoir pris. Pronom. Joignent le geste à la parole. - XV. Une araignée y est parfois suspendue. A plus que son mot à dire. A un grand pouvoir d'attraction.

VERTICALEMENT

1. Fait la barbe. Endroit où l'on entend sonner les cloches. - 2. Où fréquentent des pèlerins. Peut se révéler utile pour celui qui a un trou à boucher. - 3. Un homme qui pousse à l'éclosion. Certaines préfèrent la terre ferme, d'autres n'hésitent pas à se mouiller. - 4. Engage des poursuites. Deux parmi onze. Lieu de consommation. Article. - 5. Coincé. Réserve d'une réflexion. On certains travaillent régulièrement sur un objectif bien précis. - 6. Peut se révéler utile à celui qui a l'habitude d'apporter sa pierre à l'édifice. Fait rendre des amours animales. Pre-

nant souvent le large. - 7. Est à l'origine d'une certaine agitation. - 8. Occasion de passer l'éponge. Port indien. - 9. Placé sur une tunique. Avait régulièrement du travail sur un bureau. Tel celui avec lequel on trouve à qui parler. - 10. Incident de parcours. Effaçait les souvenirs. - 11. D'une origine en partie commune. Pour le meilleur mais pas pour le pire. Éléments d'une liste. - 12. A des chapeaux à ses côtés. Grâce à lui, certains ont eu le pot. Fils de patriarche. - 13. Où chacun de nous accomplit les mêmes gestes. - 14. On se le faisait généralement pas se répéter. Empêcher d'aller de l'avant. - 15. Tirées d'affaires. Fait impression. Réfléchi.

Solution du problème n° 4882

**Horizontalement**

I. Menuisier. - II. Aoe. Ointe. - III. Rots. Tirs. - IV. Otomanes. - V. Emmer. - VI. Us. Mus. Or. - VII. Inter. Art. - VIII. Gitane. - IX. Io. Lest. - X. Ems. Veste. - XI. Roules. Et.

**Verticalement**

1. Marquisier. - 2. Ecot. Sa. Ono. - 3. Netze. Tg. Sa. - 4. Somme. - 5. Io. Murt. Va. - 6. Sitar. Aile. - 7. Insi. Ane. - 8. Ere. Oreste. - 9. Ressort. Tê. - 10. Rous. Et.

**GUY BROUTY.**

**PROBLÈME N° 4883**

**HORIZONTALEMENT**

I. Peut-être venir en aide à ceux qui craignent pour leur peau. - II. Un qui a l'habitude d'être dans le champ. Témoin d'une certaine joie de vivre. Facilement sorti. - III. Ne rougit pas en perdant contenance.

Membres d'une famille dans laquelle on grogne beaucoup. A les bras raides. - IV. Fut pour le refus.

Tels qu'il y en a pour tous les goûts. - V. Travailleur sur quelque chose qui pourra porter ses fruits. Accueillit d'antiques émigrants. - VI. Est appelé à suivre. Moitié du monde dans de beaux draps. - VII. Qui est peut-être trop gros pour passer. Tel que des questions restent souvent sans réponse. - VIII. Fait et refait. Interjection. Fit des ronds dans l'eau. Placé sous une feuille. - IX. Veille au grain. N'hésite pas à se faire à l'agitation. - X. Se rencontre sur les routes. Note. Doit sa présence à certaines sources. - XI. Qui sont faciles à diriger vers la sortie. Pas plus loin. - XII. On ne lui laisse pas l'occasion de reprendre son souffle. Ne grandit pas, bien au contraire, malgré une bonne alimentation. - XIII. Change souvent de mains. Béats à comble. - XIV. On peut à l'occasion, après l'avoir pris. Pronom. Joignent le geste à la parole. - XV. Une araignée y est parfois suspendue. A plus que son mot à dire. A un grand pouvoir d'attraction.

VERTICALEMENT

1. Fait la barbe. Endroit où l'on entend sonner les cloches. - 2. Où fréquentent des pèlerins. Peut se révéler utile pour celui qui a un trou à boucher. - 3. Un homme qui pousse à l'éclosion. Certaines préfèrent la terre ferme, d'autres n'hésitent pas à se mouiller. - 4. Engage des poursuites. Deux parmi onze. Lieu de consommation. Article. - 5. Coincé. Réserve d'une réflexion. On certains travaillent régulièrement sur un objectif bien précis. - 6. Peut se révéler utile à celui qui a l'habitude d'apporter sa pierre à l'édifice. Fait rendre des amours animales. Pre-

nant souvent le large. - 7. Est à l'origine d'une certaine agitation. - 8. Occasion de passer l'éponge. Port indien. - 9. Placé sur une tunique. Avait régulièrement du travail sur un bureau. Tel celui avec lequel on trouve à qui parler. - 10. Incident de parcours. Effaçait les souvenirs. - 11. D'une origine en partie commune. Pour le meilleur mais pas pour le pire. Éléments d'une liste. - 12. A des chapeaux à ses côtés. Grâce à lui, certains ont eu le pot. Fils de patriarche. - 13. Où chacun de nous accomplit les mêmes gestes. - 14. On se le faisait généralement pas se répéter. Empêcher d'aller de l'avant. - 15. Tirées d'affaires. Fait impression. Réfléchi.

Solution du problème n° 4882

**Horizontalement**

I. Menuisier. - II. Aoe. Ointe. - III. Rots. Tirs. - IV. Otomanes. - V. Emmer. - VI. Us. Mus. Or. - VII. Inter. Art. - VIII. Gitane. - IX. Io. Lest. - X. Ems. Veste. - XI. Roules. Et.

**Verticalement**

1. Marquisier. - 2. Ecot. Sa. Ono. - 3. Netze. Tg. Sa. - 4. Somme. - 5. Io. Murt. Va. - 6. Sitar. Aile. - 7. Insi. Ane. - 8. Ere. Oreste. - 9. Ressort. Tê. - 10. Rous. Et.

**GUY BROUTY.**

**PROBLÈME N° 4883**

**HORIZONTALEMENT**

I. Peut-être venir en aide à ceux qui craignent pour leur peau. - II. Un qui a l'habitude d'être dans le champ. Témoin d'une certaine joie de vivre. Facilement sorti. - III. Ne rougit pas en perdant contenance.

Membres d'une famille dans laquelle on grogne beaucoup. A les bras raides. - IV. Fut pour le refus.

Tels qu'il y en a pour tous les goûts. - V. Travailleur sur quelque chose qui pourra porter ses fruits. Accueillit d'antiques émigrants. - VI. Est appelé à suivre. Moitié du monde dans de beaux draps. - VII. Qui est peut-être trop gros pour passer. Tel que des questions restent souvent sans réponse. - VIII. Fait et refait. Interjection. Fit des ronds dans l'eau. Placé sous une feuille. - IX. Veille au grain. N'hésite pas à se faire à l'agitation. - X. Se rencontre sur les routes. Note. Doit sa présence à certaines sources. - XI. Qui sont faciles à diriger vers la sortie. Pas plus loin. - XII. On ne lui laisse pas l'occasion de reprendre son souffle. Ne grandit pas, bien au contraire, malgré une bonne alimentation. - XIII. Change souvent de mains. Béats à comble. - XIV. On peut à l'occasion, après l'avoir pris. Pronom. Joignent le geste à la parole. - XV. Une araignée y est parfois suspendue. A plus que son mot à dire. A un grand pouvoir d'attraction.

VERTICALEMENT

1. Fait la barbe. Endroit où l'on entend sonner les cloches. - 2. Où fréquentent des pèlerins. Peut se révéler utile pour celui qui a un trou à boucher. - 3. Un homme qui pousse à l'éclosion. Certaines préfèrent la terre ferme, d'autres n'hésitent pas à se mouiller. - 4. Engage des poursuites. Deux parmi onze. Lieu de consommation. Article. - 5. Coincé. Réserve d'une réflexion. On certains travaillent régulièrement sur un objectif bien précis. - 6. Peut se révéler utile à celui qui a l'habitude d'apporter sa pierre à l'édifice. Fait rendre des amours animales. Pre-

nant souvent le large. - 7. Est à l'origine d'une certaine agitation. - 8. Occasion de passer l'éponge. Port indien. - 9. Placé sur une tunique. Avait régulièrement du travail sur un bureau. Tel celui avec lequel on trouve à qui parler. - 10. Incident de parcours. Effaçait les souvenirs. - 11. D'une origine en partie commune. Pour le meilleur mais pas pour le pire. Éléments d'une liste. - 12. A des chapeaux à ses côtés. Grâce à lui, certains ont eu le pot. Fils de patriarche. - 13. Où chacun de nous accomplit les mêmes gestes. - 14. On se le faisait généralement pas se répéter. Empêcher d'aller de l'avant. - 15. Tirées d'affaires. Fait impression. Réfléchi.

Solution du problème n° 4882

**Horizontalement**

I. Menuisier. - II. Aoe. Ointe. - III. Rots. Tirs. - IV. Otomanes. - V. Emmer. - VI. Us. Mus. Or. - VII. Inter. Art. - VIII. Gitane. - IX. Io. Lest. - X. Ems. Veste. - XI. Roules. Et.

**Verticalement**

1. Marquisier. - 2. Ecot. Sa. Ono. - 3. Netze. Tg. Sa. - 4. Somme. - 5. Io. Murt. Va. - 6. Sitar. Aile. - 7. Insi. Ane. - 8. Ere. Oreste. - 9. Ressort. Tê. - 10. Rous. Et.

**GUY BROUTY.**

**PROBLÈME N° 4883**

**HORIZONTALEMENT**

I. Peut-être venir en aide à ceux qui craignent pour leur peau. - II. Un qui a l'habitude d'être dans le champ. Témoin d'une certaine joie de vivre. Facilement sorti. - III. Ne rougit pas en perdant contenance.

Membres d'une famille dans laquelle on grogne beaucoup. A les bras raides. - IV. Fut pour le refus.

Tels qu'il y en a pour tous les goûts. - V. Travailleur sur quelque chose qui pourra porter ses fruits. Accueillit d'antiques émigrants. - VI. Est appelé à suivre. Moitié du monde dans de beaux draps. - VII. Qui est peut-être trop gros pour passer. Tel que des questions restent souvent sans réponse. - VIII. Fait et refait. Interjection. Fit des ronds dans l'eau. Placé sous une feuille. - IX. Veille au grain. N'hésite pas à se faire à l'agitation. - X. Se rencontre sur les routes. Note. Doit sa présence à certaines sources. - XI. Qui sont faciles à diriger vers la sortie. Pas plus loin. - XII. On ne lui laisse pas l'occasion de reprendre son souffle. Ne grandit pas, bien au contraire, malgré une bonne alimentation. - XIII. Change souvent de mains. Béats à comble. - XIV. On peut à l'occasion, après l'avoir pris. Pronom. Joignent le geste à la parole. - XV. Une araignée y est parfois suspendue. A plus que son mot à dire. A un grand pouvoir d'attraction.

VERTICALEMENT

1. Fait la barbe. Endroit où l'on entend sonner les cloches. - 2. Où fréquentent des pèlerins. Peut se révéler utile pour celui qui a un trou à boucher. - 3. Un homme qui pousse à l'éclosion. Certaines préfèrent la terre ferme, d'autres n'hésitent pas à se mouiller. - 4. Engage des poursuites. Deux parmi onze. Lieu de consommation. Article. - 5. Coincé. Réserve d'une réflexion. On certains travaillent régulièrement sur un objectif bien précis. - 6. Peut se révéler utile à celui qui a l'habitude d'apporter sa pierre à l'édifice. Fait rendre des amours animales. Pre-

nant souvent le large. - 7. Est à l'origine d'une certaine agitation. - 8. Occasion de passer l'éponge. Port indien. - 9. Placé sur une tunique. Avait régulièrement du travail sur un bureau. Tel celui avec lequel on trouve à qui parler. - 10. Incident de parcours. Effaçait les souvenirs. - 11. D'une origine en partie commune. Pour le meilleur mais pas pour le pire. Éléments d'une liste. - 12. A des chapeaux à ses côtés. Grâce à lui, certains ont eu le pot. Fils de patriarche. - 13. Où chacun de nous accomplit les mêmes gestes. - 14. On se le faisait généralement pas se répéter. Empêcher d'aller de l'avant. - 15. Tirées d'affaires. Fait impression. Réfléchi.

Solution du problème n° 4882

**Horizontalement**

I. Menuisier. - II. Aoe. Ointe. - III. Rots. Tirs. - IV. Otomanes. - V. Emmer. - VI. Us. Mus. Or. - VII. Inter. Art. - VIII. Gitane. - IX. Io. Lest. - X. Ems. Veste. - XI. Roules. Et.



AFFAIRES

M. Bérégovoy a décidé de relancer l'offensive contre la Société générale

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a décidé de relancer l'offensive contre la Société générale. Depuis quelques jours, la bataille autour de la quatrième banque française semblait s'émousser dans d'intenses négociations entre les émissaires de M. Georges Fèbèreau, l'assailant, et ceux de M. Marc Vénat, le président. Chaque camp affichait, officiellement, une ferme volonté d'aboutir à un accord. Ce n'était finalement qu'une paix provisoire. La bataille boursière pourrait reprendre lundi, encore que le ministre d'Etat et ses collaborateurs aient quelques difficultés à imposer leur volonté.

Face au blocage apparent de la situation, M. Bérégovoy — qui continue à affirmer qu'il n'est pour rien dans cette affaire — a engagé avec ses deux principaux collaborateurs sur ce sujet, son directeur de cabinet, M. Alain Bouhili, et son chargé de mission, M. Patrick Carrel, une stratégie à deux dimensions : des pressions sur les actionnaires privés de la Société générale, d'une part, des « ordres » en direction des actionnaires publics, d'autre part.

Pour organiser sa défense, M. Marc Vénat a cherché, depuis quelques semaines, à renforcer son actionnariat en faisant appel à des grandes entreprises privées, industrielles et commerciales. Plusieurs d'entre elles auraient acquis des petits paquets d'actions. On a parlé de Michelin, de Peugeot, de Pernod-Ricard, de Lafarge, etc. La direction de la banque n'a jamais confirmé ces rumeurs. Depuis le début de la semaine qui vient de s'écouler, les collaborateurs du ministre d'Etat multiplient les pressions sur les actionnaires privés de la banque, anciens et nouveaux. L'un d'eux, convoqué à deux reprises, aurait même été l'objet d'une menace de déstabilisation sur son propre capital au cas où il refuserait d'obéir à la volonté de la Rue de Rivoli.

Les actionnaires publics en première ligne

Mais la stratégie du ministre d'Etat s'appuie surtout sur les actionnaires publics de la banque, et en particulier sur les trois sociétés nationales d'assurances (l'UAP, les AGF et le GAN). M. Bérégovoy a demandé, par téléphone pour l'instant, aux dirigeants de ces trois entreprises (respectivement MM. Jean Peyrelevade, Michel Albert et François Heilbronn) d'acheter des titres de la Société générale sur le marché. Ces trois compagnies publiques sont déjà actionnaires de la banque, puisque elles avaient été retenues dans le groupe des actionnaires sta-

bles désignés par M. Edmond Balladur, alors ministre de l'économie, à l'occasion de la privatisation, à l'été 1987. Actuellement, les AGF possèdent environ 4 % du capital de la Société générale, le GAN à peu près 3 % et l'UAP 2 %.

M. Georges Fèbèreau détenant, depuis mercredi 23 novembre et, comme il l'a annoncé vendredi 25, avec Marceau Investissements et la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP), 10,36 % des actions de la banque, il pourrait constituer avec ces actionnaires publics un groupe disposant de plus de 20 % des titres. En demandant aux trois assureurs publics d'acheter des actions, M. Bérégovoy espère ainsi renforcer ce groupe, auquel il faut ajouter les 2 % environ de la société industrielle encore nationalisée Rhône-Poulenc.

Les trois dirigeants d'assurances vont, ils acceptent la demande du ministre d'Etat ? On sait que, comme assureurs, ils sont très soucieux de ne pas mettre tous les fonds — ou une partie importante de leur placement — dans une seule société. Il leur est nécessaire d'assurer une certaine dispersion de leurs risques. On sait aussi que, comme tous leurs confrères, ils souhaitent continuer à conserver, dans leur politique de prise de participation, une certaine neutralité, indispensable à tout investisseur institutionnel.

Dès le début de l'affaire, M. Jean Peyrelevade, patron de l'UAP, avait dit, fait savoir rue de Rivoli qu'il ne souhaitait pas s'engager dans cette offensive sur la Générale. On peut penser que, comme M. Michel Albert, son homologue aux AGF, il a répondu par la négative à la proposition de M. Bérégovoy. Quant à M. François Heilbronn, ancien conseiller de M. Jacques Chirac et actuel président du GAN, il semble avoir adopté pour l'instant une position moins ferme. Dans les milieux boursiers, on affirme que le GAN a commencé à acheter des valeurs.

En cherchant ainsi à engager les actionnaires publics dans la bataille, M. Bérégovoy et ses collaborateurs révèlent la véritable nature, politique, de l'opération. Mais cette politique risque fort de se retourner contre le ministre d'Etat. D'abord parce qu'elle apparaît comme une renationalisation. Ensuite parce qu'après les milieux financiers français et étrangers, de nombreux socialistes commencent à s'inquiéter des conditions dans lesquelles l'opération est menée. L'argent de la Caisse des dépôts, organisme public qui a épaulé M. Fèbèreau, aurait-il été utilisé pour l'enrichissement personnel de quelques capitalistes ? La question est de plus en plus souvent posée.

ERIK IZRAELWICZ

« Quand le gouvernement cache la réalité » (précision)

Le Monde a consacré dans ses éditions datées du 26 novembre une analyse du déficit budgétaire et de l'endettement public. Cette analyse portait sur l'ensemble de la période 1983-1988, mais plusieurs lecteurs nous ont fait remarquer que le titre était ambigu puisqu'il pouvait laisser penser que seul l'actuel gouvernement était visé par le reproche fait aux pouvoirs politiques de cacher le niveau réel du déficit budgétaire. Nous leur en donnons acte puisque la pratique est ancienne et que le gouvernement Rocard l'a plutôt atténuée.

REPÈRES

Croissance Toujours forte en France

La croissance économique en France s'est poursuivie à un rythme élevé au troisième trimestre. Les comptes de l'INSEE montrent que le PIB marchand a augmenté de 0,8 % (ce qui correspond à un rythme annuel de plus de 3 %), après + 0,4 % au deuxième trimestre et + 1,2 % au premier trimestre. La force de l'activité au troisième trimestre s'explique surtout par la consommation des ménages qui, avec + 1,8 %, a redonné, après un premier semestre où elle avait stagné. Ce sont surtout les achats d'automobiles qui ont entraîné cette reprise des achats des ménages.

ÉTRANGER

Forte consommation et taux d'intérêt record

Déficit historique des comptes extérieurs de la Grande-Bretagne

Le déficit record de la balance des paiements courants britannique, 2,43 milliards de livres (26,24 milliards de francs) en octobre, a pris les marchés financiers par surprise, vendredi 25 novembre. Pour stopper l'affaiblissement de la livre et tenter de freiner la surchauffe, la Banque d'Angleterre a immédiatement relevé d'un point son taux d'intervention, porté à 13 %. Un mouvement suivi par tous les grands instituts de crédit.

L'alerte a été suffisamment chaude pour amener la Banque d'Angleterre à frapper un grand coup. Depuis juin dernier, la Banque centrale s'était attachée à prouver la détermination du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation, en relevant, par demi-points successifs, les taux d'intérêt. En pratiquant une hausse brutale d'un point, elle porte le loyer de l'argent britannique à son plus haut niveau depuis mars 1985 et à un taux inégalé parmi les sept principaux pays industriels.

Le déficit historique de la balance des paiements courants a entraîné les pouvoirs publics à réagir fortement. Avec 2,43 milliards de livres en octobre, le solde négatif des dix premiers mois de l'année est porté à 12,2 milliards (132 milliards de francs), confortant les analystes

qui prévoyaient un passif supérieur à 14 milliards pour l'ensemble de 1988. Cette détérioration n'a pas la même signification qu'aux États-Unis. Les Américains, vis-à-vis de l'étranger, sont devenus débiteurs nets de 400 milliards de dollars (2400 milliards de francs), alors que les Britanniques sont toujours créditeurs de quelque 200 milliards (1200 milliards de francs). Mais la solidité financière de la Grande-Bretagne ne peut faire oublier la faiblesse d'une balance commerciale déficitaire de 2,83 milliards de livres en octobre. Un réel signal d'alarme.

On peut, certes, comme l'a fait, vendredi 25 novembre, le chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson, juger « aberrants » les chiffres d'octobre. La grève des postes, en septembre, a entraîné de sérieuses perturbations pour les exportateurs. Un fait demeure pourtant : au cours des trois derniers mois, les exportations ont progressé de 4,5 % par rapport à la période correspondante de 1987. Dans le même temps, les importations faisaient un bond de 14 %, dopées par une demande intérieure très vive.

M. Lawson avait quelque raison, il y a trois jours, de qualifier d'« insoutenable » le niveau actuel de l'activité économique. Depuis une semaine, les statistiques se succèdent et se ressemblent sur ce

point. L'expansion économique a atteint 1,3 % au cours du troisième trimestre, portant à 5,3 % le rythme annuel de la croissance, depuis le début de l'année. On est loin de l'« atterrissage en douceur », souhaité par le chancelier de l'Échiquier, qui visait à limiter la progression du revenu national, en 1988, à 3,5 %. La surprenante croissance économique que connaît la Grande-Bretagne et qui atteint, en moyenne, 3,7 % depuis 1983 continue de montrer ses dangers. Les risques de surchauffe viennent d'être confirmés par le dérapage de 6,4 %, sur douze mois, des prix à la consommation en octobre.

Inflation salariale

Comment les Britanniques en sont-ils arrivés là, alors que l'inflation moyenne des pays industriels sera, selon l'OCDE, de l'ordre de 3,75 % cette année ? La forte reprise économique des dernières années s'est accompagnée d'une hausse des revenus et d'une accélération des salaires, à l'origine d'un boom de la consommation qui ne se dément toujours pas. Deux facteurs ont renforcé ce phénomène : les réductions d'impôt consenties dans le budget entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril dernier, puis ramenant le taux maximal de l'impôt sur le revenu de 60 % à 40 % ; une pénurie de main-

d'œuvre qualifiée qui pousse les chefs d'entreprise à certaines largesses.

Dans leur soif de croissance, les statistiques rendent mal compte d'une évolution nouvelle en Grande-Bretagne. La progression des salaires, désormais de 9,25 % sur douze mois en moyenne, recouvre nombre d'accords dépassant la barre des 10 %. Mais rares sont ceux qui ont été arrachés par les syndicats. Si le premier ministre Margaret Thatcher a su casser la mobilisation syndicale, elle n'a pas réussi à contraindre un patronat plus soucieux de faire tourner les entreprises que d'éviter une accélération de l'inflation. Ravis d'une prospérité longtemps attendue et d'une baisse constante, depuis vingt-sept mois, du chômage les Britanniques ont en outre tiré sur leur épargne dont le taux est tombé à son niveau le plus bas depuis 1958 (2,5 % des revenus réels).

Pour casser cet enchaînement menaçant, le Chancelier de l'Échiquier s'en tient à son credo libéral. Jouer sur une livre forte, qu'elle qu'en soient les conséquences pour les exportateurs, et sur l'arme des taux d'intérêt. Ces derniers sont passés de 7,5 % en juin à 13 % aujourd'hui sans que les consommateurs donnent le moindre signe de lassitude. En octobre, les ventes au détail ont encore beaucoup augmenté.

FRANÇOISE CROUGNEAU

Les conflits sociaux

Le gouvernement face à la paralysie totale du RER

Le calvaire des usagers de la ligne A et, dans une moindre mesure, de la ligne B du réseau express régional (RER) prendra fin, lundi 28 novembre. Finit les entassements de 18 h lorsque les voyageurs sont contraints de se tenir debout sur les banquettes ! Éteint l'exaspération de ceux qui ne savent pas à quelle heure ils parviendront à leur travail et quand ils seront de retour à la maison : lundi, aucun RER ne circulera plus.

La direction de la RATP essaiera de mettre en place, malheureusement, un réseau de bus de substitution, un bien pauvre moyen pour pallier la thrombose qui frappe le RER asphyxié par la grève d'une municipalité d'ouvriers des ateliers d'entretien de la RATP. Plus de réparations, plus de sécurité, plus de rames.

Une mission de conciliation

Le conflit est basé. La CGT et FO-éducation réclament 1 000 F de plus par mois ; la direction en propose dix fois moins. Ses modalités ? Les moins : les grévistes, dont la proportion tourne autour de 30 % sur un total de huit cent vingt ouvriers, ont choisi des formes d'action paralysantes. Non contents de pratiquer une grève tournante qui minimise les inconvénients techniques, ils occupent les signaux des ateliers de Boissy-Saint-Leger, Massy et Neuilly pour empêcher les rames d'entrer et de sortir. La direction a cherché à assigner en justice ces « commandos ». Ceux-ci mettant des gages à l'approche de visiteurs suspects, c'est à la journée que l'huissier a effectué les constatations.

ont abouti, le 25 novembre, à l'ordonnance du juge des référés de Nanterre prescrivant l'évacuation des voies ferrées.

M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, s'efforce de mener de front dialogue et fermeté. Il a condamné « solennellement les pratiques illégales [...] qui constituent un véritable dévoiement du droit de grève » et qui pénalisent les salariés d'Ile-de-France. Il a demandé à M. Bernard Brumles, ancien conseiller à Matignon de M. Pierre Mauroy pour les affaires sociales, de mener à bien une mission de conciliation pendant ce week-end.

La marge de manœuvre du ministre est étroite. S'il cède aux revendications des ouvriers de la RATP, la CGT s'empresse d'étendre le mouvement à la catégorie équivalente de la SNCF, moins bien payée de 15 % environ. S'il fait intervenir les forces de l'ordre, FO, la CFTD, la CFTC, les « autonomes » et les « indépendants », lui promettent une « riposte unitaire ». Il lui faut donc obtenir, d'abord, un déblocage des voies d'accès aux ateliers afin que les ouvriers repartent suffisamment de rames du RER pour rétablir un service minimum. La CGT fera tout pour s'opposer à cette dédramatisation qui soulagerait son isolement.

ALAIN FAUJAS

Le mouvement de mécontentement se poursuit dans les Postes, à EDF et chez les pharmaciens

Hormis la RATP, à Paris, les divers mouvements de grève demeurent limités, sauf à Marseille où la situation reste délicate pour les remboursements de Sécurité sociale.

Les caisses d'assurance-maladie, pour la distribution du courrier et pour les transports urbains affectés par des débrayages.

● Aux PTT, il faut noter la fin de la grève du centre de tri de Sotteville-lès-Rouen, après deux jours d'arrêt de travail. Lyon-Montchatet, Clermont-Ferrand, Bastia et Marseille sont toujours bloqués, ainsi qu'Amiens, où les organisations patronales appellent à une manifestation pour le lundi 28 novembre, à 17 heures.

● A la SNCF, des perturbations se produisent sur les lignes de Paris-

Bordeaux-Mendaye et de Bordeaux-Toulouse. Deux trains sur trois circulent.

● A Air France, les débrayages de la catégorie de treize vols pendant le week-end, cinq samedi et huit dimanche. Onze avions sur cent quatre sont immobilisés.

● A EDF, les baisses de production d'électricité se poursuivent dans les centrales, notamment nucléaires. La CGT prétend que « les conditions de vie et de travail des personnels ne permettent plus d'assurer la surveillance et l'entretien comme il le faudrait ». La direction affirme, de son côté, que la sécurité n'est pas compromise, et que « le personnel gréviste répondrait aux règles de sûreté s'il se produisait un incident ». Au centre de retraitement de

L'expert en relations sociales qu'est M. Delebarre aura besoin de tout son talent pour sortir du piège politique qui est tendu au gouvernement. La prise en otage des usagers des transports en commun de la région parisienne n'a d'autre but — on en est persuadé dans les milieux du pouvoir — que de contraindre le Parti socialiste à s'associer au Parti communiste pour les élections municipales... tout en écornant l'image sociale d'un gouvernement déjà mise à mal par le conflit de infirmières et des postiers.

Elu secrétaire général

M. Jean Kaspar appelle à la « modernisation » de la CFTD

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Dans la soirée du 25 novembre, à Strasbourg, dans son Alsace natale, M. Jean Kaspar, quarante-sept ans, élu au congrès de la CFTD, obtient l'unanimité des trente-cinq voix du bureau national et succède à M. Edmond Maire, cinquante-sept ans. Un changement historique et apparemment sans doute qui est intervenu au terme d'un congrès souvent houleux et confus. M. Nicole Notat a été reconduite à la commission exécutive par 31 voix sur 35 et n'a obtenu que 26 voix pour le poste de secrétaire générale adjointe.

Chaleureux à l'égard de M. Maire dont l'influence « touche à la société tout entière », M. Kaspar lui a malicieusement lancé : « C'est vrai, Edmond, tu n'as pas toujours été un secrétaire général de tout repos. Mais ce n'est pas par la facilité que l'on atteint les sommets ». La facilité, ce n'est pas non plus ce qui attend M. Kaspar, qui a estimé qu'à Strasbourg — « le congrès de

l'adaptation » — la CFTD a tracé « de nouvelles frontières pour le syndicalisme », en montrant qu'elle a toujours « une grande ambition pour la société ».

D'emblée, M. Kaspar a résumé son état d'esprit en deux mots : « ouverture et fermeté ». Ouverture pour annoncer le changement démocratique de la CFTD — l'engagement vient à point — mais aussi pour « comprendre les mutations et les évolutions qui s'opèrent dans la société ». Fermeté vis-à-vis de l'extrême droite, des « groupuscules », d'extrême gauche, mais aussi à l'égard du gouvernement et du patronat « pour qu'ils prennent en compte nos propositions ».

« Notre société », a souligné M. Kaspar, peut continuer à glisser insensiblement sur la pente du repli sur soi et d'un individualisme effréné. « Ce repli, s'il est poursuivi, sera en effet insupportable si le syndicalisme baisse les bras et laisse au patronat et au gouvernement quel qu'il soit le champ libre (...), s'il ne secoue pas l'immobilisme social qui [les] caractérise encore ».

Le syndicalisme doit « reconnaître sa légitimité dans une société qui lui est hostile (non pas) à coups d'affirmation mais à travers une pratique, une capacité de débat et avec la pertinence de nos propositions qui démontreront que le syndicalisme est toujours utile aux individus, aux entreprises et à la société ». Apporter donc des « réponses concrètes ».

Vieux démons

M. Kaspar a proclamé par ailleurs sa volonté de « créer les conditions d'une plus grande convergence » entre les organisations syndicales. Sans citer aucune confédération, il s'est dit prêt à agir pour « passer d'un pluralisme de division à un pluralisme de création plus coopérative », y compris au niveau européen.

Elu triomphalement, M. Kaspar, à qui échoit le secteur international, aura bien besoin de ses qualités de rassembleur. Dans la nouvelle commission exécutive ramenée à huit

membres dont quatre sont originaires de l'est de la France, M. Kaspar devra faire équipe avec M. Nicole Notat, secrétaire générale adjointe, chargée de la politique revendicative proche de M. Maire qui l'aurait préféré au secrétaire général. Ses proches occuperont des postes importants. L'économie et la fonction publique pour M. Alain Chupin (34 voix), la pratique syndicale pour M. Jean-René Masson (33 voix), la trésorerie et la protection sociale pour M. Jean-Marie Spaeth (34 voix). Aux autres postes, on trouve M. Jacquier (29 voix). Pour l'emploi et la formation, M. Trogic (31 voix) pour la société, M. Maudray (30 voix) pour l'orientation.

Le vote de la résolution d'orientation et d'activité limite le satisfecit : 59,64 % pour (4 points de moins qu'à Bordeaux en 1985) 33,28 % contre et 7,08 % d'abstentions et de nuls. La majorité confédérale retrouve donc les contours de celle de 1982 au congrès de Metz. De plus, un amendement visant à dissocier la sanction des orientations à venir de celles de l'activité passée a recueilli 40,8 % des voix. A la nouvelle commission exécutive, les proches de M. Maire ont été les moins bien élus. Mais avant son départ, M. Maire aura eu la satisfaction de voir la demande d'adhésion à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) largement ratifiée (81,5 % pour).

C'est l'affaire Héritier qui a laissé planer une permanence une zone d'ombre sur le congrès et a cristallisé les mécontentements. L'amendement du syndicat des transports de Côte-d'Or soutenu par trois cent quatre-vingt-huit syndiqués et visant à modifier les statuts pour tenter de « sauver » le trésorier sortant a été repoussé par 53,8 % des congressistes le 25 novembre au soir. Mais les débats internes souvent vifs ont fini par masquer le changement de secrétaire général et par faire passer au second plan les enjeux de l'adaptation. La CFTD a poursuivi le rattachement de son héritage soixante-huitard (dissociant l'auto-gestion du socialisme, proclamant son autonomie face aux partis de gauche), satisfaisant ainsi à autant de prérequis indispensables à la « modernisation ».

Reste à démontrer son « savoir-faire » sur le terrain. M. Kaspar a bien du pain sur la planche, alors que son syndicat n'a maîtrisé encore tout à fait ni ses nostalgies, ni ses vieux démons.

MICHEL NOBLECOURT

(Je) Nicole Notat, secrétaire générale adjointe, est née le 26 juillet 1947 à Châtillon (Marne), institutrice, elle a adhéré à la CFTD en 1967, devenant dans l'année suivante secrétaire du SGEN dans la Meuse. Secrétaire générale régionale du SGEN Lorraine, elle entre à la commission exécutive en 1982 prenant en charge en 1985 le secteur emploi-formation professionnelle.)



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**R**AFRAICHIE durant les quinze derniers jours, la température est très largement remontée cette semaine sur Vivienne, avant de redescendre un peu à la veille du week-end. Une semaine qui, avec les craintes d'ordre monétaire, ne s'était pas ouverte sous de très bons auspices. La première séance, n'ayant pas pour des mois, avait été mauvaise (-0,92 %). Non pas que le marché ait cédé ce jour-là à la pression des ventes. Surtout, l'absence d'initiatives à l'achat fut plus cruellement ressentie. Le lendemain, cependant, la Bourse parvenait à retrouver un semblant d'équilibre (+0,05 %). L'homme était satisfait, et la liquidation de novembre, qui s'annonçait perdante, resta positive (+0,94 %) pour la huitième fois consécutive et la neuvième fois de l'année. Si le record de 1986 (onze liquidations gagnantes) n'a pas été battu, la performance n'en vaut pas moins d'être relevée, puisqu'elle a été accomplie au sortir de la plus grave crise que la Bourse ait jamais traversée. Qui l'eût cru. Mais bref ! Le marché aurait pu en rester là. Contre toute attente, les deux séances suivantes furent relativement bonnes. Mercredi soir, l'avance moyenne des cours atteignait 0,84 %, un score jugé correct pour l'annonce d'un nouveau terme boursier. Et le lendemain, elle s'élevait encore à 0,45 %. A la veille du week-end, toutefois, la tendance se renversa soudain dans la journée, qui commença avec 0,34 % de hausse, se solda par une baisse de 0,14 % après un creux de 0,8 %. Si bien que d'un vendredi à l'autre, les divers indices ont modestement progressé (+0,6 % environ). Pas de quoi fêter un chat.

Même insignifiant, ce résultat tient cependant de la prudence. Depuis le début de l'année, Paris a monté de 30 %, de 60 % même, à partir de ses niveaux de la fin du mois de janvier, qui avait été exécrable. C'est une réelle performance après les 35 % de chute occasionnée par le krach et que seul Bruxelles a égalée (+31 %). Tokyo, malgré un dynamisme peu ordinaire, restant très en retrait (+34 %).

A l'évidence, Paris se refuse à baisser, et, même détrois, son avance semble contredire les pronostics pessimistes faits sur l'arrivée inéluctable d'une forte vague de ventes bénéficiaires. Ce qui ne veut pas dire que celles-ci ne se produiront pas. Mais le fait est que, cette semaine, le décor était planté pour favoriser le déclenchement de la correction technique attendue.

Arrivée par la baisse du dollar, continue il est vrai par les interventions répétées des banques centrales, la peur d'une hausse des taux d'intérêt a sérieusement terni les marchés financiers. Avant de se ressaisir un peu, Wall Street en avait eu un malaise, et les autres marchés, Tokyo excepté, n'ont pas été brillants non plus. Mais le marché

## La cinquième vague d'Elliott

parisien a, semble-t-il, voulu ignorer les bruits de l'extérieur jusqu'à ce que, vendredi, après l'annonce d'un déficit historique de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre décide de relever d'un point son taux d'intervention et les banques centrales britanniques leur taux de base.

Le moins que l'on puisse dire à la nouvelle a rafraîchi l'atmosphère. Mais n'était-elle pas prévisible ?

A vrai dire, personne sous les lambris n'a voulu vraiment croire à une possible aggravation de la situation monétaire. Le fait que M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, et son homologue allemand, M. Gerhard Stoltenberg, se soient mis d'accord pour demander la convocation d'une réunion des sept pays industriels (G-7) immédiatement après l'entrée en fonctions de M. George Bush a fait naître l'espoir d'un arrangement. La solide tension enregistrée entre-Manche va-t-elle modifier le sentiment de la communauté financière ?

L'effet d'annonce le laisse à penser. Il conforte, en tout cas, les prévisions des analystes sur graphiques, qui, s'appuyant sur la théorie de Ralph Nelson Elliott, annoncent la fin prochaine du cycle haussier. Selon Elliott, en effet, quand une Bourse monte, elle le fait suivant cinq phases successives : hausse, baisse, petite hausse, petite baisse, à nouveau hausse et baisse, etc. La cinquième et dernière phase est en train de s'achever paraît-il. Va pour la cinquième vague. Mais quand on sait que, pour Elliott, les vagues mineures ont une durée de moins de trois semaines, les intermédiaires trois semaines à un mois et les vagues majeures de plusieurs mois à plusieurs années et qu'un cycle (cinq vagues) peut s'étendre de cinquante ans à un siècle, on est pris d'un sérieux doute sur le bien-fondé de l'analyse. Dans l'immédiat, les vagues haussières, en tout cas, ne croient pas à un reflux important des cours.

La raison en est que les liquidités sont toujours extrêmement abondantes. Après avoir fait le plein de SICAV et autres fonds de placement, les gérants de portefeuilles s'efforcent de placer les capitaux disponibles en vue de la présentation des bilans de fin d'année. S'ils ne sont pas très importants, leurs achats, toujours sélectifs, contribuent à entretenir des courants d'affaires assez étouffés. Leur rempart ne serait probablement pas très efficace en cas de ventes massives. Il pourrait néanmoins contribuer à freiner le mouvement et peut-être à donner tort à Elliott.

## Semaine du 21 au 25 novembre

Si l'actualité financière n'a pas été aussi riche que durant les précédentes semaines, elle a néanmoins comporté quelques points forts.

L'an prochain, la Bourse comptera une recrue de plus : Pechiney International. En vue de réunir tous les fonds nécessaires pour financer la construction de sa nouvelle unité d'aluminium à Dunkerque et le rachat d'American National Can, Pechiney introduira, en effet, sur le marché au début 1989, le quart des actions de sa filiale internationale (4 milliards de francs). Les détenteurs de certificats d'investissement privilégiés (CIP), dont le nombre va grossir puisque le groupe a reçu l'autorisation de porter au maximum légal (25 % du capital) cette facilité de respiration financière, auront un droit prioritaire pour acquérir ces titres.

Autre bonne nouvelle : Pernod-Ricard a réussi son OPA sur British Distillers et GTM-Entrepose sera le chef de file d'un pool industriel chargé d'électrifier le réseau ferroviaire tarc. Communiqué triomphal de Rhône-Poulenc, qui annonce pour les neuf mois un bénéfice consolidé accru de 40,1 % à 2,75 milliards de francs. Quant à M. Mantet, le fondateur de Mouton, il va, comme prévu, donner à son personnel la possibilité de racheter 45 % des actions de l'entreprise. D'autre part, le fonds d'investissement britannique Mercury Common Market Trust a franchi le seuil des 5 % dans le capital de la Navigation mixte. Cette filiale de la banque d'affaires Warburg détient désormais 6,62 % du capital du holding que préside M. Marc Fournier et dont les activités vont de l'assurance à l'agro-alimentaire en passant par les transports. Cette entrée, qui a surpris plus d'un investisseur, relance les spéculations autour de la Mixte. Mais la société Mercury a fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention de conserver longtemps cette participation. Alors ?

Liquidation encore très difficile sur la Société générale pour les vendeurs à découvert, qui après les indicatrices du mois derniers, ont appliqué la règle et emprunté plusieurs centaines de milliers de titres. Les frais ont été énormes : 25 francs par titre.

Mais l'événement capital de la semaine a été indiscutablement la montée en flèche d'Eurotunnel (+13 %) dont les titres sont vus dans une étude réalisée par la banque Indosuez. « Ne prépare-t-on pas le terrain en vue d'une nouvelle souscription ? », demandait quelqu'un derrière un pilier. Les gens sont décidément bien méchants.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Baisse en fin de semaine

Victime de la remontée des taux d'intérêt, Wall Street a baissé en fin de semaine. Toutefois, le marché américain n'a pas reperdu tout le terrain gagné précédemment. Vendredi soir, l'indice des industrielles s'établissait à 2 074,68 soit à 12,27 points au-dessus de son niveau du 18 octobre dernier.

Les inquiétudes relatives à l'évolution du dollar n'ont pas trop perturbé la Bourse américaine, très calme avec le chômage du « Thanksgiving Day » le 24 octobre, jusqu'au coup de tonnerre causé vendredi par la Banque d'Angleterre en relevant son taux d'intervention de 1 point. Le même jour, des rumeurs avaient circulé faisant état d'une hausse imminente des taux de base bancaires aux États-Unis. Rien ne s'étant produit, Wall Street a finalement mieux encaissé le coup qu'on ne l'aurait cru. Reste que les tensions observées sur le marché obligataires ont fait mauvaise impression.

	Cours 18 nov.	Cours 25 nov.
Alcoa	51 3/4	52 7/8
ATT	27 5/8	28 1/4
Bocing	62 1/4	62
Chase Man. Bank	27 3/4	27 5/8
De Post de Nemours	80	80
Eastman Kodak	44 7/8	44 5/8
Exxon	42 1/8	42
Ford	59 1/2	59
General Electric	43 7/8	43 3/4
General Motors	80 1/8	81 7/8
Goodyear	48 1/8	47 3/8
IBM	115 3/4	116
ITT	48 1/8	48 7/8
Mobil Oil	41 7/8	43 5/8
Pfizer	55	55 3/8
Schlumberger	33 1/4	33 3/8
Tecaco	45 1/2	46 1/2
UAI Corp. (ex-Allegis)	97 1/2	103 1/2
Union Carbide	25 1/8	25 1/8
USX	26 5/8	27
Westinghouse	50 1/8	50 3/4
Xerox Corp.	55	55

## LONDRES

Bourse recule

Pas de chance. Le London Stock Exchange qui, sans afficher une mine superbe, ne se portait quand même pas trop mal, a encaissé de plein fouet l'annonce du déficit britannique de la balance des paiements courants et, dans la foulée du relèvement de 1 point des taux d'intérêt vendredi, les divers indices ont décliné de 1,6 %. Ce résultat est grossièrement celui de la semaine durant laquelle le marché avait évolué de façon plutôt satisfaisante, grâce à l'engagement donné par de nouvelles OPA (notamment celle lancée par Rodmans sur Hamamston) et la privatisation de British Steel.

Indices « FT » du 25 novembre : 100 valeurs, 1 794,7 (contre 1 823,4) ; 30 valeurs, 1 462,6 (contre 1 489) ; mine d'or, 175,7 (contre 176,2) ; fonds d'Etat, 87,48 (contre 82,21).

	Cours 18 nov.	Cours 25 nov.
Beecham	464	459
Bovater	434	421
BP	247	248
Charter	488	478
Courtauld	274 1/2	267 1/2
De Beers (*)	10 3/4	11 5/8
Frax Gold (*)	7 15/16	8 3/16
Glaxo	10 37/64	10 5/8
GUS	16 3/4	16 3/4
ICI	18 5/64	18 5/8
Restons	476	460
Shell	978	992
Unilever	488	450
Vickers	182	165 1/2
War Loan	39 3/4	39 15/16

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Consolidation

Peu d'affaires cette semaine sur le marché allemand, qui s'est employé à consolider ses positions sans trop s'écarter de ses niveaux précédents.

Indice de la Commerzbank du 25 novembre : 1 588,4 (contre 1 592,3 le 18 novembre).

	Cours 18 nov.	Cours 25 nov.
AEG	185,10	190
BASF	273,20	281
Bayer	295,30	295,90
Commerzbank	238,70	238,50
Deutschebank	516,50	511,50
Hoechst	298,50	298,10
Karstadt	415	411
Mannesmann	189	188,70
Siemens	477,50	476,50
Volkswagen	316,50	315,70

## TOKYO

Hausse

Apparemment indifférent aux turbulences monétaires, le marché de Tokyo a poursuivi sa progression et atteint un nouveau sommet, avant de revenir samedi un peu en arrière. D'une semaine à l'autre, il conserve néanmoins une avance de 0,63 %.

Indices du 26 octobre : Nikkei 26 363,59 (contre 29 180,20), général 2 273,70 (contre 2 252,11).

	Cours 18 nov.	Cours 25 nov.
Akai	580	593
Bridgeport	1 280	1 300
Canon	1 320	1 330
Fuji Xerox	3 300	3 350
Honda Motor	1 800	1 810
Matsushita Electric	2 370	2 360
Mitsubishi Heavy	995	1 010
Sony Corp.	6 310	6 600
Toyota Motor	2 540	2 500

## Matériel électrique services publics

	25-11-88	Diff.
Alcatel	2 464	+ 64
Alstom	365	+ 12
CGE	408	+ 15,30
Crozet	460	+ 14
CSSE (ex-Silvaux)	320	+ 9
Général des Eaux	1 487	+ 34
IBM	693	+ 5
Intertek	1 300	+ 10
ITT	288,50	+ 3,30
Legrand	3 340	+ 40
Leroy-Somier	1 945	+ 59
Lyonnaise des Eaux	1 446	+ 54
Matra	223	+ 6,60
Merlin-Gérin	3 320	+ 15
Moulinex	110	+ 2
PM Labinal	852	+ 38
Radiorécepteur	675	+ 33
Schlumberger	192,50	+ 5,10
SEB	780	+ 12
Siemens	1 627	+ 7
Thomson-CSF	196,50	+ 3,50

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 18 nov.	Cours 25 nov.
Or fin (Baie en barres)	80 800	79 900
Baie en lingot	80 700	79 800
Pièces françaises (20 fr.)	486	472
Pièces françaises (10 fr.)	243	237
Pièces suisses (20 fr.)	486	481
Pièces suisses (10 fr.)	243	237
Pièces belges (20 fr.)	486	481
Pièces belges (10 fr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481
Pièces danoises (10 kr.)	243	237
Pièces suédoises (20 kr.)	486	481
Pièces suédoises (10 kr.)	243	237
Pièces norvégiennes (20 kr.)	486	481
Pièces norvégiennes (10 kr.)	243	237
Pièces danoises (20 kr.)	486	481



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### L'État devient économe de sa garantie

Aiguillonnées par le succès du programme britannique de bons à court terme en utilité de compte européen, les autorités françaises pourraient, dit-on, se donner la possibilité d'émettre directement, sous le nom de l'Etat, des emprunts en devises. Présentement, les fonds d'Etat ne sont offerts que sur le seul marché intérieur du franc français. La République accorde cependant sa garantie à des opérations internationales lancées par quelques-unes de ses dépendances. La situation est en train de changer, et c'est un des mérites des deux dernières émissions obligataires de l'Etat français qui est de mettre en évidence l'évolution en cours.

Le Crédit foncier de France entend lever 100 millions d'ECU à cinq ans et quelques mois en proposant un taux d'intérêt facial de 7,625 % sur la base d'un prix d'émission de 101,50 %. Les obligations bénéficient de la garantie de la République française. L'opération nouvelle est destinée à se greffer sur une souche existant d'avril 1987 qui s'était déjà renforcée grâce à de précédentes assimilations de ce type. Elle est destinée, lorsque toutes les obligations seront parfaitement foncières, dans environ trois mois, à constituer un gisement de 430 millions d'ECU.

Cela en fera la plus importante ligne euro-obligataire en ECU, venant immédiatement après l'opération CECA/CEB de 500 millions, montée au début de l'été. L'aspect politique de la transaction apparaît évident. Elle traduit l'intention des autorités françaises de promouvoir l'utilisation de l'ECU en fournissant au marché un de ses plus sûrs repères. Et par la qualité de la dette, et par l'accueil réservé à chaque étape de l'emprunt qui a été en quelque sorte distillé à petites doses dans le marché, élargissant progressivement le cercle des investisseurs internationaux, l'émission du Crédit foncier a tout pour devenir en 1989 la principale référence du marché des titres à cinq ans d'échéance (il restera toute cette durée à couvrir en avril prochain). Tant que la France ne pourra pas s'adresser directement au marché de l'ECU, (il faudrait pour cela agir sur le plan législatif, l'ECU étant considéré comme une devise étrangère), c'est à des développements de ce genre qu'il faut s'attendre.

En examinant le nouvel emprunt du Crédit foncier sous un aspect

plus technique, on en vient à repenser un problème fiscal très délicat, celui du précompte mobilier italien. Les 100 millions de nouvelles obligations sont en effet liées à la dernière série de certificats du Trésor italien émis pour un total de 1 milliard d'ECU et qui viendront à échéance dans cinq ans. La rémunération faciale des certificats italiens est de 8,50 %. Elle tombe à 7,44 % après déduction du précompte de 12,5 %. Une telle différence peut s'avérer coûteuse pour le Trésor italien. Elle a été mise à profit en ce qui concerne l'emprunt du Crédit foncier qui est largement adossé à ces certificats. Cela a notamment permis le bouclage d'une transaction de swap à l'issue de laquelle l'emprunteur français dispose de fonds en deutschemarks à taux flottants à une marge de plus d'une quarantaine de points au-dessous du Libor. L'opération Crédit foncier est placée sous la direction du Crédit commercial de France qui s'est aussi chargé du swap sous-jacent.

La seconde euro-transaction française de la semaine, également dirigée par le CCF, est l'émission de compte d'une société du Crédit national, Interfinance, qui ne se bénéficie pas de la garantie de l'Etat. L'emprunteur a déjà été présenté dans ces colonnes (voir le Monde des 3 et 4 avril), et c'est la seconde fois qu'il sollicite le comparatiment de l'euro-franc français. Les

obligations issues des deux émissions seront foncières, ce qui portera à 1 milliard de francs le total de l'opération. Celle-ci est rémunérée au taux facial de 9,125 % et viendra à échéance en mai 1993. La nouvelle tranche de 300 millions fait l'objet d'un swap de taux d'intérêt. Du taux fixe, on passe au taux variable mais en demeurant en francs français.

Cette petite opération n'aurait guère retenu l'attention si elle ne confirmait pas une tendance : celle de laisser davantage voler de leurs propres ailes celles des entreprises nationales qui déploient leur activité principale dans le secteur financier. C'est là une marque du libre jeu de la concurrence auquel invitent les efforts de libéralisation et de déreglementation de ces dernières années. N'importe le Crédit national s'adressait aux grands marchés des capitaux du monde en assurant les prêteurs de la garantie de la République. Ses recours sous cette forme se feront de plus en plus rares en dehors des moments où il songera à renégocier tel ou tel emprunt pour le remplacer par une solution qui lui paraîtra plus avantageuse. Il est intéressant de relever que la marge au-dessus des fonds d'Etat à laquelle le nouvel emprunt Interfinance a vu le jour (23 points de base) est de l'ordre de celle qui s'est récemment imposée pour un débiteur de la qualité de la Banque européenne d'investissement.

#### Emprunts en DM très bon marché

En sollicitant vendredi matin le marché de l'euro-deutschemark, le royaume de Belgique a réalisé une fort belle opération qui montre non seulement que le marché allemand est toujours ouvert à des débiteurs de tout premier plan, mais qu'il l'est à des conditions historiquement très basses. Sur son emprunt de 300 millions de marks à cinq ans, la Belgique se sert en effet d'un coupon facial de 5,25 %. Au pied des commissions que le débiteur doit aux banques, le rendement est de 5,48 %. Il se compare à celui de 5,69 % que le ministère des finances de Bonn doit lui-même offrir sur ses bons de même durée. L'emprunt belge, qui a été accueilli de façon tout à fait satisfaisante, sert à consolider des crédits bancaires. Il est placé sous la direction de la Westdeutsche Landesbank. La politique d'emprunt suivie par la Belgique retient l'attention de tous les spécialistes.

En ce pays, en effet, réussi à renégocier sa dette de façon si habile que, dans quelques mois, il ne lui faudrait plus rien payer au-dessus du Libor.

Autre exemple de l'attrait des devises fortes européennes sur les grands débiteurs, l'Autriche s'est procurée des francs suisses, mais de façon détournée. Elle s'est adressée au compartiment de l'euro-yen pour y lever 300 milliards à cinq ans, mais en s'assurant d'un swap qui lui laisse finalement, en francs, des fonds en francs suisses à un niveau très bas, de l'ordre d'une quarantaine de points de base au-dessus du Libor. Les obligations autrichiennes sont rémunérées au taux facial de 4,75 %. L'émission est dirigée par l'IBJ International, et son prix d'émission a été fixé à 101,625 %.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVISES ET OR

### Nouveau glissement du dollar

Après une semaine fortement troublée qui avait vu le dollar plonger violemment puis se redresser légèrement à la suite de vigoureuses interventions des banques centrales, la période sous revue a été nettement plus calme. Mais le dollar a repris son glissement, lent mais sûr, en dépit de nouvelles interventions en amont, surtout de l'Institut d'émission du Japon. A l'origine de ce mouvement se trouve le scepticisme des milieux financiers internationaux sur la possibilité, pour le nouveau gouvernement des Etats-Unis, de véritablement réduire le déficit budgétaire.

Sans doute M. George Bush, le président élu, a-t-il, une fois de plus, réaffirmé que, « dès le premier jour » de son arrivée à la Maison Blanche, le 20 janvier 1989, il entreprendrait des négociations avec le Congrès pour trouver des solutions au problème prioritaire de cette réduction. Mais il a immédiatement annulé tout l'effet de cette déclaration en confirmant aussi sa promesse faite aux électeurs de ne pas augmenter les impôts, dont « la hausse n'est pas la solution appropriée ». Aux Etats-Unis, la plupart des analystes ne croient guère possible une diminution véritable du déficit sans l'instauration de nouvelles taxes.

Certes, l'administration de M. Reagan prévoit que le déficit de 150 milliards de dollars réalisé en 1988 sera ramené à 102 milliards en 1990, conformément à l'objectif fixé par la loi Gramm-Rudman. Mais l'office du budget de la Maison Blanche envisage plus 127 milliards de déficit et des dernières estimations de la Bank of America renforcent les arguments des sceptiques. Selon les experts de cette banque, le ralentissement de

l'économie en 1989 et le conflit probable entre le Congrès et la Maison Blanche sur les moyens de réduire ce déficit risquent de conduire, au 1<sup>er</sup> octobre 1989, à une impasse de 170 milliards de dollars.

Un autre souci se profile à l'horizon outre-Atlantique, celui d'une remontée de l'inflation longtemps niée par l'administration. Certes, la hausse de 0,4 % des prix de détail enregistrée en octobre, contre 0,3 % en septembre, demeure « raisonnable » sur le papier. Mais les analystes font encore remarquer que ces chiffres correspondent à un rythme annuel d'inflation de 5,1 % et que, depuis le début de l'année, les prix ont déjà augmenté de 4,6 %, soit davantage que pendant l'année 1987 tout entière.

Par ailleurs, on a noté l'inquiétude des marchés financiers américains après le compromis élaboré à Vienne par l'OEPEP sur la réduction de sa production, qui a entraîné une augmentation immédiate du prix du baril. Si cette augmentation s'amplifiait, elle pourrait accélérer la hausse des prix aux Etats-Unis et miner encore le dollar.

Les perspectives ne sont donc pas très favorables, et on comprend que certains particuliers des Etats-Unis, comme la France et l'Allemagne, veulent qu'une réunion du groupe des Sept se tienne dès que le président Bush se sera installé à la Maison Blanche.

Ainsi, jeudi 24 novembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, a déclaré : « Lors de notre dernière rencontre à Paris, nous sommes convenus avec mon collègue de RFA, M. Gerhard Stoltenberg, de suivre de près l'évolution

des marchés des changes et, dès que M. George Bush aura pris ses fonctions, de prévoir une réunion des ministres des finances des pays industrialisés. Toutefois, M. Kiichi Miyazawa, le ministre japonais des finances, a déclaré le lendemain, à Tokyo, qu'il ne voyait pas l'utilité d'une telle réunion si elle était uniquement consacrée à la stabilité des taux de change.

Manifestement, l'Allemagne et la France ne veulent pas attendre la réunion du groupe des Sept, prévue en avril, pour étudier une action commune sur les marchés des changes. D'ici là, ces marchés pourraient être agités de soubresauts dangereux liés à l'incertitude qui plane sur les projets de M. Bush. Si l'on se montre pressé à Paris et à Francfort, c'est parce qu'une baisse supplémentaire du dollar provoquerait de nouvelles tensions au sein du système monétaire européen, en renforçant le mark aux dépens du franc français.

M. Bérégovoy en a profité pour réaffirmer que, malgré le récent recul du dollar, « la stabilité du franc n'est pas en cause, nous sommes en bon de la fourchette de fluctuation du franc au sein du système monétaire européen mais on connaît ma détermination, il n'est pas question d'accepter un réajustement des parités dans le système. Les marchés doivent en être convaincus ».

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 AU 25 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne cours de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc français	Flote	Libra
New-York	1,3436	—	16,8271	69,5452	58,2872	2,7777	51,4228	0,8784
Paris	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773
Bruxelles	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773
Zurich	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773
Frankfurt	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773
Amsterdam	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773
Milan	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773
Tokyo	1,3125	—	16,8123	68,3095	57,4712	2,7435	50,9443	0,8773

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 25 novembre, 4,8497 F contre 4,8397 F le vendredi 18 novembre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Un mauvais vent d'Angleterre

Cette semaine, ce n'est pas la bise américaine qui a soufflé, mais le vent d'Angleterre. Une véritable tempête s'est levée après l'annonce des résultats catastrophiques pour le commerce extérieur britannique : un déficit de 2,93 milliards de livres (32 milliards de francs) pour la balance commerciale, et de 17 % à 13 %, au plus haut depuis 1985. La dernière augmentation, de 1 % également, remontait au 25 août. Naturellement, toutes les banques britanniques ont majoré leur taux de base du même montant.

A cette nouvelle imprévue s'est ajoutée une hausse des taux aux Etats-Unis après la remontée des cours du pétrole (1 dollar par baril) consécutive aux accords de l'OEPEP à Vienne. Le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain est passé de 9,10 % à 9,20 %, à la veille du week-end.

tandis que le taux de l'eurodollar à six mois s'élevait à 9 1/2 %, tout cela n'est pas très rassurant et fait redouter à beaucoup une augmentation prochaine du taux de base des banques américaines.

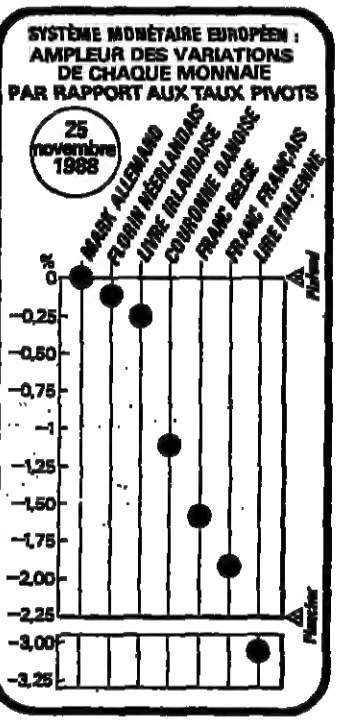
Cette série d'événements, on le comprendra, n'était pas de nature à rassurer le marché français. Vendredi matin pourtant, le cours d'échéance sur le MATIF s'élevait à 107 contre 106,10 huit jours auparavant, à la fois en vertu d'un optimisme indéfectible faisant attendre une baisse des taux d'intérêt à terme, et sur un phénomène technique, la levée des options sur le marché. Celle-ci a pris de court de nombreux opérateurs et provoqué des rachats. Mais, la semaine prochaine, ce phénomène ne jouera plus et après une retombée vendredi à 106,60 pour l'échéance décembre, et l'augmentation des taux anglais, on craint une baisse plus accentuée à Paris. Certes, la Banque de France alimente plus largement le marché au taux inchangé de 7 1/4 %, mais, le loyer de l'argent au jour le jour se maintient aux environs de 7 3/4-7 7/8 %. L'avenir n'est pas

rose pour autant, que se passerait-il si la baisse du dollar se poursuivait au profit du mark et aux dépens du franc ?

Sur le front des émissions, on peut noter au BALO, lundi 21 novembre, une véritable avalanche d'emprunts, pas moins de 21. La BNP appelait 3,5 milliards de francs en trois tranches, deux à taux variable, TME et PIBOR, et la troisième à taux fixe 9 %, le tout bien placé dans son réseau. La BRED mettait pour 1 milliard de francs de titres subordonnés remboursables en trois tranches qu'elle réservait à ses comptes Codeli, limitée par la Casden-BP avec le même dispositif. Le Crédit foncier de France levait 700 millions de francs à taux variable (PIBOR) comme le SAPAR pour 500 millions de francs. Ajoutons y pour mémoire les 2,3 milliards de francs de la Caisse autonome de refinancement, le milliard de francs du GO-BTP et les 500 millions de francs du Prêt-à-terme, cette dernière émission continuant à s'enfoncer dans une glorieuse en raison de ses conditions trop tirées : 8,64 % de rendement pour du papier de deuxième catégorie. Du coup, la décote de cet emprunt s'établit maintenant entre 2,10 % et 2,40 %, encore plus que les 1,75 % à 2 % du GO-BTP.

Jeudi, le Crédit local de France a procédé à l'adjudication d'un emprunt de 1,46 milliard de francs à intérêt trimestriel, taux révisable indexé sur le PIBOR à trois mois : l'accueil a été mitigé. La semaine prochaine, on attend un emprunt de 1,5 milliard de francs du Crédit agricole qui sera probablement réservé à son réseau et une émission de la Caisse nationale des autoroutes de 1 milliard de francs sans doute fermée, c'est-à-dire non ouverte au public. Beaucoup estiment que le marché est un peu encombré. Un début de saturation pourrait se faire sentir.

F. R.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Horizons flous pour le platine

Tombés en septembre sous la barre des 500 dollars l'once à New-York, les cours du platine ont effrayé une belle remontée depuis lors, pour s'établir, le 25 novembre, à 571 dollars l'once. A l'inverse de l'or, qui a ces derniers mois évolué à la baisse de concert avec le pétrole et le dollar, le métal blanc semble avoir trouvé, sur son propre marché et en dehors des troubles monétaires ou pétroliers, des motifs de fermeté. Dans sa revue annuelle consacrée au platine, le courtier britannique Johnson Matthey estime ainsi qu'en 1988 la demande mondiale va progresser de 10 % pour atteindre 3 635 millions d'onces, soit 300 000 onces de plus qu'en 1987, année record.

Or la production du globe ne devrait progresser cette année que de 2,3 % et représenter 3 170 millions d'onces. « Pour la quatrième année, la demande continuera d'excéder l'offre », indique Johnson Matthey, affirmant que le marché enregistrera un déficit sans précédent de 465 000 onces (contre 220 000 en 1987). Ces prévisions s'appuient sur l'expansion attendue des deux sources principales de consommation du platine : l'industrie automobile, qui s'équipe peu à peu en Europe de pots catalytiques non pol-

lissés, attribués de la voiture propre de 1993 ; le secteur des bijoux, qui connaît un autre spectacle, celui du Japon. Ces deux activités devraient absorber en 1988 2 495 millions d'onces, soit plus des deux tiers de la demande mondiale. A lui seul, le Japon devrait utiliser 1 880 millions d'onces, confirmant ainsi son rang de premier consommateur du globe.

Le rapport de Johnson Matthey ajoute que le secteur de production des petits investissements (objets dont la taille est inférieure à 10 onces) a été stimulé par de nouvelles émissions de pièces de monnaie et de médailles de platine. Ce type d'usage absorberait 360 000 onces de plus en 1988, en progression de 67 % sur l'année précédente.

Mais un certain trouble a été jeté ces derniers jours dans les milieux du négoce londonien par la parution d'une étude des services britanniques de recherche sur les métaux et les minéraux. Celle-ci annonce, au contraire, un retour probable des excédents de platine. « L'avenir de ce marché est loin d'être garanti, signale ce document, en raison des perspectives de hausse de la production minière et de la récupération, alors que la consommation pourrait bien avoir atteint son niveau maximal ».

Une analyse qui contredit la thèse du « déficit record » et d'une « augmentation très limitée de l'offre dans les douze prochains mois », avancée par Johnson Matthey. L'avertissement du service de recherche sur les métaux et les minéraux se fonde sur une analyse plus circonspécte du marché automobile. S'il admet qu'il représente en Europe le plus grand débouché potentiel pour le platine, son développement risque d'être moins rapide et moins massif que prévu. Jusqu'à présent, seuls les pays non membres de la Communauté ont élaboré et adopté le règlement sur les normes d'émission. Leur consommation représente 10 % de la demande européenne de platine. Dans la CEE, ce sont les voitures de plus de 1,4 litre de cylindrée (40 %

du parc automobile) qui seront d'abord visées par la réglementation sur les pots catalytiques.

Or, selon le service d'études britanniques, le peu d'entrain des constructeurs et de certains Etats membres pourrait se traduire par une progression très modeste de la consommation de platine. Si les nouvelles réglementations sont appliquées, l'automobile consommant, en 1993, 550 000 onces de platine, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Mais, en cas de « mauvaise volonté », la progression serait de 50 000 onces seulement. Entre Johnson Matthey et les services d'études sur les métaux et minéraux, il y a toute la différence entre l'optimisme et le pessimisme. Une belle marge de manœuvre pour la spéculation.

ERIC FOTTORINO.

« Matières premières Informations. — A noter le « coup de jeune » pris, depuis le 11 octobre, par le livre Matières premières Informations (14, boulevard Poissonnière, 75009 Paris), publié en association avec le World Commodity Report, du Financial Times. Le livre fait un effort de clarté sur les graphiques de cours des principaux produits et propose, désormais, des analyses sur les opérations commerciales et financières liées au commerce international des matières premières.

**Parade**  
La serrure automatique sans clé  
Liste des installateurs agréés au 02-32-44-01

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES

**échappées belles en France**

LA BASSE NORMANDIE • LE BRETAGNE • LE PAYSAN • LE JURA • LE LITTORAL • LE PAYSAN • LE JURA • LE LITTORAL

En librairie, 128 pages illustrées, 65 F.

PRODUITS	COURS DU 25-11
Café (Arabica) 1674 (+128)	
Trésor (Arabica) 1674 (+128)	
Aluminium (Londres) 2.345 (+73)	
Trésor (Londres) 2.345 (+73)	
Nickel (Londres) 14.190 (+2345)	
Trésor (Londres) 14.190 (+2345)	
Sucre (Paris) 1.690 (+105)	
Novembre 1.690 (+105)	
Café (Londres) 1.062 (-9)	
Novembre 1.062 (-9)	
Cacao (New-York) 1.456 (+73)	
Décembre 1.456 (+73)	
Riz (Chicago) 425,4 (+14,4)	
Décembre 425,4 (+14,4)	
Maïs (Chicago) 265 (+6,8)	
Décembre 265 (+6,8)	
Soja (Chicago) 251,60 (+13,4)	
Décembre 251,60 (+13,4)	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Israël : les tractations pour la formation du nouveau gouvernement. 4 Un entretien avec M. Turgut Ozal, premier ministre turc. 5 URSS : la visite de M. Mitterrand et la crise du Caucase.	6 Le Conseil constitutionnel a achevé l'examen du contentieux électoral. — Le différend entre le gouvernement et le PS. 7 Débats au Parti républicain. — Les travaux de l'Assemblée nationale. — Livres politiques, par André Laurens.	8 Le congrès du Syndicat de la magistrature. — L'inquiétude des mères d'enfants franco-algériens. — Le procès de la « pizza connection ».	10 Un entretien avec Jean-Loup Dabadie : le D'Artegian nouveau est arrivé. — Un nouveau pont reliera en 1992 les gares de Lyon et d'Austerlitz. — Communication : Disney s'associe avec M. Murdoch sur le satellite Astra.	13 M. Béréguvov a décidé de relancer l'offensive contre la Société générale. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 12 Météorologie ..... 12 Mots croisés ..... 12 Spectacles ..... 11	● L'actualité de la semaine ..... REP ● La météo du week-end ..... METEO ● L'information 24 h sur 24 ..... FLASH ● Sports : les résultats du week-end ..... SPO 36-15 tapez LEMONDE
				DATES		
				2 Il y a trente ans, le nouveau franc.		

Après le vol en orbite de Jean-Loup Chrétien

## L'URSS serait prête à envoyer dans l'espace un cosmonaute français tous les deux ans

Pour la deuxième fois de sa carrière, Jean-Loup Chrétien, cinquante ans, devait reprendre le chemin des étoiles samedi après-midi.

En juin 1982, il avait passé une nuit à bord de la station soviétique Saliout-7. Trois ans plus tard, son compagnon d'entraînement, Patrick Baudry, avait volé une semaine à bord de la navette américaine.

La mission franco-soviétique Aragatz doit s'étaler sur un peu plus de trois semaines. Si rien ne vient perturber le bon déroulement du vol, Jean-Loup Chrétien et les deux cosmonautes soviétiques, Alexandre Volkov et Sergueï Krikalev, rejoindront la station orbitale Mir à bord de laquelle Moussa Manarov et Vladimir Titov ont battu, le 12 novembre, le record du séjour le plus long (326 jours) jamais passé dans l'espace.

La, le Français tentera de mener à bien avec ses compagnons les nombreuses expériences de la mission Aragatz (le Monde du 23 novembre), dont le point d'orgue sera sa sortie dans l'espace pendant cinq heures. Au terme de cette mission de 178 millions de francs, Jean-Loup Chrétien redescendra sur Terre le 21 décembre en compagnie des deux recordmen de l'espace qui atterriront avec lui dans les plaines de la Mongolie extérieure. Un vol spectaculaire donc, sans temps mort, si l'on en juge par le lourd programme de travail de l'équipage, mais qui ne justifiait peut-être pas à lui seul tous ces honneurs présidentiels. Aragatz constitue cependant une bonne occasion pour le président de la République de relancer la coopération spatiale franco-soviétique. Une coopération lancée voici plus de vingt-deux ans par le général de Gaulle, l'un des rares chefs d'Etat occidentaux à s'être rendu à l'époque à Baïkonour et à avoir visité le « saint des saints » soviétique de l'espace. C'était le 30 juin 1966. Après ce voyage en fanfare, les deux pays avaient décidé de lier leur sort en travaillant ensemble dans les domaines de l'atome, de la télévision en couleurs et de l'espace.

### Une coopération accrue

La suite est connue. Longtemps, la France fut le partenaire privilégié de l'Union soviétique dans le domaine spatial. Longtemps, les deux pays ont écrit ensemble quelques chapitres de la conquête spatiale, illustrés par la distribution d'échantillons lunaires à des chercheurs français en 1970, par l'embarquement de nombreux instruments de mesures sur différentes sondes lancées par les Soviétiques en direction de Mars, Vénus ou de la comète de Halley, et par l'envoi pour huit jours, en juin 1982, du premier cosmonaute occidental — déjà Jean-Loup Chrétien — dans la station orbitale soviétique Saliout-7.

Ces relations privilégiées entre les deux pays se poursuivent, comme en témoignent le nouveau séjour en

M. François Mitterrand devait assister, samedi 26 novembre, à 16 h 50 (heure française), à la base spatiale de Baïkonour (Kazakhstan), au départ du cosmonaute français Jean-Loup Chrétien à bord du vaisseau spatial Soyuz TM-7. Avec ce vol de longue durée, le Centre national d'études spatiales effectue son troisième vol dans l'espace — deux avec les Soviétiques et un avec les Américains — et prépare ainsi les vols habités que l'Europe envisage de faire à la fin du siècle. Le chef de l'Etat a évoqué samedi matin avec M. Mikhaïl Gorbatchev l'idée d'une coopération spatiale accrue entre les deux pays. L'URSS serait notamment prête à envoyer dans l'espace un cosmonaute français tous les deux ans. D'autre part, les deux pays ont confirmé leur intention d'explorer ensemble la planète Mars.

orbite offert au cosmonaute français et le lancement de l'ambitieux programme d'exploration de la planète Mars. Phobos, mais la concurrence se fait plus rude. D'abord, parce que d'autres Européens frappent à la porte des Soviétiques et souhaitent développer avec eux, comme les Allemands, des liens moins ténus. Ensuite, parce qu'en dépit de la politique étrangère du président Reagan, Moscou est très sensible à tout ce qui pourrait être fait dans le domaine spatial avec les Américains.

Enfin, parce que les Soviétiques eux-mêmes sont aujourd'hui moins soucieux de faire des coupes médiatiques destinées à servir leur politique étrangère qu'à obtenir de la part des étrangers volant sur leurs sondes et leurs vaisseaux les meilleures expériences occidentales. D'où une concurrence féroce entre les équipes, qui laisse parfois des traces. Ainsi ne faut-il guère s'étonner que la France, qui est aujourd'hui le premier pays spatial européen par le volume de son budget et par ses ambitions, ait à cœur de garder sa place auprès des Soviétiques. D'autant qu'elle a toujours, dans le passé, bénéficié de la gratuité des vols en échange de ses appareils et des résultats de ses expériences.

Un avantage que beaucoup nous envient lorsque l'on sait, comme le rappelle récemment le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, M. Paul Quilès, qu'un vol de huit jours à bord de la station Mir est aujourd'hui « proposé par la société Glavkosmos au prix de 60 millions à 80 millions de francs », et que la France « ne souhaite donc pas se placer sur un terrain trop commercial, considérant que chacun, en apportant sa part aux missions communes, aide à créer une synergie fructueuse ». Cet atout-là, les responsables du Centre national d'études spatiales veulent le conserver et s'appuient sur la présence du chef de l'Etat à Baïkonour pour conforter leur position et mettre en place un programme de coopération qui se fonde plus sur le long terme que sur le coup par coup.

Plusieurs rencontres ont eu lieu récemment entre les représentants des deux pays pour formaliser ces souhaits. La dernière, en date, à laquelle assistaient les deux ministres de tutelle de l'espace français, M. Hubert Curien, pour la recherche, a eu lieu, la veille de l'envoi de Jean-Loup Chrétien, dans l'après-midi du vendredi 25 novembre (1). C'est elle qui devait permettre au

président de la République d'annoncer, samedi après le tir, la signature d'un accord. Aux termes de ce texte un peu général est retenu le principe d'une coopération plus poussée des deux pays dans le domaine de l'environnement.

Concrètement, il s'agit de travailler ensemble et d'obtenir des résultats qui pourraient être ultérieurement utilisés par le programme international d'étude de la géosphère et de la biosphère (Global Change) que gère l'Organisation mondiale de météorologie (OMM) et le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) et qui s'intéresse notamment au réchauffement de la planète. Un groupe mixte franco-soviétique serait créé à cet effet pour élaborer d'ici à la fin de 1989 une série de propositions. Parmi celles-ci pourraient figurer : l'utilisation d'une sorte de radar à faisceau laser (Lidar) qui serait installé, à partir de 1992, à bord de la station Mir et permettrait de mesurer finement l'altitude des nuages et la distribution des aérosols dans les différentes couches ; l'embarquement en orbite d'un satellite soviétique Météor d'un autre appareil destiné à l'étude du rayonnement infrarouge émis par la Terre au cours des saisons. Des expériences qui permettraient de mieux simuler et prévoir les changements météorologiques dans l'hémisphère sud. Coût du programme pour la partie française : 10 millions à 20 millions de francs par an.

Outre ce volet de « coopération climatique », le chef de l'Etat devait également annoncer la mise en place

d'un ambitieux programme dans le domaine de la microgravité. Cette activité, qui consiste à profiter de l'absence de gravité régnant dans les stations spatiales pour étudier des phénomènes impossibles à recréer sur terre et produire certaines substances — protéines, alliages métalliques — par cristallisation ou par fusion, intéresse nombre de scientifiques. Aussi, la France pourrait-elle profiter de l'existence d'un nouveau module laboratoire (Modulny) que les Soviétiques envisagent de raccorder prochainement à la station Mir pour installer à bord des expériences françaises. En contrepartie, les Soviétiques accueilleraient tous les deux ans, pour un mois, à bord de leur station spatiale, un cosmonaute français, pendant une période pouvant s'étaler sur dix ans.

Une telle politique devrait permettre aux Français d'acquiescer plus rapidement les compétences nécessaires à la conduite des vols habités et à la mise en œuvre des différents éléments (avion spatial Hermès, station spatiale Columbus) qui constitueront d'ici à la fin du siècle ou au début du prochain la future infrastructure orbitale européenne. Ce que ne peuvent offrir les Américains dont les vols de navettes sont, depuis l'explosion en vol de Challenger, réservés en priorité à la NASA et au Pentagone.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Il sera possible d'obtenir des informations quotidiennes sur le déroulement du vol en consultant le serveur télématique du CNES : 3615, code CNES-PACE. Le bulletin quotidien sera le point de la journée écoutée ; il devrait être disponible à partir de 11 heures (heure de Paris). La première édition du bulletin aura lieu le 29 novembre 1988, après l'arrivée du Soyuz à la station Mir.

(1) M. Quilès s'était rendu à cette fin le 7 juillet en Union soviétique. En outre, il a, comme M. Curien, rencontré à plusieurs reprises le président de l'Académie des sciences d'URSS sur ce thème, ainsi que le président de Glavkosmos, la société chargée de la commercialisation des activités spatiales soviétiques.

CHILI : la tournée européenne d'un dirigeant de l'opposition

## Le combat tous azimuts de M. Ricardo Lagos

Fêtant, vendredi 25 novembre, son soixante-treizième anniversaire, le général Pinochet a confirmé à la presse que, « tel un général romain retournant cultiver la terre après le combat », il laisserait le pouvoir, comme prévu, le 11 mars 1990 à son successeur élu en décembre 1989.

Cependant, l'une des personnalités marquantes de l'opposition démocratique, M. Ricardo Lagos, président du Parti pour la

démocratie — émergé à l'occasion du référendum du 5 octobre dernier, qui a marqué la défaite du dictateur, — a rencontré le premier ministre français, M. Michel Rocard, à l'occasion d'une tournée européenne destinée à recueillir des soutiens étrangers pour la phase de transition désormais ouverte et une coopération des pays riches avec le futur régime parlementaire chilien.

1970 soit ramené de huit à quatre ans ; que « lumière et justice » soient faites sur les « horreurs » commises depuis 1973 au Chili ; que la démocratie à venir soit également empreinte de préoccupations sociales afin que la santé économique actuelle du pays profite également au peuple et non pas seulement aux banquiers ; que la sortie de Pinochet, enfin, soit définitive et qu'il ne retienne pas, comme prévu par « la » Constitution, les pouvoirs du commandant en chef des forces armées et le titre de sénateur à vie.

Ces préoccupations prennent actuellement le pas sur la réunification du socialisme chilien — une tâche à laquelle M. Lagos ne peut pas ne pas songer. Reçu par le PS français, il admet que ce n'est pas pour autant qu'il est désormais seul dépositaire officiel de l'héritage socialiste de son pays. Son « vieil ami d'université » Clodomiro Almeyda ne vient-il pas tout juste de créer avec les communistes un « parti élargi de la gauche socialiste » (PAIS) ? M. Lagos n'étant pas parvenu à convaincre la DC de s'unir sous l'unique bannière du PPD pour dire non à Pinochet, sera-t-il davantage prophète dans sa propre famille politique ? Rien n'est joué. En attendant, ayant rencontré durant sa présente tournée le chef du gouvernement espagnol, visiblement, — M. Lagos rentrera chez lui animé d'une aura internationale nouvelle. Un bon point pour les rudes combats qui l'attendent en 1989.

JEAN-PIERRE CLERC.

« Tous comme dans d'autres républiques », a ajouté M. Gorbatchev, « il se trouve des gens qui ont une attitude douloureuse à l'égard de la « perestroïka ». Ils chercheraient à détourner l'attention des gens, à détourner leur attention sur des problèmes tels que le Haut-Karabakh, là est bien le problème, mais nous ne l'ignorons pas, et nous sommes loin de faire l'amalgame. »

● NICARAGUA : vingt-deux morts dans une attaque de la Contra. — Un raid des rebelles de la Contra contre un village du centre du Nicaragua a fait vingt-deux morts, le 23 novembre, a annoncé, vendredi 25 novembre, le ministère de la défense à Managua. Selon cette source, les contras ont exécuté douze membres d'une milice paysanne dans le hameau de Guabo (province de Chontales). (Reuters.)

A B C D E F G

## un nouveau laboratoire pour la biologie et la médecine



L'ESPACE ET LA VIE  
par Hubert Planel

Pour la première fois, et d'une manière accessible à tous, l'auteur fait le point sur les principaux aspects de la biologie et de la médecine spatiales, qui passionneront les spécialistes autant que les étudiants et le grand public.



Larousse